

3° het saldo van de beurs wordt uitbetaald overeenkomstig artikel 14, §§ 3 tot 7 van hetzelfde besluit.

In afwijking van artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit wordt de uitbetaling van de eerste schijf van de beurs voor het taalbad georganiseerd bij artikel 17, eerste lid, 1° en 2°, van hetzelfde besluit tijdens het schooljaar 2020-2021 of een van de semesters ervan, uitbetaald tussen de 30ste en de 15de dag vóór de effectieve vertrekkdatum.

In afwijking van artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit wordt de uitbetaling van de eerste schijf van de beurs voor het taalbad, georganiseerd in de afdelingen 5 tot 8 van dit besluit, tussen 1 maart 2020 en 30 juni 2021, uitgevoerd tussen de 30ste en de 15de dag vóór de effectieve vertrekkdatum.”.

Art. 11. Artikel 35octies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij voormeld besluit van de Waalse Regering nr. 16 van 16 april 2020, wordt aangevuld met de volgende leden, luidend als volgt:

”De persoon die een beurs heeft aangevraagd waarvoor de toekenning overeenkomstig lid 1 is opgeschort, kan in voorkomend geval zijn aanvraag binnen de door de Minister van Vorming gestelde termijnen zodanig wijzigen dat zijn aanvraag overeenkomt met een beurs waarvoor de subsidie niet is opgeschort.

In geval van opschorting overeenkomstig lid 1 en indien er geen aanvraag tot wijziging wordt ingediend binnen de overeenkomstig lid 2 vastgestelde termijnen, krijgt de beursaanvraag geen gevolg.

De Minister van Vorming kan, afhankelijk van de evolutie van de gezondheidstoestand in verband met de COVID-19, beslissen om de toekenning van de beurs voor het taalbad georganiseerd bij de afdelingen 5 tot 8 van hetzelfde besluit, tussen 1 maart 2020 en 30 juni 2021 op te schorten.

In geval van opschorting overeenkomstig lid 4 krijgt de beursaanvraag geen gevolg.”.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2020.

Art. 13. Na afloop van de bijzondere machten, door het Waals Parlement toegekend, zullen de bevestigde bepalingen opnieuw, opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen kunnen worden door de Waalse Regering indien tenminste daartoe een materiële rechtsgrond voorhanden is.

Art. 14. De Minister van Werk en Vorming, belast met de Sociale Economie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 mei 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/20923]

11 MAI 2020. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

La Ministre de la Forêt,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1^{er}, 5°;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, les articles 3, § 1^{er}, et 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°;

Vu l'urgence motivée par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate compte tenu de la situation de terrain;

Que pour lutter efficacement contre cette maladie animale infectieuse virale, de nombreuses mesures précoces (réseau de clôtures étendu), proactives (prospection intensive dans la zone infectée de 31.407 ha de forêts – soit près de 46.000 heures de recherches à l'heure actuelle, élimination des cadavres abattus ou retrouvés morts) et drastiques (effort intensif de destruction par piégeage et tir de nuit, intensification de la chasse, installation de points d'affût et appâtage homogène, mesures de biosécurité, augmentation sensible du matériel de lutte et de destruction mis à disposition : carabines spécifiques, déploiement d'un important réseau de *camératrap*s disposées, recours à des jumelles nocturnes) ont été adoptées par la Région wallonne dès la découverte du cas primaire de peste porcine africaine et aménagées au fur et à mesure du temps et de l'évolution de la maladie dans deux zones définies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers et modifiées par les arrêtés du Gouvernement wallon du 12 décembre 2019 et du 18 décembre 2019, à savoir la zone infectée et la zone d'observation renforcée;

Que pour atteindre l'objectif final d'éradication de la maladie sur le territoire wallon, il est évalué, par les experts, que ces multiples mesures ne peuvent souffrir d'une circulation inadaptée en forêt au risque de compromettre tant la sécurité des intervenants qui luttent ou qui contribuent à lutter contre la maladie et viser son éradication que celle de celles et ceux qui souhaiteraient déambuler en forêt à des fins de loisirs ou à des fins non liées à la gestion de la maladie;

Qu'en outre, il est considéré que le maintien d'une libre circulation en forêt risquerait d'accroître la propagation de la maladie en dehors de la zone infectée, soit vers des zones boisées non infectées soit par l'introduction de la maladie dans la filière d'élevage des porcs ou vers des porcs domestiques;

Qu'en conséquence une décision d'interdiction de circulation en forêt a été adoptée par voie d'arrêtés ministériels successifs, dont le dernier en date est l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 24 mars 2020, en prévoyant toutefois certaines dérogations pour un nombre limité d'ayants-droits;

Que la combinaison des mesures de lutte adoptées et mises en place avec les interdictions successives de circulation en forêt a été considérée, et continue de l'être, tant par les experts européens spécialisés en la matière que par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA (Comité scientifique auprès de l'AFSCA – avis rapide 09-2020 – Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle des différentes activités en forêt) (dossier SciCom 2020/05) comme efficaces;

Que cette efficacité est démontrée, d'une part par la diminution massive de la population des sangliers en zone infectée, et d'autre part par la diminution considérable de l'incidence apparente des cas viropositifs chez les sangliers depuis la découverte du cas primaire de peste porcine africaine;

Que depuis le 11 août 2019, seuls des ossements de sanglier (derniers en date des 3 janvier, 21 février et 4 mars 2020 indiquant une mort datant de 4 à 6 mois par les experts vétérinaires), dont les analyses virologiques effectuées par le laboratoire de référence belge Sciensano démontrent qu'ils sont positifs au virus de la peste porcine africaine, sont découverts;

Que ce constat a notamment pu être dressé suite aux périodes d'intensification des recherches (prospection) de cadavres organisées d'abord entre le 6 novembre 2019 et le 10 décembre 2019 puis ensuite entre le 05 février 2020 et le 25 mars 2020. Cette deuxième période de prospection a été maintenue mais néanmoins aménagée compte tenu de la pandémie du COVID-19 et des mesures de lutte adoptées pour éviter sa propagation;

Que si les résultats obtenus sont encourageants, il demeure encore acquis que la peste porcine africaine est toujours présente dans la zone infectée. L'épidémie n'est pas encore résolue;

Que ces résultats sont de nature à requérir une réévaluation du confinement de la maladie pour les différentes activités en forêt matérialisée par les arrêtés ministériels successifs interdisant temporairement la circulation en forêt adoptés jusqu'alors, sans pour autant mordre sur l'enjeu primaire qui demeure la préservation de l'intérêt général et en gardant à l'esprit qu'un éventuel rebond de la maladie, notamment par l'effet des naissances printanières, ne peut être exclu;

Que cette réévaluation des différentes activités en forêt est réalisée à la lumière de l'avis rapide (09-2020) remis et approuvé par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA en date du 20 mars 2020 (dossier SciCom 2020/05), suite à la sollicitation effectuée par la Région wallonne le 19 février 2020, qui procède à l'évaluation des différentes activités en forêt au regard de leur risque de propagation du virus et dont la teneur a pu être discutée avec les experts régionaux en date du 10 avril 2020, ainsi que sur base de l'avis (06-2020) remis et approuvé par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA en date du 20 mars 2020 (dossier SciCom 2019/11) qui procède à une évaluation semi-quantitative des risques liés aux voies potentielles d'introduction de la peste porcine africaine de la faune sauvage vers les élevages de porcs domestiques et à sa propagation ultérieure dans les exploitations porcines;

Que pour des raisons inhérentes à l'évolution de la maladie, à l'étendue du territoire concerné, aux dernières données scientifiques et épidémiologiques recueillies le 30 mars 2020 (avant le pic des mises bas des sangliers) et analysées dans le courant du mois d'avril 2020, à l'évaluation des efforts de destruction consentis au 30 mars 2020 et récemment analysés, aux derniers avis et avis rapide rendus par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA en date du 20 mars 2020 et communiqués au gestionnaire de risque le 25 mars 2020, aux mesures de confinement issues de la pandémie du COVID-19 qui ralentissent l'action de la Région wallonne, ces différents paramètres sont en constante évolution et ne peuvent pas être complètement anticipés;

Par conséquent, un délai de trente jours pour solliciter l'avis de la section législation du Conseil d'Etat est de nature à rendre ces données dépassées;

Que ces nouveaux éléments requièrent une adaptation des décisions et des mesures adoptées par la Région wallonne ou l'adoption de nouvelles mesures;

L'urgence sollicitée est rencontrée;

Vu l'avis 67.323/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, et depuis la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez le sanglier, la Région wallonne est obligée de prendre immédiatement plusieurs mesures drastiques en zone infectée en vue, d'abord, de freiner et d'éviter la propagation de la maladie vers des zones boisées non contaminées et l'introduction de la maladie dans des élevages porcins et, ensuite, d'éradiquer le virus de son territoire;

Que ces mesures se sont matérialisées et continuent de se matérialiser notamment par la réalisation et la poursuite d'importantes opérations de destruction des sangliers notamment par piégeage et tirs de nuit, par la mobilisation d'un important dispositif de ressources humaines (adaptés suite à la pandémie du COVID-19) et de ressources matérielles (achat et mise à disposition de carabines spécifiques, déploiement d'un important réseau de *camétraps*, augmentation du nombre de *spotters* de type jumelles nocturnes), par la réalisation et la poursuite d'intenses opérations de prospection et d'évacuation des carcasses et ossements des sangliers, par l'installation et l'entretien d'un réseau de clôture de plus de 300 kilomètres de long, par la conscientisation, la mise en œuvre et la formation à et de mesures de biosécurité et par l'installation d'un important dispositif de destruction par tir lequel se compose de nombreux points d'affût et appâtage à proximité de chemins empierrés dans la zone infectée;

Que ces multiples mesures précoces, proactives et drastiques contre la maladie ont été adaptées et complétées, et continuent de l'être, au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire et des recommandations formulées par les experts et scientifiques régionaux, nationaux et européens spécialisés dans la gestion de la peste porcine africaine;

Que ces mesures de lutte ne peuvent souffrir de troubles liés à une libre circulation en forêt, au sens du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, au risque d'en diminuer de façon substantielle leur efficacité, voire même à les mettre en péril;

Considérant que le milieu et domaine de vie de l'espèce sanglier, seul animal de la faune sauvage susceptible d'être infecté par le virus de la peste porcine africaine (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, p. 8) est principalement le milieu forestier;

Que les sangliers ayant développé la maladie peuvent non seulement transmettre le virus à leurs congénères mais également aux porcs d'élevage;

Que la documentation scientifique existante sur l'étude de la propagation de la peste porcine africaine démontre qu'elle est également facilitée, entre les sujets susceptibles de la développer, par les activités humaines (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, p. 7);

Que, par application de cette doctrine, il est considéré que le maintien de la circulation en milieu forestier présente un risque de dispersion du virus vers des zones boisées non infectées ainsi que vers des exploitations porcines d'élevage tant par l'effet du dérangement des animaux sauvages malades que par le portage mécanique du virus par l'activité humaine (transmission indirecte) suite à un contact avec un cadavre de sanglier ou des substances biologiques provenant de sangliers infectés;

Qu'il convient donc, pour limiter au maximum le risque de propagation du virus, d'apprécier les activités humaines, études scientifiques à l'appui, qui peuvent être pleinement autorisées, temporairement aménagées ou temporairement interdites en forêt compte tenu de ce risque;

Qu'une gestion inadéquate de la maladie et une mauvaise appréciation du risque de propagation vers des élevages de porcs domestiques entraîneraient des conséquences économiques catastrophiques et désastreuses pour l'ensemble du territoire de la Région wallonne et, plus largement, pour le Royaume de Belgique, voire même pour d'autres Etats membres;

Que si le confinement de la maladie n'est donc pas assuré et que la propagation crainte a lieu, il est peu probable que la maladie puisse être gérée malgré les mesures de lutte adoptées;

Qu'il s'impose dès lors à la Région wallonne, pour agir en gestionnaire normalement prudent et diligent de l'intérêt général, de promouvoir la sécurité et la prudence, par la combinaison des mesures de lutttes avec le confinement de l'épidémie;

Qu'il en va de la protection de l'intérêt général;

Qu'en conséquence, et pour assurer l'efficacité et la pérennité des mesures de lutte susmentionnées en vue de la protection de l'intérêt général, des arrêtés ministériels successifs interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, dont le dernier en date est l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 24 mars 2020, ont été adoptés;

Que ces arrêtés ministériels ont toutefois prévu et motivé certains assouplissements pour l'exercice de certaines activités identifiées moyennant notamment le respect de mesures de sécurité et de biosécurité;

Que les différents intérêts en présence et leurs impacts potentiels sur la propagation de la maladie ont été pris en compte pour déterminer les assouplissements, y compris les intérêts particuliers, mais que l'appréciation globale des risques potentiels de chaque activité en termes de probabilité de propagation de la maladie conduit, selon le cas d'espèce, à les refuser ou à les autoriser selon des modalités et conditions parfois similaires et parfois distinctes;

Que la conjugaison du confinement de l'épidémie par l'interdiction de circulation en forêt et des mesures de lutte et d'éradication adoptées jusqu'alors par la Région wallonne a été jugée efficace par les experts régionaux, nationaux et internationaux : non seulement la propagation de la maladie est contenue dans la zone infectée, mais en outre, les derniers recensements de sangliers vivants effectués sur le terrain par les opérations de prospection et les analyses virologiques réalisées par le laboratoire de référence belge Sciensano sur les cadavres ou carcasses de sangliers abattus ou découverts morts par ces mêmes opérations, démontrent une diminution considérable tant de la population des sangliers en zone infectée que de la concentration des sangliers positifs à la maladie dans cette même zone;

Que si les résultats obtenus sont encourageants, il demeure encore acquis que la peste porcine africaine est toujours présente dans la zone infectée;

Qu'un retour à la pleine application des dispositions contenues dans le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier est encore considéré, pour l'heure, comme prématuré;

Qu'en conséquence, il est jugé que l'interdiction de toute circulation en forêt continue d'être une mesure proportionnée et efficace qui se doit d'être maintenue tant pour éviter une propagation de la maladie vers la faune sauvage non contaminée et son introduction dans des élevages domestiques porcins que pour assurer les dispositions et décisions de lutte adoptées par la Région wallonne pour éradiquer la maladie;

Considérant que l'interdiction de circulation en forêt pour assurer le confinement de la maladie et éviter sa propagation vers la faune sauvage non contaminée et son introduction dans des élevages domestiques porcins nécessite toutefois certains aménagements au regard de l'évolution de la maladie, des données de terrain récoltées issues des dispositions et décisions successives adoptées par la Région wallonne ainsi que l'évaluation du risque réalisée par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA et matérialisée dans ces derniers avis (avis rapide 09-2020 et avis 06-2020) à l'égard de certaines activités en forêt;

Considérant que la Région wallonne a sollicité, dans un premier temps, le 19 février 2020, auprès du Comité scientifique auprès de l'AFSCA, la remise d'un avis rapide pour la réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associées à une reprise conditionnelle de différentes activités en forêt, à savoir les activités du secteur forestier, les activités du secteur touristique, les activités du secteur de la chasse et les activités du secteur agricole;

Que le Comité scientifique auprès de l'AFSCA a annoncé la remise de cet avis dans un délai d'un mois à dater de la demande formulée;

Que la Région wallonne a, compte tenu de cet aspect, également sollicité, dans un second temps, le 24 février 2020, la remise d'un avis spécifique en urgence (conseil urgent) pour la réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges, associée à une reprise conditionnelle des travaux forestiers dans la zone infectée, afin de déterminer si les activités forestières pouvaient reprendre, et sous quelles conditions, dans la zone infectée;

Que cette demande urgente a été formulée à la suite d'une concertation avec le secteur forestier et au regard de la situation particulière subie par ce secteur, à savoir l'extension des scolytes malgré les dérogations octroyées, l'impact socio-économique des mesures nécessaires pour lutter contre le virus sur les activités forestières, les dégâts de chablis occasionnés par les récentes tempêtes (janvier et février 2020), les dégâts occasionnés aux semis et plantations forestiers par les populations d'animaux sauvages autres que les sangliers et une évaluation semi-quantitative des diverses voies de transmission du virus;

Qu'en date du 2 mars 2020, le Comité scientifique auprès de l'AFSCA a remis une version provisoire de son conseil urgent (conseil urgent 03-2020) lequel évalue, compte tenu de l'ensemble des mesures adoptées et mises en œuvre par la Région wallonne, qu'une reprise des activités forestières (travaux forestiers et exploitations forestières) peut être autorisée, moyennant le respect de conditions techniques et de mesures de sécurité et biosécurité strictes. La version définitive de ce conseil urgent a été approuvée et adoptée par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA en date du 20 mars 2020;

Que cette reprise conditionnelle pour les travaux forestiers manuels à l'aide d'outils à mains et pour les exploitations forestières s'est matérialisée, sur base de ce conseil urgent, par l'adoption de l'arrêté ministériel du 24 mars 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

Que les conclusions et recommandations figurant dans le conseil urgent, relatif aux activités du secteur forestier, remis par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA ont été intégrés dans l'avis rapide (avis rapide 09-2020) approuvé en date du 20 mars 2020 relatif à la réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle de différentes activités en forêt (Dossier SciCom 2020/05);

Que, par ailleurs, le Comité scientifique auprès de l'AFSCA a remis, toujours en date du 20 mars 2020, un dernier avis (avis 06-2020) relatif à l'évaluation semi-quantitative des risques liés aux voies potentielles d'introduction de la peste porcine africaine de la faune sauvage vers les élevages de porcs domestiques et à sa propagation ultérieure dans les exploitations porcines (Dossier SciCom 2019/11 : auto-saisine);

Que tant l'avis rapide (09-2020) que l'avis remis en auto-saisine (06-2020) par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA évaluent les risques des diverses voies de transmission du virus de la peste porcine africaine tant par propagation vers la faune sauvage que par l'introduction du virus en exploitation porcine en fonction de différentes activités en forêt;

Que parmi les activités examinées quant à ce risque dans ces avis, figurent la reprise des travaux forestiers (travaux forestiers à l'aide d'outils à mains ainsi que les exploitations forestières) dans la zone infectée, la reprise des activités de chasse dans la zone infectée, la reprise des activités touristiques dans la zone infectée et la reprise des activités agricoles (avec utilisation des stocks de céréales) en zone infectée;

Que le Comité scientifique auprès de l'AFSCA formule, par ailleurs, plusieurs recommandations concernant ces activités ainsi que pour la surveillance et la recherche scientifique à destination du gestionnaire de risque, en l'occurrence la Région wallonne, en cas d'aménagements liés à une reprise d'une circulation en forêt;

Considérant que de manière générale, le Comité scientifique auprès de l'AFSCA est d'avis que la situation épidémiologique pour la peste porcine africaine en faune sauvage a évolué favorablement et qu'il estime que, sur base des éléments en sa possession, l'incidence apparente des cas a diminué (plus de cadavre frais viropositif trouvés, ni de sangliers tirés ou piégés viropositif pour le virus depuis août 2019);

Que sur base de ce constat et d'autres éléments en sa possession, le Comité scientifique auprès de l'AFSCA évalue comme « faible » le risque de propagation du virus de la peste porcine africaine en faune sauvage et comme « très faible » le risque d'introduction du virus de la peste porcine africaine en exploitation de porcs domestiques (Comité scientifique auprès de l'AFSCA - avis rapide 09-2020 - Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle des différentes activités en forêt - Dossier SciCom 2020/05, p. 9);

Que les conclusions et recommandations formulées dans ces avis sont prises en considération pour réapprécier la balance des intérêts en présence et établir et fixer les aménagements à l'interdiction de circulation en forêt;

Considérant que le Comité scientifique auprès de l'AFSCA considère dans son avis rapide (09-2020), eu égard à l'ensemble des mesures drastiques adoptées et mises en œuvre par la Région wallonne, que la propagation de la maladie est actuellement stabilisée en zone infectée;

Que si cette appréciation est exacte, elle se doit toutefois d'être tempérée par le fait que la situation en zone infectée reste critique et le restera jusqu'à la complète éradication de la maladie : des ossements de sanglier répondant positivement au virus continuent d'être découverts (derniers cas en date : 3 janvier 2020, 21 février 2020 et 4 mars 2020) par le truchement des opérations de prospection engagées;

Qu'afin de garder pleinement la situation sous contrôle, la Région wallonne maintient, sous réserve de la situation liée au COVID-19, l'ensemble des mesures de lutte adoptées jusqu'alors, lesquelles se sont révélées être efficaces et avoir un effet positif sur la gestion de la maladie;

Qu'il convient, donc, sur base de l'analyse et des considérations de l'avis rapide (09-2020) rendu par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA (Dossier SciCom 2020/05) de maintenir par priorité absolue la dépopulation des sangliers en zone infectée afin d'éviter toute nouvelle infection dans la zone infectée ainsi qu'en dehors et l'installation d'une situation d'endémie dans la zone infectée;

Que le vide sanitaire par les chasseurs et les agents de l'administration wallonne (à des heures, jours et en des lieux inhabituels) se doit d'être maintenu sur l'ensemble de la zone infectée, et plus spécifiquement dans les localisations dans lesquelles des traces de circulation récentes de sanglier vivant ont été identifiées, pour assurer l'éradication de la maladie;

Qu'il en est de même des opérations de prospection et d'évacuation des cadavres de sangliers, lesquelles ont le double avantage d'interrompre le cycle sylvaïque et de pouvoir dater les cadavres de sanglier;

Que si la densité de population des sangliers, et donc de la présence du virus dans la zone infectée, s'est réduite, il n'en demeure pas moins que la présence sporadique de sangliers vivants est prouvée dans la zone infectée grâce aux observations réalisées sur le terrain, directes (sorties de nuit et appareils photos automatiques) ou indirectes (traces);

Que pour des raisons évidentes liées à la sécurité des personnes et au risque de dérangement du gibier, le maintien de ces dispositifs de vide sanitaire et de prospection ne peut souffrir de circulations non essentielles à la gestion de la maladie en zone infectée;

Qu'en toute hypothèse, la circulation en forêt de nuit (plus spécifiquement, une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil, selon les éphémérides journalières) se doit d'être interdite à des fins de sécurité;

Que la mise en œuvre de toute mesure d'assouplissement inhérente à la reprise d'activités forestières en zone infectée est donc soumise, au préalable, à un examen quant à son adéquation avec l'exercice des mesures de lutte adoptées par la Région wallonne;

Que compte tenu de ce qui précède, même si l'appréciation du Comité scientifique auprès de l'AFSCA se veut encourageante, il n'est toutefois pas possible de conclure à la disparition de la maladie;

Que pour ces différentes raisons, l'accès à la zone infectée doit pouvoir être autorisée aux personnes chargées de la lutte et de la mise en œuvre de mesures adoptées contre cette maladie;

Que, du reste, les mesures précoces, proactives et drastiques adoptées sont déterminantes pour parvenir à l'éradication de la maladie et recouvrer un statut indemne à la peste porcine africaine auprès de la Commission européenne;

Considérant, également, que moyennant certaines précautions de sécurité et de biosécurité, par soucis de sécurité publique ou pour permettre l'accès à certains domiciles ou résidences secondaires situés dans les bois et forêts de la zone infectée et dont il n'est pas possible d'y accéder par une route, une dérogation à l'interdiction de libre circulation en forêt est prévue pour un nombre limité d'ayant-droits;

Que cette dérogation vise des personnes et activités sans lien avec la gestion de la peste porcine africaine;

Que cette dérogation doit donc être strictement appréciée au regard du degré de risque potentiel de propagation de la peste porcine africaine qu'elle est susceptible d'induire vers des zones boisées non infectées et des élevages domestiques de porcs;

Qu'à l'égard des personnes dont le domicile est situé dans la zone infectée et dont il n'est pas possible d'y accéder par une route, il leur est interdit de pénétrer dans une exploitation porcine sauf si elles justifient d'une activité professionnelle qui impose de se rendre dans ce type d'exploitation;

Qu'à l'égard des personnes dont la résidence secondaire est située dans la zone infectée et dont il n'est pas possible d'y accéder par une route, l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine est limitée à une durée de 72h qui suit le départ de la résidence secondaire;

Que cette différence entre une interdiction « absolue » et une interdiction « relative » s'explique au regard du fait que les personnes qui disposent d'une résidence secondaire dans la zone infectée et dont il n'est pas possible d'y accéder par une route ont vocation à quitter la zone infectée pour retrouver leur domicile, ce qui n'est pas le cas des personnes dont le domicile est établi dans la zone infectée et dont il n'est pas possible d'y accéder par une route;

Considérant que de nombreuses activités de type forestier, agricoles, piscicoles, extractives (produits de carrières), culturelles et touristiques sont impactées par l'interdiction générale de circulation en forêt nécessaire pour assurer le confinement de l'épidémie de la peste porcine africaine et donc son éradication;

Que la possibilité d'octroi de dérogations d'ordre individuel à leur égard est évaluée et appréciée, à l'aide des derniers avis rendus par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA et eu égard à l'évolution de la maladie attestée par les opérations de prospection réalisées, en vue de permettre la poursuite ou la reprise de ces activités sans que cela ne puisse porter atteinte aux dispositions et décisions de lutte adoptées par la Région wallonne contre la propagation du virus visant à la protection de l'intérêt général;

Qu'une mise en balance des intérêts en présence, tenant compte du degré de risque, doit donc être effectuée et qu'elle conduit à autoriser certaines activités mais pas d'autres ou alors moyennant certains aménagements, pourtant similaires, en raison du type de milieu, forestier ou ouvert, dans lequel elles s'exercent;

Considérant que dans son avis rapide (09-2020 – Dossier SciCom 2020/05), le Comité scientifique auprès de l'AFSCA précise en page 4 que « le Comité scientifique de l'AFSCA est d'avis que la situation épidémiologique pour la PPA en faune sauvage a évolué favorablement depuis son dernier avis (avis rapides 09-2019 et 10-2019). », et d'ajouter que « le Comité scientifique estime actuellement la probabilité de propagation du virus de la PPA en faune sauvage comme « faible » et la probabilité d'introduction du virus en exploitation de porcs domestiques comme « très faible ». La gravité des conséquences d'une telle survenue resterait néanmoins majeure, étant donné l'impact économique lié à la perte de statut officiellement indemne de PPA. »;

Que pour étayer sa réévaluation du risque d'une reprise de différentes activités en forêt en zone infectée, le Comité scientifique auprès de l'AFSCA s'est basé sur l'ensemble des données consolidées issues de la poursuite intensive des activités de prospection menées du 6 novembre 2019 au 10 décembre 2019 et à partir du 5 février 2020, sur les données consolidées au 17 février 2020 pour la destruction des populations de sangliers, de la campagne d'analyse des données photographique du réseau de pièges déployé en zone infectée ainsi que sur toutes les mesures de lutte précoces, proactives et drastiques adoptées jusqu'alors par la Région wallonne (Comité scientifique auprès de l'AFSCA avis rapide n°09-2020 - Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle de différentes activités en forêt, SciCom 2020/05, pp. 22-23);

Considérant, dès lors, que la reprise des différentes activités examinées par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA en zone infectée, à savoir les travaux forestiers, les activités agricoles et l'utilisation des stocks de céréales, les activités de chasse et les activités touristiques, ne pourront être organisées que pour autant que les mesures de lutte adoptées par la Région wallonne soient strictement respectées par les différents intervenants;

Qu'à ces mesures générales, il est encore recommandé par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA d'autres mesures techniques et spécifiques en fonction de l'activité organisée en forêt;

Que sur base de l'ensemble des éléments portés à la connaissance du Comité scientifique auprès de l'AFSCA et à la condition du respect strict des recommandations formulées dans son avis rapide (09-2020), il est notamment d'avis qu'une reprise conditionnelle des travaux forestiers et des activités touristiques peut avoir lieu et, qu'en conséquence, des assouplissements aux mesures d'interdiction adoptées peuvent être réalisés (Comité scientifique auprès de l'AFSCA – avis rapide n°09-2020 – Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle de différentes activités en forêt, SciCom 2020/05, p. 29);

Considérant qu'à l'égard des activités du secteur forestier, le Comité scientifique auprès de l'AFSCA recommande notamment que la localisation de reprise des travaux forestiers et d'exploitations forestières envisagées par l'exploitant professionnel et le propriétaire forestier aient fait l'objet, préalablement à leur réalisation, d'une prospection lors des périodes de prospection intensive ayant eu lieu entre le 6 novembre et le 10 décembre 2019 et du 5 février au 25 mars 2020 par les agents de l'administration wallonne (cette dernière période de prospection intensive ayant été raccourcie et adaptée à partir du 18 mars 2020 en raison des mesures adoptées pour le coronavirus – COVID-19), que les travaux forestiers ainsi que les exploitations forestières ne peuvent pas être entrepris dans des zones correspondant aux localisations dans lesquelles des traces de circulation récentes de sanglier vivant ont été identifiées ou des zones dans lesquelles la résistance du virus dans les substances biologiques serait plus importante (fanges ou autres zones humides), que la parcelle fasse l'objet avant le début d'une exploitation forestière d'une recherche visuelle des cadavres éventuels et que l'accès aux peuplements se fasse tant pour les travaux forestiers que pour l'exploitation forestière autant que possible par des chemins empierrés;

Qu'il est encore imposé que les mesures de sécurité et de biosécurité (y compris celles liées au COVID-19), ainsi que les procédures de désinfection, soient pleinement et strictement respectées par les exploitants professionnels et propriétaires forestiers;

Considérant qu'à l'examen de l'avis rapide (09-2020) rendu par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA, il convient de distinguer la localisation des activités forestières, d'une part, des types d'activités forestières qui pourraient être reprises en zone infectée, d'autre part;

Que concernant la localisation des activités forestières, il convient de garder à l'esprit que, comme le soulève le Comité scientifique auprès de l'AFSCA dans son avis rapide (09-2020), premièrement la diminution observée de l'incidence de la peste porcine africaine chez les sangliers dans la zone infectée ne permet pas d'assurer que la pression d'infection locale a totalement diminué, deuxièmement la résistance du virus est jugée élevée dans les substances biologiques, et troisièmement l'importance de l'obtention et du maintien de l'objectif de dépopulation des sangliers en zone infectée demeure la priorité absolue afin d'éviter toute nouvelle infection;

Qu'il ne peut donc être déduit que la réouverture de la zone infectée aux activités forestières est généralisée sur l'ensemble de la zone infectée : elle est en réalité tributaire d'une appréciation, par le Chef de cantonnement, de ces différents éléments au regard de la localisation où les travaux forestiers ou les exploitations forestières sont envisagés par l'exploitant professionnel ou le propriétaire forestier;

Que, dans ces circonstances et compte tenu de l'évolution de la maladie et des résultats des découvertes des prospections organisées, l'exercice de certaines activités forestières pourra être suspendu ou refusé;

Que ceci est d'autant plus justifié que le Comité scientifique auprès de l'AFSCA considère, en page 36 de son avis rapide que « *tout assouplissement des mesures de gestion d'une épidémie non encore résolue implique de facto une légère augmentation du risque.* »;

Que l'exercice des activités forestières est donc susceptible d'être revu en cas de découverte de tout nouveau cadavre frais, ou issu du tir ou du piégeage, qui se révélerait viropositif à la peste porcine africaine en zone infectée;

Considérant que le Comité scientifique auprès de l'AFSCA classe, en page 32 de son avis rapide (09-2020), les activités forestières en deux types de catégorie, à savoir les travaux forestiers qui constituent un moindre risque de propagation de la peste porcine africaine ou de dérangement des sangliers, et les travaux forestiers à risque plus important;

Que pour chaque type d'activités envisagées dans son avis rapide (09-2020), le Comité scientifique auprès de l'AFSCA associe des recommandations de mesures à adopter par le gestionnaire de crise, en l'occurrence la Région wallonne;

Que sur la base de cet avis rapide (09-2020), il est considéré que les travaux forestiers manuels ou avec outils à main ainsi que les exploitations forestières mécanisées peuvent reprendre dans la zone infectée moyennant le nettoyage et la désinfection, à l'issue de chaque intervention, par les intervenants ayant suivi préalablement la formation en biosécurité dispensée par la Wallonie, des chaussures, vêtements utilisés, matériels et véhicules (en ce compris les remorques, les quads, etc.) utilisés pour ces différentes activités forestières, et la désinfection, par la Wallonie, des seuls engins motorisés d'exploitation utilisés pour l'exploitation forestière sur base du marché public passé par le SPW avec une firme spécialisée;

Que par travaux forestiers manuels ou avec outils à main, il est visé les opérations d'inventaire et de marquage des bois, les dégagements, les plantations, les élagages et tailles, les dépressages ainsi que l'entretien des infrastructures de chasse réalisés à l'aide de tous les outils à mains classiques et, si nécessaire, à l'aide d'outils à mains mécanisés exclusivement limités à la débroussailleuse et à la tronçonneuse;

Que cette limitation est fondée car l'utilisation d'autres outils ou engins mécanisés seraient de nature à disperser, en cas de contact, les éventuels ossements ou carcasses, potentiellement positifs, présents;

Qu'en conséquence les travaux de préparation et de dégagement par gyrobroyage et le peignage sont interdits;

Que cette démarche est de nature à rencontrer la recommandation formulée par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA dans son avis rapide (09-2020), lequel considère que pour l'exercice de ce type de travaux il s'agit pour l'intervenant d'avoir une vision directe avec le sol et éviter, de la sorte, une dispersion malencontreuse du virus par une destruction d'un cadavre putréfié, d'une carcasse, d'un ossement ou d'une substance biologique potentiellement contaminée lors de la réalisation des travaux forestiers manuels;

Que pour ce qui relève spécifiquement des engins motorisés d'exploitation utilisés pour l'exercice d'une exploitation forestière, ils devront, ainsi que les éventuels portes-engins utilisés pour déplacer les engins d'exploitation à l'intérieur de la zone infectée, être désinfectés aux frais de la Wallonie sur base du marché public passé par le SPW avec une firme spécialisée avant la sortie de la zone infectée. La désinfection des portes-engins est justifiée car ils servent généralement à transporter des engins d'exploitation tant en zone infectée qu'en dehors de la zone infectée, et il faut absolument éviter qu'ils puissent être un vecteur de dispersion de la maladie vers des zones boisées non contaminées. Aussi, les engins d'exploitations ayant eu accès aux peuplements ne peuvent réemprunter une route ou un chemin empierré, sauf à la ou le traverser en largeur de part en part pour accéder à un autre peuplement ou à une autre parcelle forestière du même peuplement situé également dans les limites du périmètre de la zone infectée, tant qu'ils n'ont pas été désinfectés. Ceci afin d'éviter que des engins d'exploitations ne déambulent sur la route sur de nombreux mètres au risque de propager la maladie;

Que les outils à mains classiques, outils à mains mécanisés, véhicules et matériels utilisés par les exploitants pour l'exploitation forestière sont soumis aux mêmes règles de nettoyage et désinfection que celles prévues pour les travaux forestiers manuels ou avec outils à mains;

Que pour assurer les activités du secteur forestier et rencontrer les recommandations formulées par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA dans son avis rapide (09-2020), les travaux forestiers ainsi que les exploitations forestières sont soumis à la réalisation d'une démarche administrative préalable à leur réalisation, à savoir la remise d'une notification pour les travaux forestiers et la remise d'une demande d'autorisation pour les exploitations forestières, à des fins de contrôle, auprès du Chef de cantonnement territorialement compétent et l'exercice d'une prospection préalable de parcelle ou de la propriété visée par la demande d'autorisation;

Que ces documents contiennent des informations spécifiques à lui fournir et sont reconductibles, sauf à ne pas respecter les conditions d'accès et les mesures de sécurité ou de biosécurité par les intervenants;

Que la nature du document à remettre se justifie au regard du type de risque associé aux activités du secteur forestier à réaliser;

Qu'à la remise de la notification et de la demande d'autorisation, il sera également joint par l'exploitant professionnel, le propriétaire forestier ou le chasseur pour ce qui concerne spécifiquement l'entretien des infrastructures de chasse, une attestation de suivi d'une formation dans les mesures de biosécurité dispensée par la Région wallonne ainsi qu'un engagement, sur l'honneur, de la stricte application des mesures de sécurité et de biosécurité dispensées;

Qu'à l'issue de l'opération de désinfection réalisée sur les engins motorisés utilisés pour l'exercice d'une exploitation forestière, l'attestation d'exécution de la désinfection réalisée par la firme spécialisée sera remise par l'intervenant au garde forestier;

Que ces différents documents, à l'exception de l'attestation d'exécution de la désinfection des engins d'exploitation par la firme spécialisée engagée par la Wallonie, à remettre au Chef de cantonnement territorialement compétent, et leur contenu, sont repris en annexe du présent arrêté ministériel;

Considérant que l'exploitation forestière en zone infectée n'est autorisée qu'à l'égard des seuls exploitants professionnels et propriétaires forestiers disposant d'un numéro de T.V.A. lié au secteur forestier;

Qu'il convient, à des fins de sécurité et de biosécurité, d'éviter que tout particulier ou non professionnel du secteur du bois ne pénètre dans le milieu forestier au risque de favoriser la propagation de la maladie vers des zones boisées non contaminées ou l'introduction de la peste porcine africaine dans des exploitations d'élevages de porcs;

Considérant qu'à l'égard du secteur agricole, les activités sont essentiellement des activités de culture et d'élevage de bovins;

Que les champs et pâtures pour exercer ces activités sont en milieu ouvert, en dehors du milieu forestier;

Que ce milieu ne constitue pas l'habitat principal des sangliers;

Que le risque de propagation de la peste porcine africaine par les excréments des sangliers malades qui seraient potentiellement présents dans les champs et pâtures, en cas de transit de ceux-ci, est considéré comme faible en raison de la nature même de leur matrice et de leur exposition aux aléas climatiques hors forêt;

Que parmi les cadavres de sangliers retrouvés en forêt, seul un nombre très limité de ceux-ci a été retrouvé à proximité de chemins empierrés, et donc que la probabilité de contact est limitée sur ce type de sol;

Que l'absence des paramètres de propagation que sont le milieu forestier - qui est la zone d'incubation de l'épidémie - et le gradient de résistance au virus démontre que le risque de propagation de la peste porcine africaine pour l'exercice des activités de type agricole est faible pour autant que l'accès au champ ou à la pâture soit possible par des chemins empierrés;

Que ce risque n'est pas majoré pour un champ ou une pâture qui se situe sur un terrain accessible en forêt par des chemins empierrés;

Que les activités de type agricole ne sont pas de nature à induire un risque de propagation de la peste porcine africaine vers des zones boisées non contaminées;

Qu'en effet, les éventuels sangliers présents dans les champs et pâtures seront, au même titre que les activités du secteur forestier, dérangés par les activités bruyantes agricoles pour se réfugier vers leur milieu de vie naturel, à savoir le milieu forestier;

Que pour pallier cette éventualité, une déclinaison des mesures de sécurité et de biosécurité appliquées au secteur forestier (désinfection du charroi, allotissement différencié entre productions de la zone et hors zone, organisation des travaux agricoles) ont été adoptées par le secteur agricole en concertation avec la Région wallonne afin de tenir compte des exigences de l'AFSCA en la matière;

Que le risque zéro de propagation de la peste porcine africaine par l'exercice de ce type d'activité ne peut être garanti mais qu'il demeure toutefois réduit eu égard à la persistance et à la résistance du virus en ce milieu ainsi qu'aux mesures proportionnées pour éviter la propagation de l'épidémie;

Que pour rencontrer la recommandation formulée par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA dans son avis rapide (09-2020), les champs enclavés seront, préalablement à leur récolte, soumis à la réalisation d'une démarche administrative, à savoir la remise d'une demande d'autorisation, à des fins de contrôle à l'aide du modèle repris en annexe du présent arrêté, auprès du Chef de cantonnement territorialement compétent et l'exercice d'une prospection préalable par l'exploitant agricole du champ enclavé visé par la demande d'autorisation;

Que cette autorisation contient des informations spécifiques à lui fournir;

Qu'à cette fin et dans ce contexte spécifique, il est envisageable et opportun de déroger, moyennant le respect de conditions fixées, à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre l'exercice des activités du secteur agricole dans la zone infectée;

Considérant que les activités de type piscicole sont, tout comme les activités de type agricole, des activités qui se déroulent en dehors du milieu forestier;

Que si certaines activités économiques de type piscicole se déroulent dans des zones fraîches et humides, elles se réalisent en bordure de plans d'eau aménagés, régulièrement fréquentés, surveillés par l'exploitant, et dérangés par les activités humaines liées à ce type d'activités, et qu'en conséquence, ces endroits ne sont pas de nature à attirer préférentiellement des sangliers potentiellement infectés, lesquels privilégieront le milieu forestier où règne la quiétude pour y mourir;

Qu'il est avéré que la résistance du virus depuis une carcasse infectée est importante par rapport aux excréments;

Que, toutefois, le risque de découverte d'un cadavre de sanglier infecté est faible dans les lieux où ce type d'activité sont exercées par rapport au milieu forestier;

Que l'accès à l'exercice de ce type d'activité ne peut être réalisé que par des routes ou des chemins empierrés;

Que, par ailleurs, la propagation du virus dans l'eau ne constitue pas un paramètre de propagation probant dans la mesure où il est dilué dans une masse d'eau importante;

Que le risque zéro de propagation de la peste porcine africaine pour l'exercice de ce type d'activité ne peut être garanti mais qu'il demeure toutefois réduit eu égard aux obligations qui réglementent l'exercice de ces activités;

Qu'en outre, ces activités sont soumises au respect de conditions identiques à celles des activités de type agricole notamment quant à l'accessibilité et la demande d'autorisation;

Que, compte tenu de ces différents paramètres, il est envisageable et opportun de déroger à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la réalisation des activités économiques piscicoles dans la zone infectée;

Considérant que les activités de type extractrices (produits de carrières) sont, tout comme les activités de type agricole et piscicole, des activités qui se déroulent en dehors du milieu forestier;

Que, le risque de découverte d'un cadavre de sanglier infecté est faible dans les lieux où ce type d'activité sont exercées par rapport au milieu forestier;

Que l'activité humaine réalisée autour de ces zones extractrices (produits de carrières) est de nature à déranger la quiétude du sanglier qui recherchera préférentiellement des zones humides tranquilles localisées dans son domaine vital;

Que l'accès à l'exercice de ce type d'activité ne peut être réalisé que par des routes ou des chemins empierrés;

Que le risque zéro de propagation de la peste porcine africaine pour l'exercice de ce type d'activité ne peut être garanti mais qu'il demeure toutefois réduit eu égard aux obligations qui réglementent l'exercice de ces activités;

Qu'en outre, ces activités sont soumises au respect de conditions identiques à celles des activités de type agricole notamment quant à l'accessibilité et la demande d'autorisation;

Que, compte tenu de ces différents paramètres, il est envisageable et opportun de déroger à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la réalisation des activités économiques extractrices (produits de carrières) dans la zone infectée;

Considérant qu'à l'égard des activités du secteur touristique (en ce compris les activités culturelles), le Comité scientifique auprès de l'AFSCA recommande pour les randonneurs (piétons) le respect de quelques conditions essentielles, à savoir les mesures de biosécurité telles que le changement de vêtements et de chaussures après une promenade dans les bois, respecter les chemins empierrés et ne pas s'introduire profondément dans les bois, excepté sur des sentiers balisés reconnus et de maintenir l'interdiction de la présence de chien lors de ces promenades. Le Comité scientifique auprès de l'AFSCA recommande, pour les campings, de limiter cette activité aux installations de camping existantes localisées et enclavées dans les zones infectées et de conditionner les activités que ceux-ci proposent au respect des recommandations formulées pour les randonneurs (piétons) (Comité scientifique auprès de l'AFSCA - avis rapide n°09-2020 - Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle de différentes activités en forêt, SciCom 2020/05, p. 33);

Que ces recommandations sont prises en compte et appréciées, notamment au regard des obligations fixées par le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, pour établir les mesures fixées dans le présent arrêté;

Qu'un raisonnement similaire à celui qui précède est posé par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA pour ce qui relève des zones d'intérêts culturels et/ou touristiques enclavées dans les bois et forêts de la zone infectée;

Que pour les activités culturelles, si elles ont lieu en intérieur, elles peuvent être organisées sous réserve que l'accès aux terrains situés en forêt soit réalisé par des routes ou des chemins empierrés et d'une demande d'autorisation préalable à l'aide du modèle repris en annexe du présent arrêté, à des fins de contrôle, auprès du Chef de cantonnement territorialement compétent;

Que cette autorisation contient des informations spécifiques à lui fournir;

Que si ces activités culturelles ont lieu en extérieur, elles ne peuvent avoir lieu en milieu forestier;

Que pour les campings existants localisés et enclavés dans la zone infectée, leur accessibilité peut être assurée pour autant qu'elle soit réalisée par des routes ou des chemins empierrés et conditionnée à la remise, par l'exploitant, d'une autorisation préalable à l'aide du modèle repris en annexe du présent arrêté, à des fins de contrôle, auprès du Chef de cantonnement territorialement compétent;

Qu'il apparait, dans ces circonstances, qu'un assouplissement des mesures d'interdiction de circulation en forêt à l'égard de ces activités, ainsi que par les utilisateurs visés aux articles 20 et 21 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, n'est pas de nature à contrevenir à l'objectif de priorité absolue définie qui est celui de l'éradication de la maladie moyennant le respect des conditions de sécurité et de biosécurité et pour autant que l'accès à ces activités et la circulation en forêt pour les utilisateurs visés aux articles 20 et 21 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier n'aient pas lieu une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil, selon les éphémérides journalières;

Considérant le risque significatif de propagation du virus de la peste porcine africaine que constitue la pénétration en forêt pour le prélèvement de produits de la forêt tels que définis à l'article 3, 18° et 19°, du Décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier tels que des champignons, des fleurs, des plantes aromatiques et médicinales sauvages, qui conduit à maintenir l'interdiction à l'égard de ces activités;

Considérant également que si des petits groupes d'utilisateurs visés aux articles 20 et 21 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier peuvent être admis, il n'en va pas de même pour des groupes plus importants ou pour des activités temporaires rassemblant un grand nombre de participants, vu le risque de dérangement de la faune sauvage qu'ils occasionnent; la limite a été fixée à des groupes de 10 personnes (deux familles avec enfants par exemple);

Considérant que les mesures adoptées par le présent arrêté ministériel le sont jusqu'à la mi-septembre 2020;

Que ceci est justifié par le fait que la conjugaison des mesures de lutte adoptées avec les dispositions et décisions adoptées par la Région wallonne durant l'hiver et le printemps et perpétuées les prochains mois font l'objet d'évaluations régulières sur le terrain;

Que la maladie, bien que moins présente par le fait de la diminution considérable du nombre de sangliers dans la zone infectée, reste à ce jour active dans le milieu forestier et encore non résolue;

Que la période actuelle est celle des naissances des jeunes sujets, entraînant avec elle le risque d'un nouveau risque d'augmentation du nombre de sangliers atteints par la maladie;

Que, par ailleurs, la date d'ouverture de la nouvelle année cynégétique est fixée au 15 septembre 2020;

Qu'à cette date, la Région wallonne disposera en sus de toutes les mesures de destruction et de suivi épidémiologique de l'été;

Qu'enfin, à cette date, la Région wallonne devrait, sauf nouvelle découverte de cas positifs frais, avoir introduit le dossier au niveau européen pour retrouver un état « INDEMNE PPA » au 01/10/2020;

Considérant que le Service public de Wallonie a procédé et continue à procéder à l'information du public tant à travers des fascicules ou feuillets d'information « La peste porcine africaine, agissons ensemble » que par des campagnes d'informations via tous les médias;

Considérant que les accès ponctuels, limités et encadrés ne devraient avoir qu'un impact marginal sur la quiétude du gibier et sur la dispersion éventuelle des sangliers malades,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° travaux forestiers manuels ou avec outils à main : les opérations d'inventaire et de marquage des bois, les dégagements, les plantations, les élagages et tailles, les dépressages ainsi que l'entretien des infrastructures de chasse réalisés à l'aide de tous les outils à main classiques et, si nécessaire, à l'aide d'outils à mains mécanisés exclusivement limités à la débroussailleuse et à la tronçonneuse;
- 2° exploitation forestière : une partie de l'exploitation au sens de l'article 3, 10°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, et spécifiquement pour l'application du présent arrêté la coupe, le débardage et l'enlèvement des grumes et des houppiers de résineux et de feuillus, en ce compris la gestion des chablis à l'aide d'engins d'exploitation dédiés à ce type d'activité;
- 3° engins d'exploitations : les engins mécaniques spécifiquement destinés à l'exploitation forestière, telle que les abatteuses, débardeuses, porteurs, etc.;
- 4° route : la route au sens de l'article 3, 24°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier;
- 5° chemin : le chemin au sens de l'article 3, 7°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier;
- 6° sentier : le sentier au sens de l'article 3, 25°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier;
- 7° code forestier : le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier.

Art. 2. Par dérogation aux articles 19 à 23 et 27 du Code forestier, il est interdit à quiconque de circuler en dehors des routes dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du code forestier à l'intérieur des limites de la zone infectée, telles que définies à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

Les éventuelles autorisations d'accès obtenues sur la base des articles précités avant la date de confirmation du cas primaire de peste porcine africaine en Région wallonne, soit le 13 septembre 2018, sont suspendues.

Sont autorisés à déroger à l'interdiction de l'alinéa 1^{er}, dans la limite des seules interventions nécessaires à la gestion de la peste porcine africaine, notamment la détection de nouveaux foyers, la destruction des sangliers et l'élimination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus, et à condition qu'ils suivent la formation en biosécurité visée par l'article 1, alinéa 1, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, et qu'ils procèdent à la désinfection visée à l'article 13 du présent arrêté, pour éviter la propagation de la maladie : le personnel du Département de la Nature et des Forêts et du Département de l'Etude du Milieu Naturel et Agricole du Service public de Wallonie et toute personne mandatée par ces départements, les titulaires du droit de chasse et leurs gardes assermentés, les propriétaires, le personnel du Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie, le personnel de la protection civile, le personnel des services de police sanitaire, le personnel des polices fédérale et locale, le personnel soit des administrations soit d'entreprises spécialisées qui est chargé d'installer une clôture visant à limiter les déplacements des sangliers dans la zone infectée. Sont également autorisés à déroger à l'interdiction de l'alinéa 1^{er}, dans la limite des seules interventions nécessaires à la gestion de la peste porcine africaine, le personnel des entreprises chargées de la désinfection des engins d'exploitations des exploitants forestiers utilisés en zone infectée.

Ces personnes ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent, selon le cas, pour les personnes mentionnées à l'alinéa 3, première phrase, les mesures de nettoyage et de désinfection et, pour les personnes mentionnées à l'alinéa 3, seconde phrase, toute intervention dans la zone infectée. Pour l'ensemble de ces personnes, aucun matériel (chaussures, vêtements, équipements, véhicules) utilisé en zone infectée ne peut pénétrer dans un élevage porcin ou dans un périmètre où sont détenus des porcs domestiques.

Art. 3. Par dérogation à l'article 2, des interventions n'ayant pas de lien avec la gestion de la peste porcine africaine et qui nécessitent un accès hors route dans les bois et forêts de la zone infectée sont autorisées aux conditions suivantes :

- 1° l'intervention est effectuée dans l'exercice de leur fonction par les services de secours, par la protection civile, par les forces de police, par les agents et gestionnaires de réseaux d'adduction d'eau ou de réseaux électriques ou de gaz, par les agents d'Infrabel, par les agents des opérateurs de téléphonie mobile, par les agents ou délégués d'infrastructures communautaires ou d'intérêt public et par les agents d'entretien de voiries;
- 2° sauf urgence vitale, l'intervention est notifiée préalablement par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;
- 3° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;
- 4° s'il y a accès en dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule, des chaussures et de l'équipement utilisés sont mises en œuvre conformément à l'article 13;
- 5° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 6° les intervenants ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection;
- 7° les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés dans la zone infectée ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

Art. 4. Par dérogation à l'article 2, les personnes dont le domicile ou la résidence secondaire est situé dans les bois et forêts de la zone infectée et qui ne peuvent pas y accéder par une route peuvent continuer à y circuler hors route aux conditions suivantes :

- 1° la circulation hors route est limitée au seul accès audit domicile ou résidence secondaire;
- 2° l'accès se fait autant que possible par des chemins empierrés;

- 3° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;
- 4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;
- 5° s'il y a accès en dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule et éventuellement des chaussures sont mises en œuvre conformément à l'article 13;
- 6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 7° les personnes visées par le présent article ayant une résidence secondaire dans la zone infectée ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les 72 heures qui suivent le départ de leur résidence secondaire;
- 8° les personnes visées par le présent article dont le domicile est situé dans la zone infectée ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine à l'exception des personnes dont l'exercice de l'activité professionnelle impose de se rendre dans ces exploitations; elles respectent alors les mesures fixées à l'article 13;
- 9° les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés dans la zone infectée ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Art. 5. Les propriétaires et occupants qui ont un terrain utilisé à des fins agricoles, piscicoles ou extractives (produits de carrière) enclavé dans les bois et forêts de la zone infectée et qui ne peuvent pas y accéder par une route mais bien par un chemin empierré et qui souhaitent y accéder, en vue de leur exploitation, sans que leur intervention puisse attendre la fin de la période d'interdiction, introduisent une demande d'autorisation conforme au modèle de l'annexe III au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts. Les conditions suivantes sont à respecter :

- 1° le plus rapidement possible et endéans un délai maximum de 10 jours ouvrables après la date d'envoi de la demande, le Chef de cantonnement territorialement compétent informe le demandeur de sa décision sur la demande formulée; l'autorisation couvre une période d'accès de maximum un mois à dater de la délivrance de l'autorisation; une nouvelle demande d'autorisation peut être envoyée avant le terme de ce délai afin de solliciter le renouvellement du droit d'accès;
- 2° l'autorisation est limitée au seul accès audit terrain utilisé à des fins agricoles, piscicoles ou extractives enclavé;
- 3° l'accès se fait uniquement par des chemins empierrés, et il est strictement interdit de quitter le chemin empierré avant d'avoir atteint le terrain enclavé; sur le terrain enclavé, il n'est permis de quitter le chemin empierré qu'en milieu ouvert, en ce compris les berges du plan d'eau;
- 4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;
- 5° une prospection spécifique du terrain enclavé visée par la demande d'autorisation, réalisée par l'exploitant, préalable à son exploitation aura lieu le plus rapidement possible et endéans le délai maximal de 10 jours ouvrables visé au 1°;
- 6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 7° aucun accès n'est autorisé pendant la période comprise entre une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil;
- 8° les intervenants ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent toute intervention dans le terrain enclavé, utilisé à des fins agricoles, piscicoles ou extractives;
- 9° les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, engins d'exploitation etc. utilisés pour l'exercice de l'activité agricole, piscicole ou extractive sur le terrain enclavé dans la zone infectée ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Le non-respect des obligations visées au présent article entraîne le refus de toute nouvelle dérogation à l'interdiction de circuler hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie.

Art. 6. Par dérogation à l'article 2, la circulation sur les chemins empierrés est autorisée pour les véhicules utilisés lors des inventaires nocturnes d'abondance destinés à permettre l'évaluation des plans de tir au cerf et organisés par le Département de la Nature et des Forêts.

En cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti.

Les intervenants ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans la zone infectée.

Les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés dans la zone infectée aux fins de l'activité visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Art. 7. Par dérogation à l'article 2, la circulation en dehors des routes dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du code forestier, pour la réalisation des travaux forestiers manuels ou avec outils à main, est autorisée aux conditions minimales suivantes :

- 1° une notification préalable conforme au modèle de l'annexe I est envoyée par l'exploitant professionnel forestier, le propriétaire forestier ou son délégué au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts au minimum 3 jours ouvrables avant le début des travaux forestiers manuels ou avec outils à main; cette notification couvre une période d'accès de maximum un mois à dater de son envoi; une nouvelle notification peut être envoyée au minimum 3 jours ouvrables avant le terme de ce délai afin de renouveler le droit d'accès;
- 2° l'accès au lieu des travaux forestiers se fait autant que possible par les chemins empierrés;
- 3° les intervenants suivent, préalablement à toute intervention dans la zone infectée, une formation en biosécurité spécifique dispensée par la Wallonie;
- 4° aucun accès n'est autorisé pendant la période comprise entre une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil;

- 5° à l'issue de chaque intervention, les véhicules, le matériel, les chaussures et l'équipement des intervenants utilisés pour les travaux forestiers manuels qui ont quitté les chemins empierrés, sont nettoyés et désinfectés par les intervenants conformément à l'article 13;
- 6° en cas de découverte d'un cadavre ou d'une carcasse de sanglier, le cadavre ou la carcasse ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 7° les intervenants ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de nettoyage et désinfection ou toute intervention dans la zone infectée;
- 8° les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés lors des travaux forestiers manuels réalisés en forêt dans la zone infectée ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

En toute hypothèse, les travaux de préparation et de dégagement par gyrobroyage et le peignage sont interdits.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées par la personne ayant déposé la notification, il peut interdire le dépôt de toute nouvelle notification pour la réalisation des travaux visés au présent article et de toute dérogation à l'interdiction de circuler hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée par la peste porcine africaine visée par le présent arrêté, et ce jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de la peste porcine africaine.

Art. 8. Par dérogation à l'article 2, la circulation en dehors des routes dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du code forestier, pour l'exploitation forestière, est autorisée aux conditions minimales suivantes :

- 1° une demande d'autorisation préalable conforme au modèle de l'annexe II est envoyée par l'exploitant professionnel forestier, le propriétaire forestier ou son délégué au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;
- 2° le plus rapidement possible et endéans un délai maximum de 10 jours ouvrables après la date d'envoi de la demande, le Chef de cantonnement territorialement compétent informe l'intervenant de sa décision sur la demande formulée; l'autorisation couvre une période d'accès de maximum un mois à dater de la délivrance de l'autorisation; une nouvelle demande d'autorisation peut être envoyée avant le terme de ce délai afin de solliciter le renouvellement du droit d'accès;
- 3° une prospection spécifique de la parcelle ou de la propriété visée par la demande d'autorisation, réalisée par l'administration, préalable à son exploitation aura lieu le plus rapidement possible et endéans le délai maximal de 10 jours ouvrables visé au 2°, et sera encadrée par une personne ayant une bonne connaissance du terrain, déléguée par le propriétaire forestier ou l'exploitant professionnel forestier;
- 4° l'accès aux peuplements se fait autant que possible par les chemins empierrés;
- 5° les intervenants suivent, préalablement à toute intervention dans la zone infectée, une formation en biosécurité spécifique dispensée par la Wallonie;
- 6° aucun accès n'est autorisé pendant la période comprise entre une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil;
- 7° à l'issue de chaque intervention, les chaussures et l'équipement des intervenants, ainsi que les véhicules et matériel qui ont quitté les chemins empierrés utilisés pour l'exploitation forestière, sont nettoyés et désinfectés par les intervenants conformément à l'article 13;
- 8° les engins d'exploitation ayant eu accès aux peuplements ne peuvent réemprunter une route ou un chemin empierré, sauf à la ou le traverser en largeur de part en part pour accéder à un autre peuplement ou à une autre parcelle forestière situés également dans les limites du périmètre de la zone infectée; dans tous les autres cas, ils doivent remonter sur le porte-engin; la désinfection des engins d'exploitation des exploitants forestiers, et des portes-engins éventuels utilisés pour déplacer des engins d'exploitation à l'intérieur de la zone infectée, est obligatoire et assurée, avant la sortie de la zone infectée, aux frais de la Wallonie sur base du marché public passé par le SPW avec une firme spécialisée; une attestation de réalisation de la désinfection des engins d'exploitation, et des portes-engins le cas échéant, est fournie par la firme spécialisée et est remise par l'intervenant à l'administration à l'issue de la procédure de désinfection;
- 9° en cas de découverte d'un cadavre ou d'une carcasse de sanglier, le cadavre ou la carcasse ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 10° les intervenants ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de nettoyage et désinfection ou toute intervention dans la zone infectée;
- 11° les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, engins d'exploitation etc. utilisés pour l'exploitation forestière dans la zone infectée ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Les exploitations en zone humide étant jugées plus à risque, les conditions supplémentaires suivantes leur sont applicables :

- 1° sur une bande de vingt-cinq mètres autour des sources et des zones de suintement, sur une bande de cent mètres autour des puits de captage ou sur une bande de cent mètres autour des lacs de barrage, ainsi que sur les sols tourbeux et paratourbeux tels que déterminés par la carte pédologique de Wallonie, seule l'exploitation de peuplements d'épicéas scolytés ou de chablis de peuplements d'épicéas peut être autorisée;
- 2° sur une bande de vingt-cinq mètres de part et d'autre des cours d'eau, et sur les sols hydromorphes à nappe permanente tels que déterminés par la carte pédologique de Wallonie, toute exploitation peut être autorisée, sur appréciation du Chef de cantonnement territorialement compétent et aux conditions qu'il fixe.

Le non-respect des obligations visées au présent article entraîne le refus de toute nouvelle demande d'autorisation et dérogation à l'interdiction de circuler hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie.

Art. 9. Par dérogation à l'article 2, les zones d'intérêt culturel enclavées dans les bois et forêts de la zone infectée, telles que des musées, châteaux ou sites patrimoniaux dont les activités principales se déroulent en intérieur, peuvent être rendues accessibles sur autorisation du Chef de cantonnement territorialement compétent aux conditions suivantes :

- 1° une demande d'autorisation préalable conforme au modèle de l'annexe III est envoyée par l'exploitant de la zone d'intérêt culturel ou son délégué au Chef de cantonnement territorialement compétent;
- 2° le plus rapidement possible et endéans un délai maximum de 10 jours ouvrables après la date d'envoi de la demande, le Chef de cantonnement territorialement compétent informe l'exploitant de sa décision sur la demande formulée;
- 3° l'accès se fait uniquement par des chemins empierrés qu'il est strictement interdit aux exploitants, personnel, visiteurs et utilisateurs des zones d'intérêt culturel de quitter;
- 4° dans la zone d'intérêt culturel, les activités extérieures en milieu boisé sont interdites;
- 5° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 6° aucun accès n'est autorisé pendant la période comprise entre une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil;
- 7° les visiteurs de la zone d'intérêt culturel, l'exploitant et le personnel de celui-ci ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent leur visite dans les zones en question.
- 8° les matériels, machines, équipements, vêtements, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés dans la zone d'intérêt culturel ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

L'exploitant de chaque zone d'intérêt culturel auquel l'accès est autorisé par le Chef de cantonnement a l'obligation de mettre en place une signalétique adaptée pour matérialiser les interdictions du présent arrêté. Il fournit en outre une information sur les risques liés à la peste porcine africaine et aux mesures à mettre en œuvre pour les minimiser à son personnel et aux visiteurs et utilisateurs de ladite zone.

Le non-respect des obligations visées au présent article entraîne le refus de toute nouvelle demande d'autorisation et dérogation à l'interdiction de circuler hors routes dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie.

Art. 10. Par dérogation à l'article 2, les campings existants localisés et enclavés dans les bois et forêts de la zone infectée peuvent être rendus accessibles aux conditions suivantes :

- 1° une demande d'autorisation préalable conforme au modèle de l'annexe III est envoyée par l'exploitant du camping ou son délégué au Chef de cantonnement territorialement compétent;
- 2° le plus rapidement possible et endéans un délai maximum de 10 jours ouvrables après la date d'envoi de la demande, le Chef de cantonnement territorialement compétent informe l'exploitant du camping de sa décision sur la demande formulée;
- 3° l'accès se fait uniquement par des routes ou des chemins empierrés qu'il est strictement interdit aux exploitants du camping, personnel du camping, visiteurs et utilisateurs du camping de quitter;
- 4° une signalétique adaptée est mise en place par l'exploitant du camping afin de matérialiser cette interdiction;
- 5° une information est donnée aux visiteurs par l'exploitant du camping sur les risques liés à la peste porcine africaine et aux mesures à mettre en œuvre pour les minimiser aux visiteurs et utilisateurs du camping;
- 6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 7° aucun accès dans les bois et forêt n'est autorisé pendant la période comprise entre une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil;
- 8° les visiteurs du camping, les exploitants du camping, le personnel de celui-ci ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent leur visite dans la zone en question;
- 9° les matériels, machines, équipements, vêtements, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés dans le camping ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Le non-respect des obligations visées au présent article entraîne le refus de toute nouvelle demande d'autorisation et dérogation à l'interdiction de circuler hors routes dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie.

Art. 11. Par dérogation à l'article 2, la circulation pour les piétons sur les seuls chemins et sentiers traversant les bois et forêts situés à l'intérieur du périmètre de la zone infectée telle que définie à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers est autorisée moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° aucune circulation n'est autorisée pendant la période comprise entre une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil;
- 2° les groupes de plus de 10 personnes et le balisage d'itinéraires pour des événements temporaires ne sont pas admis;
- 3° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 4° les piétons ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux-heures qui suivent leur visite dans la zone infectée;
- 5° les chiens, les chevaux et autres animaux de compagnie qui ont été promenés, selon les cas en laisse ou à la longe, dans la zone infectée ainsi que les vêtements et chaussures utilisés pour la circulation dans les bois ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie.

Art. 12. Par dérogation à l'article 2, la circulation pour les cyclistes, les conducteurs d'animaux de trait, de charge, de monture ou d'élevage sur les chemins traversant les bois et forêts situés à l'intérieur du périmètre de la zone infectée telle que définie à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers est autorisée pour ces usagers, moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° aucune circulation n'est autorisée pendant la période comprise entre une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil;
- 2° les groupes de plus de 10 personnes et le balisage d'itinéraires pour des événements temporaires ne sont pas admis;
- 3° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;
- 4° les usagers visés à cet article ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux-heures qui suivent leur visite dans la zone infectée;
- 5° les animaux de trait, de charge, de monture et d'élevage, les matériels, machines, vélos, remorques, équipements, vêtements, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés dans la zone infectée par les usagers repris au présent article ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie.

Art. 13. Lorsque le présent arrêté impose une désinfection, les mesures minimales suivantes sont d'application :

- 1° pour le matériel et les véhicules (en ce compris les carportées intérieures, les roues et bas de caisse) en cas d'accès hors chemins empierrés :
 - a) toutes les traces de terre sont enlevées, à la brosse si nécessaire;
 - b) un premier nettoyage est réalisé à l'eau savonneuse;
 - c) la désinfection en tant que telle est ensuite réalisée avec une pulvérisation d'une solution de produits virucides autorisés selon le Règlement n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides et prouvés efficaces vis-à-vis du virus responsable de la peste porcine africaine;
 - d) les bottes et chaussures sont, en plus d'être nettoyées et désinfectées, stockées dans le véhicule, dans un sac plastique ou une boîte prévue à cet effet; elles sont ensuite trempées dans une solution d'hypochlorite de sodium pur (NaClO), en solution aqueuse avec du sel (NaCl) (type eau de Javel) diluée à 10% une nuit entière;
- 2° pour les personnes :
 - a) une douche est prise dès que possible;
 - b) les vêtements portés sont lavés à température élevée; si la prospection s'étend sur plusieurs jours d'affilée, les prospecteurs peuvent laver les vêtements en fin de période, mais ces vêtements sont utilisés uniquement pour la prospection;
 - c) en cas de contact avec un sanglier, les vêtements portés sont lavés le jour même à minimum 60°C.

Art. 14. Les autorisations non expirées délivrées sur base de l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 24 mars 2020, restent valides jusqu'à leur expiration sans devoir être renouvelées sur base du présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 15 septembre 2020.

Fait à Namur, le 11 mai 2020.

C. TELLIER

Annexe I de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

**NOTIFICATION DE TRAVAUX FORESTIERS
EN ZONE INFECTEE PAR LA PESTE PORCINE AFRICAINE**

(Article 7 de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020)

Le présent document est à adresser au Département de la nature et des forêts, en la personne du Chef de cantonnement territorialement compétent.

Conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, je soussigné, notifie mon intention de circuler en zone infectée hors routes, chemins et sentiers, pour la réalisation de travaux forestiers :

| | | | |
|--|--|--------|--|
| NOM | | PRENOM | |
| SOCIETE | | | |
| N° ENTREPRISE | | | |
| N° REGISTRE DE COMMERCE | | | |
| ADRESSE | | | |
| TELEPHONE | | | |
| E-MAIL | | | |
| <p>NATURE DES TRAVAUX ENVISAGÉS, qui seront réalisés uniquement manuellement ou avec du matériel à main :</p> <p><input type="checkbox"/> Opérations d'inventaire et de marquage de bois</p> <p><input type="checkbox"/> Dégagements</p> <p><input type="checkbox"/> Plantations</p> <p><input type="checkbox"/> Elagages et tailles</p> <p><input type="checkbox"/> Dépressages</p> <p><input type="checkbox"/> Entretien d'une infrastructure de chasse</p> <p><input type="checkbox"/> Autres (<i>à préciser</i>) :</p> <p>Je m'engage à ce que, ni moi, ni mes sous-traitants éventuels, nous ne réalisions de travaux mécanisés de type gyrobroyage ou peignage : <input type="checkbox"/></p> | | | |
| <p>PÉRIMÈTRE CONCERNÉ :</p> <p><input type="checkbox"/> Forêt publique Propriété/Compartiment/Parcelle :</p> <p><input type="checkbox"/> Forêt privée Parcelle cadastrale/zone délimitée sur la carte ci-jointe (1/10.000^e) :</p> | | | |
| <p>ITINERAIRE EMPRUNTE (voie carrossable la plus directe) :</p> | | | |
| <p>DATES D'ACCES (au minimum 3 jours ouvrables après la date d'envoi de la présente notification, et pendant une période de maximum un mois à compter de cette date d'envoi) :</p> | | | |

Je m'engage à respecter, et à faire respecter par mes sous-traitants éventuels, les conditions suivantes reprises dans le dispositif de l'arrêté :

- L'accès aux peuplements se fera conformément aux dispositions de l'arrêté ;
- Aucun travail de nuit (spécifiquement une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil - éphémérides) n'aura lieu, vu les mesures d'éradication qui vont continuer à être poursuivies à l'égard des sangliers dans la zone infectée ;
- Tous les opérateurs veilleront à suivre une formation préalable en biosécurité organisée par l'administration ;
- Tous les opérateurs veilleront à respecter quotidiennement les mesures de désinfection à l'égard des chaussures, vêtements et équipements, conformément aux instructions de l'article 13 de l'arrêté ;
- Les véhicules et machines utilisées seront nettoyées et désinfectées, à l'issue de chaque intervention, conformément aux instructions de l'article 13 de l'arrêté ;
- Les opérateurs ont interdiction formelle d'avoir un contact avec un élevage porcin ou des porcs domestiques dans les 72h qui suivent le nettoyage et la désinfection imposés par l'article 13, et aucun matériel (chaussures, vêtements, équipements, véhicules) utilisé en zone infectée ne peut pénétrer dans un élevage porcin ou dans un périmètre où sont détenus des porcs domestiques ;
- En cas de découverte d'une carcasse de sanglier, celle-ci ne sera ni approchée ni touchée, et l'agent de triage (ou à défaut le numéro de téléphone **1718**) sera immédiatement averti. Les travaux seront interrompus jusqu'à réception des résultats des analyses, et jusqu'à nouvel ordre si la carcasse s'avère viropositive.

Je suis conscient que le non-respect des engagements qui précèdent aura pour conséquence que je ne pourrai plus bénéficier d'aucune dérogation à l'interdiction de circuler hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie :

Je reconnais que la présente notification ne me dispense pas du respect de la réglementation en vigueur, notamment s'il s'agit d'une zone Natura 2000, d'une zone où des espèces protégées sont répertoriées, ou si une traversée de cours d'eau est nécessaire :

Fait à, le

...../...../.....

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de peste porcine africaine.

Namur, le 11 mai 2020.

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

**DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITATION FORESTIERE
EN ZONE INFECTEE PAR LA PESTE PORCINE AFRICAINE**

(Article 8 de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020)

Le présent document est à adresser au Département de la nature et des forêts, en la personne du Chef de cantonnement territorialement compétent.

Conformément à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, je soussigné, demande l'autorisation de circuler en zone infectée hors routes, chemins et sentiers, pour la réalisation d'une exploitation forestière :

| | | | |
|---|--|--------|--|
| NOM | | PRENOM | |
| SOCIETE | | | |
| N° ENTREPRISE | | | |
| N° REGISTRE DE COMMERCE | | | |
| ADRESSE | | | |
| TELEPHONE | | | |
| E-MAIL | | | |
| <p>PÉRIMÈTRE CONCERNÉ :</p> <p><input type="checkbox"/> Forêt publique Propriété/Compartiment/Parcelle :</p> <p><input type="checkbox"/> Forêt privée Parcelle cadastrale/zone délimitée sur la carte ci-jointe (1/10.000^e) :</p> | | | |
| <p>ITINERAIRE EMPRUNTE (voie carrossable la plus directe) :</p> | | | |
| <p>DATES D'ACCES (période de maximum un mois) :</p> <p><i>Un délai maximal de 10 jours ouvrables après la date d'envoi de la présente demande d'autorisation peut être nécessaire avant la délivrance du permis d'exploiter, pour la réalisation d'une prospection dans le périmètre de l'exploitation. Merci d'en prendre compte lors de votre demande pour les dates d'accès. Si un délai plus court est requis en raison d'un motif impérieux, merci de prendre un contact préalable avec le Chef de cantonnement territorialement compétent.</i></p> | | | |

Je m'engage à respecter, et à faire respecter par mes sous-traitants éventuels, les conditions suivantes reprises dans le dispositif de l'arrêté :

- L'accès aux peuplements se fera conformément aux dispositions de l'arrêté ;
- La prospection spécifique préalable à l'exploitation réalisée par l'administration sera encadrée par une personne ayant une bonne connaissance du terrain, déléguée par le propriétaire ou l'exploitant ;
- Aucun travail de nuit (spécifiquement une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil - éphémérides) n'aura lieu, vu les mesures d'éradication qui vont continuer à être poursuivies à l'égard des sangliers dans la zone infectée ;
- Tous les opérateurs veilleront à suivre une formation préalable en biosécurité organisée par l'administration ;
- Tous les opérateurs veilleront à respecter quotidiennement les mesures de désinfection à l'égard des chaussures, vêtements et équipements, conformément aux instructions de l'article 13 de l'arrêté ;
- Les véhicules, machines et petits matériels utilisés pour l'exploitation forestière, seront nettoyés et désinfectés, à l'issue de chaque intervention, conformément aux instructions de l'article 13 de l'arrêté ;
- Les engins d'exploitation ayant eu accès au milieu forestier ne peuvent réemprunter une route ou un chemin empierré, sauf à la ou le traverser en largeur de part en part pour accéder à un autre peuplement ou à une autre parcelle forestière du même peuplement situé également dans les limites du périmètre de la zone infectée; dans tous les autres cas, ils doivent être désinfectés; la désinfection des engins d'exploitation des exploitants forestiers, et des éventuels portes-engins utilisés pour déplacer un engin d'exploitation à l'intérieur de la zone infectée, est assurée avant la sortie de la zone infectée aux frais de la Wallonie sur base du marché public passé par le SPW avec une firme spécialisée ; une attestation de réalisation de la désinfection des engins d'exploitation, et des portes-engins le cas échéant, est fournie par la firme spécialisée et est remise par l'intervenant au garde forestier territorialement compétent à l'issue de la procédure de désinfection ;
- Les opérateurs ont interdiction formelle d'avoir un contact avec un élevage porcin ou des porcs domestiques dans les 72h qui suivent le nettoyage et la désinfection imposés par l'article 13, et aucun matériel (chaussures, vêtements, équipements, véhicules) utilisé en zone infectée ne peut pénétrer dans un élevage porcin ou dans un périmètre où sont détenus des porcs domestiques ;
- En cas de découverte d'une carcasse de sanglier, celle-ci ne sera ni approchée ni touchée, et l'agent de triage (ou à défaut le numéro de téléphone **1718**) sera immédiatement averti. Les travaux seront interrompus jusqu'à réception des résultats des analyses, et jusqu'à nouvel ordre si le cadavre s'avère viropositif.

Je suis conscient que le non-respect des engagements qui précèdent aura pour conséquence que je ne pourrai plus bénéficier d'aucune dérogation à l'interdiction de circuler hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie :

Je reconnais que la présente demande d'autorisation ne me dispense pas du respect de la réglementation en vigueur, notamment s'il s'agit d'une zone Natura 2000, d'une zone où des espèces protégées sont répertoriées, ou si une traversée de cours d'eau est nécessaire :

| | |
|----------------------------------|---|
| Cadre réservé à l'Administration | Autorisation / Non autorisation (à préciser) : Remarques éventuelles : |
|----------------------------------|---|

...../...../.....
Fait à, le

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de peste porcine africaine.

Namur, le 11 mai 2020.

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe III de l'Arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

**DEMANDE D'AUTORISATION D'ACCES
EN ZONE INFECTEE PAR LA PESTE PORCINE AFRICAINE**

(Articles 5, 9 et 10 de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020)

Le présent document est à adresser au Département de la nature et des forêts, en la personne du Chef de cantonnement territorialement compétent.

Conformément à l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, je soussigné, demande l'autorisation de circuler en zone infectée hors routes, chemins et sentiers :

| | | | |
|--|--|--------|--|
| NOM | | PRENOM | |
| SOCIETE | | | |
| N° ENTREPRISE | | | |
| N° REGISTRE DE COMMERCE | | | |
| ADRESSE | | | |
| TELEPHONE | | | |
| E-MAIL | | | |
| <p>MOTIF :</p> <p><input type="checkbox"/> Activité agricole</p> <p><input type="checkbox"/> Activité piscicole</p> <p><input type="checkbox"/> Activité extractive</p> <p><input type="checkbox"/> Zone d'intérêt culturel</p> <p><input type="checkbox"/> Camping</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (<i>à préciser</i>) :</p> | | | |
| <p>LOCALISATION DU LIEU D'ACCES (Parcelle cadastrale, lieu-dit, zone délimitée sur une carte au 1/10.000^e) :</p> | | | |
| <p>ITINERAIRE EMPRUNTE (voie carrossable la plus directe) :</p> | | | |
| <p>DATES D'ACCES (période de maximum un mois) :</p> | | | |

| | |
|---|---|
| <p>Je m'engage à respecter, et à faire respecter par mon personnel ou mes ayant-droits éventuels, les conditions suivantes reprises dans le dispositif de l'arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun accès de nuit (spécifiquement une heure avant l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à une heure après l'heure officielle du lever du soleil - éphémérides) n'aura lieu dans les bois et forêts, vu les mesures d'éradication qui vont continuer à être poursuivies à l'égard des sangliers dans la zone infectée ; • Toute personne ayant eu un accès hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée a l'interdiction formelle d'avoir un contact avec un élevage porcin ou des porcs domestiques dans les 72h qui suivent cet accès; • Aucun matériel (chaussures, vêtements, équipements, véhicules) utilisé en zone infectée ne peut pénétrer dans un élevage porcin ou dans un périmètre où sont détenus des porcs domestiques ; • En cas de découverte d'une carcasse de sanglier, celle-ci ne sera ni approchée ni touchée, et l'agent de triage (ou à défaut le numéro de téléphone 1718) sera immédiatement averti. <p>Je suis conscient que le non-respect des engagements qui précèdent aura pour conséquence que je ne pourrai plus bénéficier d'aucune dérogation à l'interdiction de circuler hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie : <input type="checkbox"/></p> <p>Je reconnais que la présente notification ne me dispense pas du respect de la réglementation en vigueur, notamment s'il s'agit d'une zone Natura 2000, d'une zone où des espèces protégées sont répertoriées, ou si une traversée de cours d'eau est nécessaire</p> | |
| Cadre réservé à l'Administration | <p>Autorisation / Non autorisation (à préciser) :</p> <p>Remarques éventuelles :</p> |

Fait à, le/...../.....

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de peste porcine africaine.

Namur, le 11 mai 2020.

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/20923]

11. MAI 2020 — Ministerieller Erlass, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

Die Ministerin für Forstwesen,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1 und Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch gerechtfertigt ist, dass es sich bei der durch die Afrikanische Schweinepest verursachten Gesundheitskrise um eine schwere und sehr schnell voranschreitende Krise handelt, die aufgrund der Lage vor Ort eine sofortige Entscheidungsfindung erfordert;

In der Erwägung, dass zur wirksamen Bekämpfung dieser infektiösen viralen Tierkrankheit zahlreiche frühzeitige (ausgedehntes Netz von Schutzzäunen), proaktive (intensive Suchaktionen -, Beseitigung der getöteten Tiere oder tot aufgefundenen Kadaver) und drastische (intensive Vernichtung durch Fangaktionen, Nachtschießen, Intensivierung der Jagd, Einrichtung zahlreicher Ansitzstellen und homogenes Ködern, Biosicherheitsmaßnahmen, deutliche Erhöhung der zur Verfügung gestellten Kontroll- und Vernichtungsausrüstung: spezifische Gewehre, Aufbau eines umfangreichen Netzes von Kamerafallen, Verwendung von Nachtsichtferngläsern) Maßnahmen von der Wallonischen Region sofort nach der Entdeckung des Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest in jenen zwei Zonen beschlossen und im Laufe der Zeit und mit dem Fortschreiten der Krankheit angepasst wurden, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2019 und vom 18. Dezember 2019 festgelegt wurden, nämlich das Seuchengebiet und die verstärkte Beobachtungszone;

In der Erwägung, dass zur Erreichung des Endziels der Ausrottung der Seuche auf wallonischem Gebiet die Experten zu der Einschätzung gelangt sind, dass diese vielfältigen Maßnahmen nicht durch eine unangemessene Mobilität im Wald beeinträchtigt werden dürfen, die sowohl die Sicherheit der Personen, die die Seuche bekämpfen oder an ihrer Bekämpfung und Ausrottung beteiligt sind, als auch derjenigen, die sich zu Freizeitzwecken oder zu Zwecken, die nicht mit der Bekämpfung der Seuche in Zusammenhang stehen, in den Wald begeben wollen, gefährden könnte;

In der Erwägung, dass darüber hinaus angenommen wird, dass die Aufrechterhaltung einer uneingeschränkten Mobilität in den Wäldern das Risiko der Ausbreitung der Krankheit außerhalb des Seuchengebietes erhöhen könnte, entweder auf nicht infizierte Waldgebiete oder durch die Einschleppung der Krankheit in die Schweinehaltungsbetriebe oder auf Hausschweine;

In der Erwägung, dass infolgedessen durch nacheinander verabschiedete Ministerielle Erlasse ein Verkehrsverbot im Wald beschlossen wurde, zuletzt durch den Ministeriellen Erlass vom 16. Januar 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, in seiner durch den Ministeriellen Erlass vom 24. März 2020 abgeänderten Fassung, wobei für eine begrenzte Anzahl von Berechtigten bestimmte Ausnahmen vorgesehen sind;

In der Erwägung, dass die Kombination der verabschiedeten und umgesetzten Bekämpfungsmaßnahmen mit den nacheinander erlassenen Verboten des Verkehrs im Wald sowohl von den europäischen Experten, die sich auf dieses Thema spezialisiert haben, als auch vom Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK (Wissenschaftlicher Ausschuss der FASNK - Schnellgutachten Nr. 09-2020 - Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald) (Akte SciCom 2020/05) als wirksam angesehen wurde und weiterhin angesehen wird;

In der Erwägung, dass diese Wirksamkeit einerseits durch den massiven Rückgang der Wildschweinbestände in dem Seuchengebiet und andererseits durch den bedeutenden Rückgang der offensichtlichen Inzidenz von viropositiven Fällen bei Wildschweinen seit der Entdeckung des Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest nachgewiesen wird;

In der Erwägung, dass seit dem 11. August 2019 nur Wildschweinknochen entdeckt werden (die letzten am 3. Januar, 21. Februar und 4. März 2020, bei denen veterinärmedizinische Sachverständige einen Tod vor 4 bis 6 Monaten datiert haben), die durch virologische Tests des belgischen Referenzlabors Sciensano als positiv für das Virus der Afrikanischen Schweinepest befunden wurden;

In der Erwägung, dass diese Beobachtung insbesondere im Anschluss an Perioden intensiver Suche (Erkundung) nach Kadavern gemacht wurde, die zuerst zwischen dem 6. November 2019 und dem 10. Dezember 2019 und dann zwischen dem 5. Februar 2020 und dem 25. März 2020 organisiert wurden. Diese zweite Erkundungsphase wurde aufrechterhalten, aber angesichts der COVID-19-Pandemie und der Kontrollmaßnahmen zur Verhinderung ihrer Ausbreitung angepasst;

In der Erwägung, dass die erzielten Ergebnisse zwar ermutigend sind, aber dennoch unbestritten ist, dass die Afrikanische Schweinepest im Seuchengebiet noch immer präsent ist. Die Epidemie ist noch nicht beendet;

In der Erwägung, dass diese Ergebnisse Anlass zu einer Neubewertung der Eindämmung der Krankheit gegenüber den verschiedenen Aktivitäten im Wald geben, die durch die bis dahin verabschiedeten aufeinanderfolgenden Ministeriellen Erlasse, die den Verkehr im Wald vorübergehend untersagen, konkretisiert wird, ohne jedoch die Kernthematik zu gefährden, die nach wie vor die Wahrung des Allgemeininteresses ist, und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass ein mögliches Wiederaufflammen der Krankheit, insbesondere durch die Auswirkungen von Frühjahrsgeburten, nicht ausgeschlossen werden kann;

In der Erwägung, dass diese Neubewertung der verschiedenen Aktivitäten im Wald unter Berücksichtigung des Schnellgutachtens (09-2020) durchgeführt wird, das der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK am 20. März 2020 (Akte SciCom 2020/05) im Anschluss an den Antrag der Wallonischen Region vom 19. Februar 2020 vorgelegt und genehmigt hat, in dem die verschiedenen Aktivitäten im Wald im Hinblick auf ihr Risiko der Verbreitung des Virus bewertet werden und dessen Inhalt am 10. April 2020 mit den regionalen Experten diskutiert werden konnte, sowie auf der Grundlage des Gutachtens (06-2020), das der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK am 20. März 2020 vorgelegt und genehmigt hat (Akte SciCom 2019/11) und in dem eine semi-quantitative Risikobewertung der möglichen Wege der Einführung der Afrikanischen Schweinepest von wildlebenden Tieren in Hausschweinbestände in den Betrieben und ihrer anschließenden Ausbreitung in Schweinehaltungsbetriebe durchgeführt wird;

In der Erwägung, dass aus Gründen, die mit dem Fortschreiten der Krankheit und der Größe des betreffenden Gebiets zusammenhängen, sowie mit die neuesten wissenschaftlichen und epidemiologischen Daten, die am 30. März 2020 (vor dem Höhepunkt der Geburten der Wildschweine) gesammelt und im Laufe des Monats April 2020 analysiert wurden, mit der Bewertung der bis zum 30. März 2020 erfolgten und kürzlich analysierten Vernichtungsanstrengungen, mit den jüngsten Gutachten und Schnellgutachten, die der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK am 20. März 2020 abgegeben und dem Risikomanager am 25. März 2020 mitgeteilt hat, mit den Maßnahmen zur Ausgangsbeschränkung infolge der COVID-19-Pandemie, die das Handeln der Wallonischen Region verlangsamen, diese verschiedenen Parameter sich ständig weiter entwickeln und nicht vollständig vorhergesehen werden können;

In der Erwägung, dass eine Frist von dreißig Tagen, um das Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates einzuholen, folglich dazu führen würde, dass diese Daten möglicherweise nicht mehr aktuell sein würden;

In der Erwägung, dass diese neuen Elemente eine Anpassung der von der Wallonischen Region getroffenen Entscheidungen und Maßnahmen oder die Verabschiedung neuer Maßnahmen erfordern;

Die beantragte Dringlichkeit ist gegeben;

Aufgrund des am 7. Mai 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 67.323/4 des Staatsrates;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region in Anwendung der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest und seit der Bestätigung eines Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen am 13. September 2018 verpflichtet ist, unverzüglich mehrere drastische Sofortmaßnahmen im Seuchengebiet zu ergreifen, um erstens die Ausbreitung der Seuche auf nicht mit dem Virus infizierte Waldgebiete und die Einschleppung der Seuche in Schweinehaltungsbetriebe zu verlangsamen und zu verhindern und zweitens das Virus aus ihrem Gebiet auszurotten;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen konkretisiert wurden und auch weiterhin werden durch die Durchführung und Fortführung umfangreicher Aktionen zur Vernichtung der Wildschweinbestände insbesondere im Rahmen von Fangaktionen und Nachtschießen, durch den umfangreichen Einsatz sowohl menschlicher Ressourcen (die infolge der COVID-19-Pandemie angepasst wurden) als auch materieller Ressourcen (Kauf und Bereitstellung spezifischer Gewehre, Einsatz eines großen Netzes von Kamerafallen, Erhöhung der Anzahl Ferngläser vom Typ Nachtsichtgerät) und durch die Durchführung und Fortführung intensiver Maßnahmen zur Aufspürung und Beseitigung der Wildschweinkörper und -knochen, die durch die Errichtung und Instandhaltung eines mehr als 300 Kilometer langen Netzes von Schutzzäunen, die Durchführung von Biosicherheitsmaßnahmen und die Ausbildung in diesen Maßnahmen und durch die Einrichtung umfangreicher Vorrichtungen zur Vernichtung der Tiere anhand von Schusswaffen, bestehend aus zahlreichen Ansitzstellen mit Ködern in der Nähe von Schotterwegen im Seuchengebiet;

In der Erwägung, dass diese zahlreichen frühzeitigen, proaktiven und drastischen Maßnahmen gegen die Krankheit mit fortschreitender Entwicklung der Gesundheitssituation und im Einklang mit den Empfehlungen regionaler, nationaler und europäischer Experten und Wissenschaftler, die auf die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest spezialisiert sind, angepasst und ergänzt wurden und werden;

In der Erwägung, dass diese Bekämpfungsmaßnahmen nicht durch Störungen im Zusammenhang mit dem freien Verkehr im Wald im Sinne des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch beeinträchtigt werden dürfen, die ihre Wirksamkeit erheblich beeinträchtigen oder sogar gefährden könnten;

In der Erwägung, dass das Milieu und der Lebensraum des Wildschweins, die einzige Art der wildlebenden Tierwelt, die durch den ASP-Virus infiziert werden kann (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 8), hauptsächlich der Wald ist;

In der Erwägung, dass Wildschweine, die die Krankheit entwickelt haben, das Virus nicht nur auf ihre Artgenossen, sondern auch auf Zuchtschweine übertragen können;

In der Erwägung, dass aus den bestehenden wissenschaftlichen Schriften über die Verbreitung der Afrikanischen Schweinepest hervorgeht, dass diese bei Tieren, die die Krankheit entwickeln können, ebenfalls durch menschliche Aktivitäten erleichtert wird (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 7);

In der Erwägung, dass in Anwendung dieser Doktrin davon ausgegangen wird, dass die Aufrechterhaltung des Verkehrs im Wald eine Gefahr der Ausbreitung des Virus auf nicht infizierte Waldgebiete und auf Schweinehaltungsbetriebe darstellt, sowohl durch die Auswirkungen der Störung kranker Wildtiere, als auch durch die mechanische Übertragung des Virus durch menschliche Aktivitäten (indirekte Übertragung) nach Kontakt mit einem Wildschweinkadaver oder mit biologischen Substanzen von infizierten Wildschweinen;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, um die Gefahr der Verbreitung des Virus so weit wie möglich einzuschränken, die menschlichen Aktivitäten, die angesichts dieser Verbreitungsgefahr im Wald uneingeschränkt zugelassen, zeitweilig angepasst oder vorübergehend untersagt werden können, auf der Grundlage wissenschaftlicher Studien zu bewerten;

In der Erwägung, dass eine unangemessene Bekämpfung der Seuche und eine falsche Einschätzung des Risikos ihrer Ausbreitung auf Hausschweine haltende Betriebe katastrophale wirtschaftliche Folgen hätten, die sich verheerend auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region und allgemein auf das Königreich Belgien oder auch auf andere Mitgliedstaaten auswirken würden;

In der Erwägung, dass für den Fall, dass die Eindämmung der Krankheit daher nicht gewährleistet ist und die befürchtete Ausbreitung eintritt, es unwahrscheinlich ist, dass die Krankheit trotz der getroffenen Bekämpfungsmaßnahmen unter Kontrolle gebracht werden kann;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region daher, um der Rolle eines angemessen umsichtigen und gewissenhaften Verwalters des allgemeinen Interesses gerecht zu werden, die Sicherheit und Vorsicht durch die Kombination von Kontrollmaßnahmen mit der Eindämmung der Epidemie fördern muss;

In der Erwägung, dass es hier um den Schutz des allgemeinen Interesses geht;

In der Erwägung, dass folglich und um die Wirksamkeit und Nachhaltigkeit der oben genannten Bekämpfungsmaßnahmen im Hinblick auf den Schutz des allgemeinen Interesses gewährleisten, aufeinanderfolgende Ministerielle Erlasse, die den Verkehr im Wald vorübergehend untersagen, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, verabschiedet wurden, von denen der jüngste der Ministerielle Erlass vom 16. Januar 2020 in seiner durch den Ministerielle Erlass vom 24. März 2020 abgeänderten Fassung ist, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

In der Erwägung, dass in diesen Ministeriellen Erlassen jedoch eine gewisse Flexibilität für die Ausübung bestimmter ausgewiesener Aktivitäten, unter anderem unter Einhaltung der Sicherheits- und Biosicherheitsmaßnahmen, vorgesehen und begründet wurde;

In der Erwägung, dass die verschiedenen Interessen, einschließlich der spezifischen Interessen, und ihre potenziellen Auswirkungen auf die Ausbreitung der Krankheit bei der Festlegung der Lockerungen zwar berücksichtigt wurden, die Gesamtbewertung der potenziellen Gefahren jeder Aktivität im Hinblick auf die Wahrscheinlichkeit der Ausbreitung der Krankheit jedoch je nach Fall zu einer Untersagung oder Zulassung führt unter Bedingungen, die manchmal ähnlich und manchmal unterschiedlich sind;

In der Erwägung, dass die Kombination aus der Eingrenzung der Seuche durch das Verbot des Verkehrs im Wald und den bis dahin von der Wallonischen Region getroffenen Bekämpfungs- und Vernichtungsmaßnahmen von den regionalen, nationalen und europäischen Experten als wirksam erachtet wurde: nicht nur die Ausbreitung der Seuche im Seuchengebiet wurde eingedämmt, sondern auch die jüngsten Zählungen lebender Wildschweine, die im Rahmen der Suchaktionen vor Ort durchgeführt wurden, und die virologischen Analysen, die das belgische Referenzlabor Sciensano an den Kadavern oder Skeletten der im Rahmen derselben Aktionen getöteten oder tot aufgefundenen Wildschweine durchgeführt hat, zeigen einen bedeutenden Rückgang sowohl der Wildschweinbestände im Seuchengebiet, als auch der Konzentration der infizierten Wildschweine in demselben Gebiet;

In der Erwägung, dass die erzielten Ergebnisse zwar ermutigend sind, aber dennoch unbestritten ist, dass die Afrikanische Schweinepest im Seuchengebiet noch immer präsent ist;

In der Erwägung, dass eine Rückkehr zur uneingeschränkten Anwendung der im Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch enthaltenen Bestimmungen vorerst noch als verfrüht betrachtet wird;

In der Erwägung, dass folglich festgestellt wird, dass das Verbot jeglichen Verkehrs im Wald weiterhin eine verhältnismäßige und wirksame Maßnahme darstellt, die aufrechtzuerhalten ist, um sowohl die Ausbreitung der Seuche auf nicht kontaminierte wild lebende Tiere und ihre Einführung in Hausschweine haltende Betriebe zu verhindern als auch die von der Wallonischen Region zur Ausrottung der Seuche verabschiedeten Maßnahmen und Entscheidungen zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass das Verbot des Verkehrs im Wald, um die Eindämmung der Seuche zu gewährleisten und ihre Ausbreitung auf nicht kontaminierte wild lebende Tiere und ihre Einführung in Hausschweine haltende Betriebe zu verhindern, angesichts der Entwicklung der Seuche und der vor Ort gesammelten Daten, die aufgrund der aufeinander folgenden Maßnahmen und Entscheidungen der Wallonischen Region gesammelt wurden, sowie der Risikobewertung durch den Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK, die in den dessen letzten Gutachten (Schnellgutachten 09-2020 und Gutachten 06-2020) in Bezug auf bestimmte Aktivitäten in den Wäldern konkretisiert wurden, dennoch bestimmte Anpassungen erfordert;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region in einer ersten Phase am 19. Februar 2020 den Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK gebeten hat, ein Schnellgutachten für die Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tieren und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald, nämlich Aktivitäten im forstwirtschaftlichen Sektor, Aktivitäten im Tourismussektor, Aktivitäten im Jagdbereich und Aktivitäten im landwirtschaftlichen Sektor, zu erstellen;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK die Abgabe dieses Gutachtens innerhalb eines Monats ab dem Datum des entsprechenden Antrags angekündigt hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region in Anbetracht dieses Aspekts am 24. Februar 2020 in einem zweiten Schritt auch die Abgabe eines spezifischen Schnellgutachtens (Dringlichkeitsempfehlung) beantragt hat zur Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Aktivitäten im Seuchengebiet, um festzustellen, ob und unter welchen Bedingungen die forstwirtschaftlichen Tätigkeiten in dem Seuchengebiet wieder aufgenommen werden können;

In der Erwägung, dass dieser dringende Antrag nach einer Konzertierung mit dem Forstsektor und in Anbetracht der besonderen Situation mit der diese Sektors konfrontiert ist aufgrund der Ausbreitung des Borkenkäfers trotz der gewährten Ausnahmeregelungen, der sozioökonomischen Auswirkungen der zur Bekämpfung des Virus erforderlichen Maßnahmen auf die forstwirtschaftlichen Aktivitäten, der durch die jüngsten Stürme (Januar und Februar 2020) verursachten Windfallschäden, der Schäden an Saatgut und den Anpflanzungen durch andere Wildtierpopulationen als Wildschweine und eine semi-quantitative Bewertung der verschiedenen Übertragungswege des Virus;

In der Erwägung, dass der der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK am 2. März 2020 eine vorläufige Fassung seiner Dringlichkeitsempfehlung (Dringlichkeitsempfehlung 03-2020) vorgelegt hat, in dem unter Berücksichtigung aller von der Wallonischen Region beschlossenen und umgesetzten Maßnahmen bewertet wird, dass eine Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Aktivitäten (Forstarbeiten und forstwirtschaftliche Bewirtschaftung) erlaubt werden kann, sofern technische Bedingungen und strenge Sicherheits- und Biosicherheitsmaßnahmen eingehalten werden. Die endgültige Fassung dieser Dringlichkeitsempfehlung wurde vom Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK am 20. März 2020 genehmigt und angenommen;

In der Erwägung, dass diese bedingte Wiederaufnahme der manuellen mit Handwerkzeugen verrichteten Forstarbeiten und der forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung auf der Grundlage dieser Dringlichkeitsempfehlung durch die Verabschiedung des den Ministeriellen Erlasses vom 16. Januar 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, konkretisiert wurde;

In der Erwägung, dass die Schlussfolgerungen und Empfehlungen der Dringlichkeitsempfehlung in Bezug auf die Aktivitäten im forstwirtschaftlichen Sektor, die der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK vorgelegt hat, in das am 20. März 2020 genehmigte Schnellgutachten (Schnellgutachten 09-2020) über die Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald) (Akte SciCom 2020/05) aufgenommen wurden;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK zudem ebenfalls am 20. März 2020 ein letztes Gutachten (Gutachten 06-2020) bezüglich einer semi-quantitativen Risikobewertung der möglichen Wege der Einführung der Afrikanischen Schweinepest von wild lebenden Tieren in Hausschweinbestände in den Betrieben und ihrer anschließenden Ausbreitung in Schweinehaltungsbetriebe (Akte SciCom 2019/11: Gutachten auf eigene Initiative) abgegeben hat;

In der Erwägung, dass sowohl in dem Schnellgutachten (09-2020) als auch in dem Gutachten auf eigene Initiative (06-2020) des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK die Risiken der verschiedenen Übertragungswege des Virus der Afrikanischen Schweinepest sowohl durch die Ausbreitung auf wild lebende Tiere als auch durch die Einführung des Virus in die Schweinehaltungsbetriebe entsprechend den verschiedenen Aktivitäten im Wald bewertet werden;

In der Erwägung, dass die in diesen Gutachten im Hinblick auf diese Risiken untersuchten Aktivitäten die Wiederaufnahme der Forstarbeiten (manuelle mit Handwerkzeugen verrichtete Forstarbeiten und forstwirtschaftliche Bewirtschaftung) im Seuchengebiet, die Wiederaufnahme der Jagd im Seuchengebiet, die Wiederaufnahme der touristischen Aktivitäten im Seuchengebiet und die Wiederaufnahme der landwirtschaftlichen Aktivitäten (unter Verwendung von Getreidevorräten) im Seuchengebiet umfassen;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK zudem mehrere Empfehlungen bezüglich dieser Aktivitäten sowie bezüglich der Überwachung und der wissenschaftlichen Forschung für den Risikomanager, in diesem Fall die Wallonische Region, im Falle von Anpassungen im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme des Verkehrs im Wald formuliert;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK allgemein der Meinung ist, dass sich die epidemiologische Situation der Afrikanischen Schweinepest bei wild lebenden Tieren positiv entwickelt hat, und dass auf der Grundlage der in seinem Besitz befindlichen Elemente die scheinbare Inzidenz der Fälle zurückgegangen ist (seit August 2019 wurden keine neuen viropositiven Kadaver mehr gefunden und keine viropositiven Wildschweine mehr erlegt oder gefangen);

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK auf der Grundlage dieser Feststellung und weiterer in seinem Besitz befindlicher Elemente das Risiko der Ausbreitung des Virus der Afrikanischen Schweinepest auf wild lebende Tiere als "gering" und das Risiko der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in Schweinehaltungsbetriebe als "sehr gering" einschätzt (Wissenschaftlicher Ausschuss der FASNK - Schnellgutachten 09-2020 - Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald) (Akte SciCom 2020/05, S.9);

In der Erwägung, dass die in diesen Gutachten formulierten Schlussfolgerungen und Empfehlungen berücksichtigt werden, um die Interessenabwägung neu zu bewerten und die Vorkehrungen für das Verkehrsverbot im Wald zu treffen und festzulegen;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in seinem Schnellgutachten (09-2020) in Anbetracht aller von der Wallonischen Region beschlossenen und durchgeführten drastischen Maßnahmen davon ausgeht, dass sich die Ausbreitung der Seuche in dem Seuchengebiet derzeit stabilisiert hat;

In der Erwägung, dass wenn diese Einschätzung auch zutreffend ist, sie jedoch durch die Tatsache relativiert werden, dass die Lage im Seuchengebiet weiterhin kritisch ist und bis zur vollständigen Ausrottung der Krankheit auch bleiben wird: Wildschweinknochen, die positiv auf das Virus getestet wurden, werden weiterhin (letzte Fälle am 3. Januar 2020, am 21. Februar 2020 und am 4. März 2020) im Rahmen der laufenden Suchaktionen entdeckt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region - vorbehaltlich der Lage im Zusammenhang mit dem COVID-19-Virus - um die Situation vollständig unter Kontrolle zu halten, alle bisher getroffenen Bekämpfungsmaßnahmen aufrecht erhält, die sich als wirksam erwiesen haben und sich positiv auf die Krankheitsbekämpfung auswirken;

In der Erwägung, dass es daher auf der Grundlage der Analyse und der Überlegungen des Schnellgutachtens (09-2020) des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK (Akte SciCom 2020/05) angebracht ist, die Vernichtung des Wildschweinbestands im Seuchengebiet als absolute Priorität aufrechtzuerhalten, um jede neue Infektion im Seuchengebiet sowie außerhalb zu vermeiden, um keine endemische Situation im Seuchengebiet zu schaffen;

In der Erwägung, dass die seuchenfreie Zone durch die Jäger und die Bediensteten der Wallonischen Region (zu ungewöhnlichen Zeiten, Tagen und an ungewöhnlichen Orten) im gesamten Seuchengebiet aufrechterhalten werden muss, und zwar insbesondere an Orten, an denen in letzter Zeit Spuren der Verbreitung lebender Schweine festgestellt wurden, um diese endemische Phase einzudämmen und die Ausrottung der Krankheit zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass dies ebenfalls für die Maßnahmen zur Suche und Beseitigung von Wildschweinkadavern gilt, die den doppelten Vorteil haben, den sylvatischen Zyklus zu durchbrechen und eine Datierung der Wildschweinkadaver zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass auch wenn die Bestandsdichte von Wildschweinen und damit die Präsenz des Virus im Seuchengebiet zurückgegangen ist, die sporadische Präsenz von lebenden Wildschweinen im gesamten Seuchengebiet durch direkte (nächtliche Einsätze und selbstauslösende Kameras) oder indirekte (Spuren) Beobachtungen vor Ort dennoch nachgewiesen wird;

In der Erwägung, dass aus offensichtlichen Gründen, die mit der Sicherheit der Personen und dem Risiko der Störung des Wildes zusammenhängen, die Aufrechterhaltung dieser Maßnahmen zur Schaffung einer seuchenfreien Zone und zur Aufspürung der Kadaver nicht durch Verkehr im Wald, der für die Bekämpfung der Krankheit im Seuchengebiet nicht unerlässlich ist, beeinträchtigt werden darf;

In der Erwägung, dass der Verkehr im Wald bei Nacht (konkret einer Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang und einer Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang, je nach den täglichen Ephemeriden) in jedem Fall zu Sicherheitszwecken untersagt werden muss;

In der Erwägung, dass die Durchführung von Lockerungsmaßnahmen, die mit der Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Tätigkeit im Seuchengebiet verbunden sind, daher vorab auf ihre Eignung für die Durchführung der von der Wallonischen Region beschlossenen Bekämpfungsmaßnahmen geprüft wird;

In der Erwägung, dass auch wenn die Bewertung des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK ermutigend ist, in Anbetracht der vorangehenden Ausführungen nicht geschlussfolgert werden kann, dass die Krankheit vollständig beseitigt wurde;

In der Erwägung, dass aus diesen verschiedenen Gründen die Möglichkeit bestehen muss, den Personen, die mit der Bekämpfung dieser Krankheit und der Durchführung der gegen sie getroffenen Maßnahmen beauftragt sind, der Zugang zum Seuchengebiet zu gestatten;

In der Erwägung, dass die frühzeitigen, proaktiven und drastischen Maßnahmen, die ergriffen werden, darüber hinaus von entscheidender Bedeutung sind, um die Ausrottung der Krankheit zu erreichen und für die Afrikanische Schweinepest den Status der Seuchenfreiheit bei der Europäischen Kommission wiederzuerlangen;

In der Erwägung, dass zudem unter bestimmten Sicherheits- und Biosicherheitsvorkehrungen aus Gründen der öffentlichen Sicherheit oder um den Zugang zu bestimmten Wohnungen und Zweitwohnungen zu ermöglichen, die sich in den Wäldern und Forsten innerhalb des Seuchengebietes befinden und über die Straße nicht erreichbar sind, eine Abweichung von dem Verbot des Verkehrs im Wald für eine begrenzte Anzahl von Begünstigten vorgesehen wird;

In der Erwägung, dass diese Abweichung Personen und Aktivitäten betrifft, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen;

In der Erwägung, dass diese Abweichung daher streng im Hinblick auf den Grad der möglichen Gefahr einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bewertet werden muss, die durch sie auf nicht infizierte Waldgebiete und Hausschweine haltende Betriebe übertragen werden kann;

In der Erwägung, dass den Personen, deren Wohnsitz sich innerhalb des Seuchengebietes befindet und über die Straße nicht erreichbar ist, untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten, es sei denn, sie können nachweisen, dass sie eine berufliche Tätigkeit ausüben, die den Zutritt zu einem solchen Betrieb erfordert;

In der Erwägung, dass für jene Personen, deren Zweitwohnung sich innerhalb des Seuchengebietes befindet und über die Straße nicht erreichbar ist, das Verbot, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten, auf einen Zeitraum von 72 Stunden nach Verlassen des Zweitwohnsitzes begrenzt ist;

In der Erwägung, dass sich dieser Unterschied zwischen einem "absoluten" und einem "relativen" Verbot dadurch erklären lässt, dass Personen, die eine Zweitwohnung innerhalb des Seuchengebietes besitzen, die über die Straße nicht erreichbar ist, die infizierte Zone in der Regel verlassen, um zu ihrem Wohnsitz zurückzukehren, was bei Personen, die ihren Wohnsitz innerhalb des Seuchengebietes haben, der über die Straße nicht erreichbar ist, nicht der Fall ist;

In der Erwägung, dass zahlreiche Aktivitäten in den Bereichen Forstwirtschaft, Landwirtschaft, Fischzucht, Abbau (Steinbrüche), Kultur und Tourismus ebenfalls von dem allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald betroffen sind, das notwendig ist, um die Eingrenzung der Afrikanischen Schweinepest und damit auch deren Ausrottung zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit der Gewährung einzelner Ausnahmen für die betreffenden Personen auf der Grundlage der letzten abgegebenen Gutachten des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK und unter Berücksichtigung des durch die durchgeführten Suchaktionen belegten Fortschreitens der Seuche dahingehend bewertet und abgewägt wird, dass diese Aktivitäten fortgeführt oder wieder aufgenommen werden können, ohne dass dadurch die von der Wallonischen Region zur Bekämpfung der Ausbreitung des Virus im allgemeinen Interesse verabschiedeten Maßnahmen und Entscheidungen in Frage gestellt würden;

In der Erwägung, dass daher eine Interessenabwägung unter Berücksichtigung des Gefahrengrades durchgeführt werden muss und dass diese zur Genehmigung bestimmter Aktivitäten führt, nicht aber anderer - es sei denn unter Anwendung gewisser Vorkehrungen -, wenn auch ähnlicher Aktivitäten, aufgrund der Art der Lebensräume - Waldgebiet oder offenes Gebiet -, in denen sie ausgeübt werden;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in seinem Schnellgutachten (09-2020 - Akte SciCom 2020/05), auf Seite 4 folgendes erklärt *"Der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK ist der Meinung, dass sich die epidemiologische Situation der ASP in der Tierwelt seit seinem letzten Gutachten (Schnellgutachten 09-2019 und 10-2019) positiv entwickelt hat."* und weiter: *"Der Wissenschaftliche Ausschuss schätzt die Wahrscheinlichkeit der Verbreitung des ASP-Virus bei wild lebenden Tieren derzeit als "gering" und die Wahrscheinlichkeit der Einschleppung des Virus bei Hausschweinen als "sehr gering" ein. Die Schwere der Folgen eines solchen Ereignisses würde angesichts der wirtschaftlichen Auswirkungen, die mit dem Verlust des offiziell ASP-freien Status verbunden sind, dennoch erheblich bleiben."* Die Schwere der Folgen eines solchen Ereignisses würde angesichts der wirtschaftlichen Auswirkungen, die mit dem Verlust des offiziell ASP-freien Status verbunden sind, dennoch erheblich bleiben.";

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK zur Begründung seiner Neubewertung des Risikos einer Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald innerhalb des Seuchengebietes alle konsolidierten Daten der vom 6. November 2019 bis zum 15. Dezember 2019 durchgeführten Suchmaßnahmen, die konsolidierten Daten vom 17. Februar 2020 für die Vernichtung der Wildschweinbestände, die Daten der neuen Kampagne zur Analyse der Fotodaten des in dem Seuchengebiet eingesetzten Fallen-Netzwerkes und alle frühzeitigen, proaktiven und drastischen Bekämpfungsmaßnahmen, die bisher von der Wallonischen Region ergriffen wurden, berücksichtigt hat (Wissenschaftlicher Ausschuss der FASNK - Schnellgutachten 09-2020 - Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald, Akte SciCom 2020/05, S. 22-23);

In der Erwägung, dass die Wiederaufnahme der verschiedenen vom Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK geprüften Aktivitäten in dem Seuchengebiet, d.h. die forstwirtschaftlichen Arbeiten, die landwirtschaftlichen Tätigkeiten und die Nutzung der Getreidevorräte, die Jagd und die touristischen Aktivitäten, folglich nur dann erfolgen kann, wenn die von der Wallonischen Region verabschiedeten Bekämpfungsmaßnahmen von den verschiedenen betroffenen Parteien strikt eingehalten werden;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK zusätzlich zu diesen allgemeinen Maßnahmen weitere technische und spezifische Maßnahmen empfiehlt, je nachdem, welche Aktivität im Wald organisiert wird;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage aller Fakten, die dem Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK zur Kenntnis gebracht wurden, und unter der Bedingung, dass die in seinem Schnellgutachten (09-2020) formulierten Empfehlungen strikt eingehalten werden, der Ausschuss der Meinung ist, dass eine bedingte Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Arbeiten und der touristischen Aktivitäten erfolgen kann und dass infolgedessen die erlassenen Verbotmaßnahmen gelockert werden können (Wissenschaftlicher Ausschuss der FASNK - Schnellgutachten 09-2020 - Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald, Akte SciCom 2020/05, S. 29);

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK im Hinblick auf die forstwirtschaftlichen Aktivitäten unter anderem empfiehlt, dass der Ort der vom beruflichen Forstbetreiber und Forsteigentümer vorgesehenen Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Tätigkeit und der forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung während der Zeit der intensiven Suchaktionen zwischen dem 6. November und dem 10. Dezember 2019 und vom 5. Februar bis zum 25. März 2020 (diese letzte intensive Suchaktion wurde aufgrund der im Rahmen der Coronavirus COVID-19-Krise getroffenen Maßnahmen verkürzt und ab dem 18. März 2020 angepasst) von Bediensteten der Wallonischen Verwaltung vor deren Umsetzung untersucht werden sollte, dass die forstwirtschaftliche Tätigkeit und die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung nicht in Gebieten durchgeführt werden dürfen, die den Orten entsprechen, an denen in jüngster Zeit Spuren der Verbreitung lebender Schweine festgestellt wurden, oder in Gebieten, in denen die Resistenz des Virus in biologischen Substanzen größer wäre (Sumpfige Gebiete oder andere Feuchtgebiete), dass die Parzelle vor Beginn des forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung visuell nach Kadavern durchsucht werden muss, und dass der Zugang zu den Beständen sowohl für die forstwirtschaftliche Tätigkeit als auch für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung so weit wie möglich über Schotterwege erfolgen muss;

In der Erwägung, dass nach wie vor vorgeschrieben ist, dass die Sicherheits- und Biosicherheitsmaßnahmen (einschließlich der Maßnahmen im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise) sowie die Desinfektionsverfahren von den Forstbetreibern und Forsteigentümern uneingeschränkt und strikt eingehalten werden;

In der Erwägung, dass nach Prüfung des Schnellgutachtens (09/2020) des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK zwischen dem Ort der forstwirtschaftlichen Tätigkeiten einerseits und den Arten von forstwirtschaftlichen Tätigkeiten, die in dem Seuchengebiet wieder aufgenommen werden könnten, andererseits, unterschieden werden muss;

In der Erwägung, dass was den Ort der forstwirtschaftlichen Tätigkeiten anbelangt, nicht außer Acht zu lassen ist, dass, wie der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in seinem Schnellgutachten (09/2020) feststellt, erstens der beobachtete Rückgang der Inzidenz der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in dem Seuchengebiet nicht dafür garantieren kann, dass der Infektionsdruck vor Ort vollständig abgenommen hat, zweitens die Resistenz des Virus in biologischen Substanzen als hoch angesehen wird, und drittens es nach wie vor wichtig ist, das Ziel der Vernichtung des Wildschweinbestands im Seuchengebiet aufrechtzuerhalten und zu erreichen, um jede neue Infektion im Seuchengebiet zu vermeiden;

In der Erwägung, dass daraus nicht abgeleitet werden kann, dass die Wiedereröffnung des Seuchengebiets für die forstwirtschaftlichen Tätigkeiten im gesamten Seuchengebiet generell erfolgt: Sie hängt vielmehr von einer Bewertung dieser verschiedenen Elemente durch den Forstamtleiter ab, und zwar in Bezug auf den Ort, an dem die forstwirtschaftlichen Tätigkeiten oder die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung vom Forstbetreiber oder Forsteigentümer vorgesehen sind;

In der Erwägung, dass die Ausübung bestimmter forstwirtschaftlicher Tätigkeiten unter diesen Umständen und in Anbetracht der Entwicklung der Krankheit und der Ergebnisse organisierter Suchaktionen ausgesetzt oder verweigert werden kann;

In der Erwägung, dass dies umso mehr gerechtfertigt ist, als der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK auf Seite 36 seines Schnellgutachtens feststellt, dass *„jede Lockerung der Maßnahmen zur Bekämpfung einer noch nicht beendeten Epidemie de facto eine leichte Erhöhung des Risikos bedeutet.“*;

In der Erwägung, dass die Ausübung der forstwirtschaftlichen Tätigkeiten im Falle der neuen Entdeckung eines frischen Kadavers oder eines Kadavers beim Abschuss oder in einer Falle, der sich als mit dem ASP-Virus infiziert erweist, neu bewertet werden kann;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK auf Seite 32 seines Schnellgutachtens (09/2020) die forstwirtschaftlichen Tätigkeiten in zwei Arten von Kategorien einstuft, nämlich die forstwirtschaftlichen Tätigkeiten, die ein geringeres Risiko der Verbreitung der afrikanischen Schweinepest oder der Störung von Wildschweinen darstellen, und die forstwirtschaftlichen Tätigkeiten, die ein höheres Risiko darstellen;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK für alle Arten von Tätigkeiten, die in diesem Schnellgutachten (09/2020) erwägt werden, Empfehlungen für Maßnahmen angibt, die der Krisenmanager, d.h. die Wallonische Region, ergreifen sollte;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage dieses Schnellgutachtens (09/2020) der Standpunkt vertreten wird, dass manuelle oder mit Handwerkzeugen verrichtete Forstarbeiten, sowie mechanisierte Forstbewirtschaftungsarbeiten in dem Seuchengebiet wieder aufgenommen werden dürfen, unter der Voraussetzung, dass die Intervenierenden, die zuvor die von der Wallonie erteilte Biosicherheitsausbildung absolviert haben, nach jeder Intervention die Schuhe, die Kleidung, die Ausrüstung und die Fahrzeuge (einschließlich Anhänger, Quads usw.), die in dem Seuchengebiet verwendet werden, reinigen und desinfizieren, und dass die Wallonie die motorisierten forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen, die nur für die Forstbewirtschaftung benutzt wurden, im Rahmen des vom ÖDW mit einer spezialisierten Firma abgeschlossenen öffentlichen Auftrags desinfizieren lässt;

In der Erwägung, dass unter manuellen oder mit Handwerkzeugen verrichteten Forstarbeiten Vorgänge zur Bestandsaufnahme und Kennzeichnung des Holzes, Auflockerung, Anpflanzung, Schnitt, Ausästung, Auffichtung und Unterhalt der Jagdinfrastrukturen, die mit allen herkömmlichen Handwerkzeugen und, falls erforderlich, mit mechanisierten Handwerkzeugen, die ausschließlich auf das Freischneidegerät und die Kettensäge beschränkt sind, durchgeführt werden, zu verstehen sind;

In der Erwägung, dass diese Einschränkung gerechtfertigt ist, weil die Verwendung anderer Werkzeuge oder mechanisierter Geräte dazu führen würde, dass im Falle eines Kontaktes möglicherweise vorhandene positive Knochen oder Kadaver verbreitet würden;

In der Erwägung, dass infolgedessen Vorbereitungs- und Auflockerungsarbeiten durch Kreiselbrechen oder Kämmen verboten sind;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen geeignet sind, der Empfehlungen des Wissenschaftlichen Ausschusses in seinem Schnellgutachten (09/2020) zu begegnen, der davon ausgeht, dass die Intervenierenden einen direkten Blick auf den Boden haben müssen und eine ungewollte Verbreitung des Virus durch die Vernichtung eines verwesenden oder ausgefaulten Kadavers, eines Knochens oder eines potentiell kontaminierten biologischen Stoffes bei der Ausübung von manuellen forstwirtschaftlichen Tätigkeiten unbedingt vermeiden müssen;

In der Erwägung, dass was spezifisch die für die Forstbewirtschaftung benutzten motorisierten forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen betrifft, diese ebenso wie die gegebenenfalls zum Einsatz gelangten Maschinentransporter zum Transport von Forstmaschinen innerhalb des Seuchengebiets auf Kosten der Wallonien auf der Grundlage des öffentlichen Vertrags, den die ÖDW mit einem spezialisierten Unternehmen abgeschlossen hat, vor dem Verlassen des Seuchengebiets desinfiziert werden müssen. Die Desinfektion der Maschinentransporter ist gerechtfertigt, da diese in der Regel für den Abtransport von forstwirtschaftlichen Geräten und Maschinen innerhalb und außerhalb des infizierten Gebietes verwendet werden, und es muss unbedingt verhindert werden, dass sie einen Vektor für die Ausbreitung der Krankheit auf nicht infizierte Waldgebiete darstellen; Außerdem dürfen Maschinen, die Zugang zu den Beständen hatten, eine Straße oder einen Schotterweg nicht wieder befahren, es sei denn, sie überqueren diese Straße oder diesen Schotterweg in der Breite, um zu einem anderen Bestand oder einer anderen Waldparzelle desselben Bestandes zu gelangen, die ebenfalls im Umkreis des Seuchengebiets liegt, solange sie nicht desinfiziert worden sind. Damit soll verhindert werden, dass die Forstmaschinen die Straße auf zahlreichen Metern befahren und damit das Risiko einer Verbreitung der Krankheit eingehen;

In der Erwägung, dass die herkömmlichen Handwerkzeuge, die mechanisierten Handwerkzeuge, die Fahrzeuge und Geräte, die von den Betreibern für die forstwirtschaftliche Nutzung eingesetzt werden, den gleichen Regeln für die Reinigung und Desinfektion unterliegen, wie sie für die manuelle Forstarbeit oder die Arbeit mit Handwerkzeugen festgelegt sind;

In der Erwägung, dass die Forstarbeiten oder die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung, um die forstwirtschaftliche Tätigkeit zu gewährleisten und den in ihrem Schnellgutachten (09-2020) geäußerten Empfehlungen des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK zu begegnen, vor ihrer Durchführung einerseits einem Verwaltungsschritt unterliegen werden, der zu Kontrollzwecken in der Übermittlung an den örtlich zuständigen Forstamtleiter einer Mitteilung über die Forstarbeiten bzw. eines Antrags auf Genehmigung der forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung besteht, und andererseits einer vorab durchgeführten Erkundung der Parzelle oder des Grundstücks, auf die sich der Genehmigungsantrag bezieht;

In der Erwägung, dass diese Dokumente ihm mitzuteilende spezifische Informationen enthalten, und dass sie verlängert werden können, es sei denn, die Bedingungen für den Zugang und die Sicherheits- oder Biosicherheitsmaßnahmen werden von den Intervenierenden nicht eingehalten;

In der Erwägung, dass die Art des vorzulegenden Dokuments im Hinblick auf die Art des Risikos, das mit den durchzuführenden Tätigkeiten im forstwirtschaftlichen Sektor verbunden ist, gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass der berufliche Forstbetreiber, der Forsteigentümer oder der Jäger (spezifisch für den Unterhalt der Jagdinfrastrukturen), bei der Einreichung der Mitteilung und des Genehmigungsantrags auch eine Bescheinigung über die Teilnahme an einem Lehrgang der Wallonischen Region für Biosicherheitsmaßnahmen und eine ehrenwörtliche Verpflichtung zur strengen Einhaltung der gelehrten Sicherheits- und Biosicherheitsmaßnahmen beifügt;

In der Erwägung, dass der Intervenierende nach Abschluss der Desinfektion der für die Forstbewirtschaftung benutzten motorisierten forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen dem Förster das Zertifikat über die Durchführung der Desinfektion durch das spezialisierte Unternehmen überreicht;

In der Erwägung, dass diese verschiedenen Dokumente mit Ausnahme des dem örtlich zuständigen Forstamtleiter zu übermittelnden Zertifikats über die Desinfektion der Geräte und Maschinen durch das von der Wallonie beauftragte, spezialisierte Unternehmen sowie ihr Inhalt im Anhang zu dem vorliegenden Ministeriellen Erlass beigefügt werden;

In der Erwägung, dass die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung in dem Seuchengebiet nur für berufliche Forstbetreiber und Forsteigentümer erlaubt ist, die über eine MwSt.-Nummer in Verbindung mit dem Forstsektor verfügen;

In der Erwägung, dass es sich zu Zwecken der Sicherheit und Biosicherheit empfiehlt, zu vermeiden, dass sich Privatpersonen oder Personen, deren Beruf nicht zum Holzsektor gehört, in die Waldgebiete begeben, was die Verbreitung der Krankheit in noch nicht infizierte Waldgebiet oder die Einführung der Afrikanischen Schweinepest in Schweinezuchtbetriebe begünstigen könnte;

In der Erwägung, dass es sich bei den Tätigkeiten im landwirtschaftlichen Sektor im Wesentlichen um Tätigkeiten handelt, die den Anbau und die Viehzucht betreffen;

In der Erwägung, dass sich die Felder und Weiden für die Durchführung dieser Tätigkeiten in einer offenen Umgebung außerhalb des Waldes befinden;

In der Erwägung, dass diese Umgebung nicht den Hauptlebensraum der Wildschweine darstellt;

In der Erwägung, dass die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest durch die Ausscheidungen von kranken Wildschweinen, die möglicherweise bei ihren Wanderungen auf Feldern und Weiden anzutreffen sind, aufgrund der Beschaffenheit ihrer Matrix und der Tatsache, dass sie klimatischen Einflüssen außerhalb der Wälder ausgesetzt sind, als gering angesehen wird;

In der Erwägung, dass nur eine sehr begrenzte Anzahl der im Wald gefundenen toten Wildschweine in der Nähe von Schotterwegen gefunden wurde und daher die Wahrscheinlichkeit des Kontakts auf dieser Art von Boden begrenzt ist;

In der Erwägung, dass das Fehlen von Ausbreitungsparametern wie dem Wald - dem Inkubationsgebiet der Seuche - und des Gradienten der Resistenz gegen das Virus zeigt, dass die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bei der Ausübung landwirtschaftlicher Tätigkeiten gering ist, sofern der Zugang zum Feld oder zur Weide über Schotterwege gewährleistet ist;

In der Erwägung, dass diese Gefahr für ein Feld oder eine Weide, die sich in einem Gebiet befindet, das innerhalb des Waldes über Schotterwege zugänglich ist, nicht erhöht wird;

In der Erwägung, dass landwirtschaftliche Tätigkeiten nicht die Gefahr einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest auf nicht infizierte Waldgebiete mit sich bringen können;

In der Erwägung, dass alle Wildschweine, die sich gegebenenfalls auf Feldern und Weiden befinden, ebenso wie durch Tätigkeiten des forstwirtschaftlichen Sektors durch laute landwirtschaftliche Tätigkeiten gestört werden, und dass sie in ihrer natürlichen Umgebung, nämlich dem Wald, Zuflucht suchen werden;

In der Erwägung, dass der Agrarsektor, um diese Möglichkeit auszugleichen, in Absprache mit der Wallonischen Region eine Variante der auf den Forstsektor angewandten Sicherheits- und Biosicherheitsmaßnahmen (Desinfektion der Fahrzeuge, differenzierte Zuteilung zwischen der Produktion im Gebiet und außerhalb des Gebiets, Organisation der landwirtschaftlichen Arbeiten) beschlossen hat, um den diesbezüglichen Anforderungen der FASNK Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass das Nullrisiko einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest durch diese Art von Tätigkeiten nicht garantiert werden kann, dass es aber angesichts der Persistenz und Resistenz des Virus in diesem Umfeld und der angemessenen Maßnahmen zur Verhinderung der Ausbreitung der Epidemie weiterhin reduziert bleibt;

In der Erwägung, dass, um der Empfehlung zu entsprechen, die der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in seinem Schnellgutachten (09-2020) ausgesprochen hat, die im Waldgebiet eingeschlossenen Felder vor ihrer Ernte einem Verwaltungsverfahren unterzogen werden müssen, wonach ein Genehmigungsantrag zu Kontrollzwecken unter Verwendung des beigefügten Musters beim örtlich zuständigen Forstamtleiter eingereicht und eine vorab durchgeführte Erkundung des eingeschlossenen Feldes, auf die sich der Genehmigungsantrag bezieht, durch den landwirtschaftlichen Betreiber durchgeführt werden muss;

In der Erwägung, dass dieses Dokument ihm mitzuteilende spezifische Informationen enthält;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck und in diesem besonderen Zusammenhang möglich und angemessen ist, unter Einhaltung bestimmter Bedingungen vom allgemeinen Verbot des Verkehrs in dem Wald abzuweichen, um die Ausübung landwirtschaftlicher Tätigkeiten im Seuchengebiet zu ermöglichen;

In Anbetracht der Tatsache, dass Aktivitäten wie die Fischzucht ebenso wie Aktivitäten im Bereich der Landwirtschaft Aktivitäten sind, die außerhalb des Waldes stattfinden;

In der Erwägung, dass, wenn bestimmte wirtschaftliche Aktivitäten im Bereich der Fischzucht in frischen und feuchten Gebieten stattfinden, diese am Rande von künstlich angelegten Gewässern durchgeführt werden, die regelmäßig aufgesucht, vom Betreiber überwacht und durch menschliche Aktivitäten gestört werden; dass diese Gebiete daher nicht geeignet sind, potenziell infizierte Wildschweine anzulocken, die bevorzugt Waldgebiete, in denen Ruhe herrscht, aufsuchen, um dort zu sterben;

In der Erwägung, dass erwiesen ist, dass die Resistenz des Virus in einem infizierten Kadaver im Vergleich zu Exkrementen bedeutend ist;

In der Erwägung, dass die Gefahr, einen infizierten Wildschweinkadaver zu finden, an Orten, an denen diese Art von Aktivitäten ausgeübt wird, jedoch im Vergleich zum Wald gering ist;

In der Erwägung, dass der Zugang zur Ausübung dieser Art von Aktivitäten nur über Straßen oder Schotterwege erfolgen kann;

In der Erwägung, dass im Übrigen die Ausbreitung des Virus im Wasser keinen plausiblen Ausbreitungsparameter darstellt, da es in einem großen Wasserkörper verdünnt wird;

In der Erwägung, dass das Nullrisiko einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bei der Ausübung dieser Art von Aktivitäten nicht garantiert werden kann, jedoch angesichts der Auflagen, die in Bezug auf die Ausübung dieser Aktivitäten gelten, begrenzt bleibt;

In der Erwägung, dass diese Aktivitäten darüber hinaus der Einhaltung der gleichen Bedingungen unterliegen wie die landwirtschaftlichen Tätigkeiten, insbesondere in Bezug auf die Zugänglichkeit und auf den Genehmigungsantrag;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung dieser verschiedenen Parameter möglich und angemessen ist, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Durchführung der Wirtschaftsaktivitäten im Bereich der Fischzucht im Seuchengebiet zu ermöglichen;

In Anbetracht der Tatsache, dass Abbauaktivitäten (Steinbrüche) ebenso wie Aktivitäten im Bereich der Landwirtschaft und der Fischzucht Aktivitäten sind, die außerhalb des Waldes stattfinden;

In der Erwägung, dass die Gefahr, einen infizierten Wildschweinkadaver zu finden, an Orten, an denen diese Art von Aktivitäten ausgeübt wird, im Vergleich zum Wald gering ist;

In der Erwägung, dass die menschliche Aktivität in der Umgebung dieser Abbaubereiche (Steinbrüche) Gefahr läuft, die Ruhe der Wildschweine zu stören, die vorzugsweise ruhige Feuchtgebiete in ihrem Heimatrevier suchen werden;

In der Erwägung, dass der Zugang zur Ausübung dieser Art von Aktivitäten nur über Straßen oder Schotterwege erfolgen kann;

In der Erwägung, dass das Nullrisiko einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bei der Ausübung dieser Art von Aktivitäten nicht garantiert werden kann, jedoch angesichts der Auflagen, die in Bezug auf die Ausübung dieser Aktivitäten gelten, begrenzt bleibt;

In der Erwägung, dass diese Aktivitäten darüber hinaus der Einhaltung der gleichen Bedingungen unterliegen wie die landwirtschaftlichen Tätigkeiten, insbesondere in Bezug auf die Zugänglichkeit und auf den Genehmigungsantrag;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung dieser verschiedenen Parameter möglich und angemessen ist, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Durchführung der Wirtschaftsaktivitäten im Bereich des Abbaus (Steinbrüche) im Seuchengebiet zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK für die Aktivitäten im touristischen Sektor (einschließlich der kulturellen Aktivitäten) in Bezug auf die Wanderer (Fußgänger) empfiehlt, einige wesentliche Bedingungen einzuhalten, und zwar die Anwendung von Biosicherheitsmaßnahmen wie das Wechseln von Kleidung und Schuhen nach einem Waldspaziergang, den Schotterwegen zu folgen und nicht tief in den Wald einzudringen, außer auf anerkannten markierten Wegen, und die Aufrechterhaltung des Verbots des Mitführens von Hunden während dieser Spaziergänge. Was die Campingplätze betrifft, so empfiehlt der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK, diese Aktivität auf die bestehenden Campingeinrichtungen zu beschränken, die sich innerhalb des Seuchengebiets befinden und darin eingeschlossen sind, und die angebotenen Aktivitäten von der Einhaltung der für Wanderer (Fußgänger) formulierten Empfehlungen abhängig zu machen (Wissenschaftlicher Ausschuss der FASNK - Schnellgutachten 09-2020 - Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald, Akte SciCom 2020/05, S. 33);

In der Erwägung, dass diese Empfehlungen berücksichtigt und bewertet werden, insbesondere im Hinblick auf die Verpflichtungen, die im Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch festgelegt sind, um die in diesem Erlass dargelegten Maßnahmen umzusetzen;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK eine ähnliche Argumentation wie die oben genannte anwendet in Bezug auf Gebiete von kulturellem und/oder touristischem Interesse, die in den Wäldern und Forsten des Seuchengebietes eingeschlossen sind;

In der Erwägung, dass die kulturellen Aktivitäten, wenn sie in Innenräumen stattfinden, organisiert werden können, vorausgesetzt, dass der Zugang zu im Wald gelegenen Grundstücken über Straßen oder Schotterwege erfolgt, und dass vorab ein Genehmigungsantrag zu Kontrollzwecken unter Verwendung des beigefügten Musters beim örtlich zuständigen Forstamtleiter eingereicht wird;

In der Erwägung, dass dieses Dokument ihm mitzuteilende spezifische Informationen enthält;

In der Erwägung, dass diese kulturellen Aktivitäten, wenn sie im Freien stattfinden, nicht in einem Waldgebiet stattfinden dürfen;

In der Erwägung, dass für die bestehenden Campingplätzen, die sich innerhalb des Seuchengebiets befinden und darin eingeschlossen sind, die Zugänglichkeit gewährleistet werden kann, vorausgesetzt, dass sie über Straßen oder Schotterwege erfolgt und dass der Betreiber dem örtlich zuständigen Forstamtleiter zu Kontrollzwecken eine vorherige Genehmigung nach dem Muster in der Anlage zu dem vorliegenden Erlass vorlegt;

In der Erwägung, dass unter diesen Umständen eine Lockerung der Maßnahmen zum Verbot des Verkehrs im Wald in Bezug auf diese Aktivitäten sowie durch die in den Artikeln 20 und 21 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch genannten Nutzer nicht gegen das Ziel der Beseitigung der Krankheit verstößt, das eine absolute Priorität darstellt, vorausgesetzt, dass die Sicherheits- und Biosicherheitsbedingungen eingehalten werden und dass der Zugang zu diesen Tätigkeiten und der Verkehr im Wald für die in den Artikeln 20 und 21 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch genannten Nutzer nicht einer Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang und einer Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang, je nach den täglichen Ephemeriden erfolgt;

In der Erwägung, dass ein erhebliches Risiko der Ausbreitung des Virus der Afrikanischen Schweinepest durch das Vordringen in den Wald zum Sammeln von Waldprodukten im Sinne von Artikel 3 Ziffer 18 und Ziffer 19 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch wie zum Beispiel Pilze, Blumen, wilden Aroma- und Heilpflanzen besteht, was zur Aufrechterhaltung des Verbots dieser Aktivitäten führt;

In der weiteren Erwägung, dass zwar kleine Benutzergruppen gemäß Artikel 20 und 21 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch zugelassen werden können, dass dies jedoch nicht für größere Gruppen oder vorübergehende Aktivitäten mit einer großen Anzahl von Teilnehmern gilt, da die Gefahr einer Störung der wild lebenden Tiere, die dadurch verursacht wird, besteht; die Obergrenze wurde auf Gruppen von 10 Personen festgelegt (z.B. zwei Familien mit Kindern);

In der Erwägung, dass die in dem vorliegenden Ministeriellen Erlass beschlossenen Maßnahmen bis Mitte September 2020 gelten;

In der Erwägung, dass dies dadurch gerechtfertigt ist, dass die Kombination der getroffenen Maßnahmen mit den von der Wallonischen Region im Herbst und Winter verabschiedeten und in den folgenden Monaten fortgeführten Maßnahmen und Entscheidungen Gegenstand regelmäßiger Beurteilungen vor Ort sind;

In der Erwägung, dass die Seuche, obwohl sie aufgrund des beträchtlichen Rückgangs der Zahl der Wildschweine in dem Seuchengebiet weniger präsent ist, in den Waldgebieten nach wie vor aktiv und bis heute noch nicht beendet ist;

In der Erwägung, dass die gegenwärtige Periode die der Geburten bei Wildschweinen ist, was die Gefahr eines erneuten Anstiegs der Zahl der infizierten Tiere mit sich bringt;

In der Erwägung, dass das Datum für die Eröffnung des neuen Jagdjahres auf den 15. September 2020 festgelegt wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region zu diesem Zeitpunkt zusätzlich über alle Vernichtungsmaßnahmen und epidemiologischen Überwachungsmaßnahmen für den Sommer verfügen wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region zu diesem Zeitpunkt, sofern nicht neue positive Fälle entdeckt werden, eine Akte auf europäischer Ebene eingereicht haben wird, um am 1. Oktober 2020 den Status "SEUCHENFREI AFRIKANISCHE SCHWEINEPEST" wieder zu erlangen;

In der Erwägung, dass der Öffentliche Dienst der Wallonie die Öffentlichkeit sowohl durch Broschüren oder Informationsblätter "Afrikanische Schweinepest, wir handeln gemeinsam" als auch durch eine Informationskampagne in allen Medien informiert hat und weiterhin informiert;

In der Erwägung, dass der sporadische, begrenzte und überwachte Zugang voraussichtlich nur marginale Auswirkungen auf die Ruhe des Wildes und auf die mögliche Verbreitung der kranken Wildschweine haben sollte,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° manuelle oder mit Handwerkzeugen verrichtete Forstarbeiten: die Vorgänge zur Bestandsaufnahme und Kennzeichnung des Holzes, Auflockerung, Anpflanzung, Schnitt, Ausästung, Aufflichtung und Unterhalt der Jagdinfrastrukturen, die mit allen herkömmlichen Handwerkzeugen und, falls erforderlich, mit mechanisierten Handwerkzeugen, die ausschließlich auf das Freischneidegerät und die Kettensäge beschränkt sind, durchgeführt werden;
- 2° forstwirtschaftliche Bewirtschaftung: ein Teil der Bewirtschaftung im Sinne von Artikel 3 Ziffer 10 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch und spezifisch für die Anwendung des vorliegenden Erlasses das Fällen, Rücken und Entfernen von Stamm- oder Kronenholz der Nadel- oder Laubbaumbestände, einschließlich der Bewirtschaftung von Windbrüchen unter Verwendung von Geräten und Maschinen, die für diese Art von Tätigkeit bestimmt sind;
- 3° forstwirtschaftliche Geräte und Maschinen: mechanische Geräte und Maschinen, die spezifisch für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung bestimmt sind, wie z.B. Harvester, Skidder, Forwarder usw.;
- 4° Straße: die Straße im Sinne von Artikel 3 Ziffer 24 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch;
- 5° Weg: der Weg im Sinne von Artikel 3 Ziffer 7 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch;
- 6° Pfad: der Pfad im Sinne von Artikel 3 Ziffer 25 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch;
- 7° Forstgesetzbuch: das Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch.

Art. 2 - In Abweichung der Artikel 19 bis 23 und 27 des Dekrets vom 15. Juli 2018 über das Forstgesetzbuch ist es jedem untersagt, sich außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches in den Wäldern und Forsten zu bewegen, die sich innerhalb der Außengrenzen des Seuchengebiets befinden, die in dem Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegt wurden.

Alle Zugangsgenehmigungen, die gegebenenfalls auf der Grundlage der oben genannten Artikel vor dem Datum der Bestätigung des Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest in der Wallonischen Region, also vor dem 13. September 2018 erteilt wurden, werden ausgesetzt.

Folgenden Personen kann ausschließlich im Rahmen der für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest erforderlichen Maßnahmen, insbesondere zur Feststellung weiterer Seuchenherde, Vernichtung der Wildschweine und Beseitigung der verendet aufgefundenen oder erlegten Wildschweine, erlaubt werden, von dem Verbot in Absatz 1 abzuweichen, unter der Bedingung, dass sie die Biosicherheitsausbildung gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen abgelegt haben, und dass sie die in Artikel 13 des vorliegenden Erlasses erwähnte Desinfektion durchführen, um die Ausbreitung der Krankheit zu verhindern: die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und jede von diesen Abteilungen bevollmächtigte Person, die Inhaber eines Jagdrechts und ihre vereidigten Jagdhüter, die Eigentümer, die Personalmitglieder des Netzwerks der Gesundheitsüberwachung der wildlebenden Tiere in der Wallonie "Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie", die Personalmitglieder des Zivilschutzes, die Personalmitglieder der für Tierseuchen zuständigen Dienststellen und die Personalmitglieder der lokalen und föderalen Polizei, die Personalmitglieder entweder der Verwaltungen oder der spezialisierten Unternehmen, die für die Errichtung eines Zauns zur Begrenzung der Wanderungen von Wildschweinen im Seuchengebiet verantwortlich sind. Dem Personal der Unternehmen, das für die Desinfektion der im Seuchengebiet eingesetzten forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen der Holzunternehmen zuständig ist, wird ebenfalls ausschließlich im Rahmen der für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest erforderlichen Maßnahmen erlaubt, von dem Verbot in Absatz 1 abzuweichen.

Diesen Personen ist es während 72 Stunden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen, nachdem - je nach Fall - für die im ersten Satz von Absatz 3 Satz 1 genannten Personen Reinigungs- und Desinfektionsmaßnahmen und für die im zweiten Satz von Absatz 3 genannten Personen jegliche Intervention im Seuchengebiet erfolgt ist. Für all diese Personen gilt, dass kein Material (Schuhe, Kleidung, Ausrüstung, Fahrzeuge), das im Seuchengebiet verwendet wird, in einen Schweinehaltungsbetrieb oder einen Umkreis, in dem Hausschweine gehalten werden, gelangen darf.

Art. 3 - In Abweichung von Artikel 2 werden Interventionen, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen und den Zugang zu den Wäldern und Forsten des Seuchengebiets abseits der Straße erfordern, unter den folgenden Bedingungen genehmigt:

- 1° die Intervention wird in Ausübung ihrer Aufgaben von den Rettungsdiensten, dem Zivilschutz, den Polizeikräften, den Personalmitgliedern und Betreibern der Wasserversorgungsnetze oder der Strom- oder Gasnetze, den Mitarbeitern von Infrabel, den Mitarbeitern der Mobilfunkbetreiber, den Personalmitgliedern oder Bevollmächtigten der gemeinschaftlichen Infrastrukturen oder der Infrastrukturen öffentlichen Interesses oder den mit der Instandhaltung der Straßen und Wege beauftragten Personen durchgeführt;
- 2° sofern es sich nicht um eine lebensbedrohliche Notlage handelt, ist die Intervention vorab schriftlich dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen mitzuteilen;
- 3° die Ruhe der Wälder und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;
- 4° bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug, die Schuhe und die Ausrüstung, die verwendet wurden, gemäß Artikel 13 durchzuführen;
- 5° beim Auffinden eines Wildschweinkadavers darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;
- 6° innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen ist es den Intervenierenden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen;

- 7° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die im Seuchengebiet benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

Art. 4 - In Abweichung von Artikel 2 wird Personen, deren Wohnsitz oder Zweitwohnsitz sich in den Wäldern und Forsten innerhalb des Seuchengebiets befindet, und nicht über die Straße erreichbar ist, weiterhin erlaubt, unter folgenden Bedingungen dort abseits der Straße zu fahren:

- 1° der Verkehr abseits der Straße ist auf den alleinigen Zugang zu diesem Wohnsitz oder Zweitwohnsitz beschränkt;
- 2° der Zugang erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;
- 3° die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;
- 4° die Ruhe der Wälder und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;
- 5° bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug, und gegebenenfalls für die Schuhe gemäß Artikel 13 durchzuführen;
- 6° beim Auffinden eines Wildschweinkadavers darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;
- 7° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen und die eine Zweitwohnung im Seuchengebiet besitzen, ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen innerhalb von 72 Stunden, nachdem sie ihre Zweitwohnung verlassen haben, untersagt;
- 8° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen und deren Wohnsitz sich im Seuchengebiet befindet, ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb untersagt, es sei denn, es handelt sich um Personen, deren berufliche Tätigkeit den Zutritt zu einem solchen Betrieb erfordert; in diesem Fall haben sie die Maßnahmen nach Artikel 13 zu befolgen;
- 9° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die im Seuchengebiet benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Art. 5 - Die Eigentümer und Benutzer, die ein in den Wäldern und Forsten des Seuchengebiets eingeschlossenes und für die Landwirtschaft, die Fischzucht oder Abbautätigkeiten (Steinbrüche) genutztes Grundstück besitzen, das sie nicht über die Straße, wohl aber über einen Schotterweg erreichen können, und zu dem sie gelangen möchten, um es zu bewirtschaften, ohne das es ihnen möglich ist, bis zum Ende des Zugangsverbots mit diesem Vorhaben zu warten, müssen einen Genehmigungsantrag gemäß dem Muster in Anhang III an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen richten. Die folgenden Bedingungen müssen erfüllt sein:

- 1° so schnell wie möglich und innerhalb einer Frist von höchstens 10 Werktagen nach dem Sendedatum des Antrags informiert der örtlich zuständige Forstamtleiter den Antragsteller über seine Entscheidung zu dem geäußerten Antrag; die Genehmigung deckt einen Zugangszeitraum von höchstens einem Monat ab der Erteilung der Genehmigung; vor Ablauf dieser Frist kann ein neuer Genehmigungsantrag gestellt werden, um die Erneuerung des Zugangsrechts zu beantragen;
- 2° die Erlaubnis ist auf den alleinigen Zugang zu diesem eingeschlossenen und für die Landwirtschaft, die Fischzucht oder eine Abbautätigkeit genutzten Grundstück beschränkt;
- 3° der Zugang erfolgt nur über Schotterwege, und es ist strengstens verboten, diese zu verlassen, bevor das im Waldgebiet eingeschlossene Grundstück erreicht wird; auf dem eingeschlossenen Grundstück darf der Schotterweg nur in einer offenen Umgebung verlassen werden, einschließlich der Ufer des Gewässers;
- 4° die Ruhe der Wälder und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;
- 5° eine vom Betreiber durchgeführte spezifische Erkundung des eingeschlossenen Grundstücks, auf das sich der Genehmigungsantrag bezieht, muss vor der Bewirtschaftung so schnell wie möglich und innerhalb der in Ziffer 1 genannten Höchstfrist von zehn Arbeitstagen erfolgen;
- 6° beim Auffinden eines Wildschweinkadavers darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;
- 7° in der Zeit zwischen einer Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang und einer Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang ist kein Zugang erlaubt;
- 8° innerhalb von 72 Stunden nach jeder Tätigkeit auf dem eingeschlossenen Grundstück, das für die Landwirtschaft, die Fischzucht oder Abbautätigkeiten genutzt wird, ist es den Intervenierenden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen;
- 9° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, forstwirtschaftliche Geräte und Maschinen usw., die bei einer auf einem eingeschlossenen Grundstück im Seuchengebiet durchgeführten Tätigkeit im Bereich der Landwirtschaft, der Fischzucht oder des Abbaus benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Die Nichteinhaltung der in dem vorliegenden Artikel genannten Verpflichtungen hat die Verweigerung weiterer Ausnahmen vom Verbot, sich außerhalb von Straßen, Wege und Pfade in dem von der Afrikanischen Schweinepest betroffenen Gebiet zu bewegen, zur Folge, bis Belgien seinen seuchenfreien Status für die Afrikanische Schweinepest wiedererlangt hat.

Art. 6 - In Abweichung von Artikel 2 wird der Verkehr auf Schotterwegen für jene Fahrzeuge zugelassen, die während der nächtlichen Bestandsaufnahmen zur Bestimmung der Abschusspläne für die Hirschjagd verwendet werden, die von der Abteilung Natur und Forstwesen organisiert werden.

Beim Auffinden eines Wildschweinkadavers darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren.

Den Intervenierenden ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach jeder Intervention in dem im Seuchengebiet einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

Das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die im Rahmen der in Absatz 1 genannten Tätigkeit im Seuchengebiet benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Art. 7 - In Abweichung von Artikel 2 wird der Verkehr außerhalb der Straßen in den Wäldern und Forsten im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches zur Durchführung von manuellen oder mit Handwerkszeugen verrichteten Forstarbeiten unter folgenden Mindestbedingungen erlaubt:

- 1° eine vorherige Mitteilung nach dem Muster in Anhang I ist von dem beruflichen Forstbetreiber, dem Forsteigentümer oder seinem Beauftragten mindestens 3 Werktage vor dem Beginn der manuellen oder mit Handwerkszeugen verrichteten Forstarbeiten an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen zu richten; diese Mitteilung betrifft einen Zugangszeitraum von höchstens einem Monat ab deren Sendung; eine neue Mitteilung kann mindestens 3 Arbeitstage vor Ablauf dieser Frist übermittelt werden, um das Zugangsrecht zu erneuern;
- 2° der Zugang zum Ort der Forstarbeiten erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;
- 3° bevor sie in dem Seuchengebiet tätig werden, absolvieren die Intervenierenden eine der Wallonie erteilte spezifische Biosicherheitsausbildung;
- 4° in der Zeit zwischen einer Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang und einer Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang ist kein Zugang erlaubt;
- 5° die Fahrzeuge, das Material, die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden, die für manuelle Forstarbeiten abseits der Schotterwege eingesetzt wurden, sind nach jeder Tätigkeit von den Intervenierenden gemäß Artikel 13 zu reinigen und zu desinfizieren;
- 6° beim Auffinden des Kadavers oder der Karkasse eines Wildschweins darf sich dem Kadaver oder der Karkasse unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;
- 7° innerhalb von 72 Stunden nach den Reinigungs- und Desinfektionsmaßnahmen oder nach jeglicher Tätigkeit im Seuchengebiet ist es den Intervenierenden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen;
- 8° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die bei den in dem Wald im Seuchengebiet durchgeführten manuellen Forstarbeiten benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Vorbereitungs- und Auflockerungsarbeiten durch Kreiselbrechen oder Kämmen sind in jedem Fall verboten.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass die Person, die die Mitteilung eingereicht hat, eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt, so kann sie die Einreichung einer neuen Mitteilung für die Durchführung der in diesem Artikel genannten Arbeiten sowie jede Ausnahme von dem im vorliegenden Erlass angeführten Verbot, sich außerhalb von Straßen, Wege und Pfade in dem von der Afrikanischen Schweinepest betroffenen Gebiet zu bewegen, verweigern, bis Belgien seinen seuchenfreien Status für die Afrikanische Schweinepest wiedererlangt hat.

Art. 8 - In Abweichung von Artikel 2 wird der Verkehr außerhalb der Straßen in den Wäldern und Forsten im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches für eine forstwirtschaftliche Nutzung unter folgenden Mindestbedingungen erlaubt:

- 1° ein vorheriger Genehmigungsantrag nach dem Muster in Anhang II ist von dem beruflichen Forstbetreiber, dem Forsteigentümer oder seinem Beauftragten an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen zu richten;
- 2° so schnell wie möglich und innerhalb einer Frist von höchstens 10 Werktagen nach dem Sendedatum des Antrags informiert der örtlich zuständige Forstamtleiter den Intervenierenden über seine Entscheidung zu dem geäußerten Antrag; die Genehmigung deckt einen Zugangszeitraum von höchstens einem Monat ab der Erteilung der Genehmigung; vor Ablauf dieser Frist kann ein neuer Genehmigungsantrag gestellt werden, um die Erneuerung des Zugangsrechts zu beantragen;
- 3° die von der Verwaltung durchgeführte spezifische Erkundung der Parzelle oder des Grundstücks, auf die sich der Genehmigungsantrag bezieht, muss vor der Bewirtschaftung so schnell wie möglich und innerhalb der in Ziffer 2 genannten Höchstfrist von zehn Arbeitstagen erfolgen und von einer Person, die über eine gute Kenntnis des betreffenden Gebiets verfügt und vom Forsteigentümer oder beruflichen Forstbetreiber beauftragt ist, überwacht werden;
- 4° der Zugang zu den Beständen erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;
- 5° bevor sie in dem Seuchengebiet tätig werden, absolvieren die Intervenierenden eine der Wallonie erteilte spezifische Biosicherheitsausbildung;
- 6° in der Zeit zwischen einer Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang und einer Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang ist kein Zugang erlaubt;
- 7° die Fahrzeuge, das Material, die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden, die für die forstwirtschaftliche Nutzung abseits der Schotterwege eingesetzt wurden, sind nach jeder Tätigkeit von den Intervenierenden gemäß Artikel 13 zu reinigen und zu desinfizieren;
- 8° Maschinen und Geräte, die Zugang zu den Beständen hatten, dürfen eine Straße oder einen Schotterweg nicht wieder befahren, es sei denn, sie überqueren diese Straße oder diesen Schotterweg in der Breite, um zu einem anderen Bestand oder einer anderen Waldparzelle desselben Bestandes zu gelangen, die ebenfalls im Umkreis des Seuchengebiets liegt; In allen anderen Fällen müssen sie wieder auf den Maschinentransporter verladen werden; Die Desinfektion der forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen der Holzunternehmen und der gegebenenfalls zum Einsatz gelangten Maschinentransporter, um die forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen innerhalb des Seuchengebiets zu transportieren ist Pflicht und wird auf Kosten der Wallonie auf der Grundlage des öffentlichen Vertrags, den die ÖDW mit einem spezialisierten Unternehmen abgeschlossen hat, vor dem Verlassen des Seuchengebiets durchgeführt; eine Bescheinigung über die Desinfektion der forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen wird von dem spezialisierten Unternehmen ausgestellt und am Ende des Desinfektionsverfahrens vom Intervenierenden an die Verwaltung übergeben;
- 9° beim Auffinden des Kadavers oder der Karkasse eines Wildschweins darf sich dem Kadaver oder der Karkasse unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

- 10° innerhalb von 72 Stunden nach den Reinigungs- und Desinfektionsmaßnahmen oder nach jeglicher Tätigkeit im Seuchengebiet ist es den Intervenierenden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen;
- 11° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, forstwirtschaftliche Geräte und Maschinen usw., die bei der im Seuchengebiet durchgeführten forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Da die Betriebe in Feuchtgebieten als stärker gefährdet gelten, sind für sie folgende zusätzliche Bedingungen zu erfüllen:

- 1° auf einem Streifen von fünfundzwanzig Metern rund um Quellen und Sickerflächen, auf einem Streifen von hundert Metern rund um Fassungsbrunnen oder auf einem Streifen von hundert Metern rund um Stauseen, sowie in torfhaltigen und torfähnlichen Böden, wie sie auf der pedologischen Karte der Wallonie angegeben sind, darf nur die Bewirtschaftung von Beständen von durch den Borkenkäfer befallenen Fichten oder von Windbrüchen in den Fichtenbeständen erlaubt werden;
- 2° auf einem Streifen von fünfundzwanzig Metern beiderseits der Wasserläufe, sowie auf hydromorphen Böden mit permanenter Wasserfläche, wie sie auf der pedologischen Karte der Wallonie angegeben sind, darf jegliche Bewirtschaftung nach dem Ermessen des örtlich zuständigen Forstamtleiters und unter den von ihm festgelegten Bedingungen genehmigt werden.

Die Nichteinhaltung der in dem vorliegenden Artikel genannten Verpflichtungen hat die Verweigerung jedes weiteren Genehmigungsantrags und jeder weiteren Ausnahme vom Verbot, sich außerhalb von Straßen, Wege und Pfade in dem von der Afrikanischen Schweinepest betroffenen Gebiet zu bewegen, zur Folge, bis Belgien seinen seuchenfreien Status für die Afrikanische Schweinepest wiedererlangt hat.

Art. 9 - In Abweichung von Artikel 2 können Bereiche von kultureller Bedeutung, die in Wäldern und Forsten des Seuchengebiets eingeschlossen sind, wie zum Beispiel Museen, Schlösser und Burgen oder Kulturstätten, deren Hauptaktivitäten im Gebäudeinnern stattfinden, mit Genehmigung des örtlich zuständigen Forstamtleiters unter den folgenden Bedingungen zugänglich gemacht werden:

- 1° ein vorheriger Genehmigungsantrag nach dem Muster in Anhang III ist von dem Betreiber jedes Bereichs von kulturellem Interesse oder seinem Beauftragten an den örtlich zuständigen Forstamtleiter zu richten;
- 2° so schnell wie möglich und innerhalb einer Frist von höchstens 10 Werktagen nach dem Sendedatum des Antrags informiert der örtlich zuständige Forstamtleiter den Betreiber über seine Entscheidung zu dem geäußerten Antrag;
- 3° der Zugang erfolgt ausschließlich über Schotterwege, deren Verlassen für Betreiber, Mitarbeiter, Besucher und Nutzer von Bereichen von kulturellem Interesse strengstens verboten ist;
- 4° in den Bereichen von kulturellem Interesse sind Außenaktivitäten in Waldgebieten verboten;
- 5° beim Auffinden eines Wildschweinkadavers darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;
- 6° in der Zeit zwischen einer Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang und einer Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang ist kein Zugang erlaubt;
- 7° den Besuchern von Bereichen von kulturellem Interesse und dem Personal dieser Bereiche sowie ihren Fahrzeugen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach dem Aufenthalt in den besagten Bereichen einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.
- 8° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die im Bereich von kulturellem Interesse benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Der Betreiber jedes Bereichs von kulturellem Interesse, zu dem der Forstamtleiter Zutritt gewährt, muss eine angemessene Beschilderung anbringen, um die Verbote des vorliegenden Erlasses sichtbar zu machen. Zudem informiert er sein Personal, die Besucher und die Nutzer der genannten Bereiche über die mit der Afrikanischen Schweinepest verbundenen Risiken und die zu treffenden Maßnahmen zur Minimierung dieser Risiken.

Die Nichteinhaltung der in dem vorliegenden Artikel genannten Verpflichtungen hat die Verweigerung jedes weiteren Genehmigungsantrags und jeder weiteren Ausnahme vom Verbot, sich außerhalb von Straßen in dem von der Afrikanischen Schweinepest betroffenen Gebiet zu bewegen, zur Folge, bis Belgien seinen seuchenfreien Status für die Afrikanische Schweinepest wiedererlangt hat.

Art. 10 - In Abweichung von Artikel 2 können bestehende Campingplätze, die sich in Wäldern und Forsten des Seuchengebiets befinden und dort eingeschlossen sind, unter den folgenden Bedingungen zugänglich gemacht werden:

- 1° ein vorheriger Genehmigungsantrag nach dem Muster in Anhang III ist von dem Betreiber des Campingplatzes oder seinem Beauftragten an den örtlich zuständigen Forstamtleiter zu richten;
- 2° so schnell wie möglich und innerhalb einer Frist von höchstens 10 Werktagen nach dem Sendedatum des Antrags informiert der örtlich zuständige Forstamtleiter den Betreiber des Campingplatzes über seine Entscheidung zu dem geäußerten Antrag;
- 3° der Zugang erfolgt ausschließlich über Straßen oder Schotterwege, deren Verlassen für Betreiber des Campingplatzes, Mitarbeiter des Campingplatzes, Besucher und Nutzer des Campingplatzes strengstens verboten ist;
- 4° der Betreiber des Campingplatzes bringt geeignete Schilder an, um dieses Verbot konkret darzustellen;
- 5° der Betreiber des Campingplatzes erteilt den Besuchern und Nutzern des Campingplatzes Informationen über die mit der Afrikanischen Schweinepest verbundenen Risiken und die zu treffenden Maßnahmen zur Minimierung dieser Risiken;
- 6° beim Auffinden eines Wildschweinkadavers darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;
- 7° in der Zeit zwischen einer Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang und einer Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang ist kein Zugang zu den Wäldern und Forsten erlaubt;

- 8° innerhalb von 72 Stunden nach ihrem Besuch des betreffenden Gebiets ist es den Besuchern des Campingplatzes, den Betreibern des Campingplatzes und deren Mitarbeitern untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;
- 9° Das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die auf dem Campingplatz benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Die Nichteinhaltung der in dem vorliegenden Artikel genannten Verpflichtungen hat die Verweigerung jedes weiteren Genehmigungsantrags und jeder weiteren Ausnahme vom Verbot, sich außerhalb von Straßen, Wege und Pfade in dem von der Afrikanischen Schweinepest betroffenen Gebiet zu bewegen, zur Folge, bis Belgien seinen seuchenfreien Status für die Afrikanische Schweinepest wiedererlangt hat.

Art. 11 - In Abweichung von Artikel 2 wird der Zutritt zum Wald für Fußgänger ausschließlich auf Wegen und Pfaden, die die Wälder und Forste durchqueren, die sich innerhalb des im Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegten Umkreises des Seuchengebietes befinden, in den Teilen des Seuchengebiets unter Einhaltung der folgenden Bedingungen erlaubt:

- 1° in der Zeit zwischen einer Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang und einer Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang ist kein Zutritt erlaubt;
- 2° Gruppen von mehr als 10 Personen und Streckenmarkierungen für vorübergehende Veranstaltungen sind nicht erlaubt;
- 3° beim Auffinden eines Wildschweinkadavers darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;
- 4° innerhalb von 72 Stunden nach ihrem Besuch des Seuchengebiets ist es den Fußgängern untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;
- 5° Hunde, Pferde und andere Haustiere, die im Seuchengebiet an der Leine beziehungsweise an der Longe ausgeführt worden sind, sowie Kleidung und Schuhe, die für Spaziergänge in den Wäldern verwendet werden, dürfen nicht in einen Schweinehaltungsbetrieb eingeführt werden.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht eingehalten wird, kann sie den betreffenden Personen den Zutritt zum ASP-infizierten Gebiet untersagen, bis Belgien seinen seuchenfreien Status wiedererlangt hat.

Art. 12 - In Abweichung von Artikel 2 wird der Zutritt für Fahrradfahrer und Führer von Zug-, Last- Reit- oder Zuchttieren auf den Wegen, die die Wälder und Forste durchqueren, die sich innerhalb des im Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegten Umkreises des Seuchengebietes befinden, für diese Nutzer unter Einhaltung der folgenden Bedingungen erlaubt:

- 1° in der Zeit zwischen einer Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang und einer Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang ist kein Zutritt erlaubt;
- 2° Gruppen von mehr als 10 Personen und Streckenmarkierungen für vorübergehende Veranstaltungen sind nicht erlaubt;
- 3° beim Auffinden eines Wildschweinkadavers darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;
- 4° innerhalb von 72 Stunden nach ihrem Besuch des Seuchengebiets ist es den in diesem Artikel erwähnten Nutzern untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;
- 5° die Zug-, Last- Reit- oder Zuchttiere, das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die von den in diesem Artikel erwähnten Nutzern im Seuchengebiet benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht eingehalten wird, kann sie den betreffenden Personen den Zutritt zum ASP-infizierten Gebiet untersagen, bis Belgien seinen seuchenfreien Status wiedererlangt hat.

Art. 13 - Wenn aufgrund des vorliegenden Erlasses eine Desinfektion erforderlich ist, gelten folgende Mindestmaßnahmen:

- 1° für Geräte und Fahrzeuge (einschließlich den Innenteppichen, Rädern und Seitenschwellern) bei einer Zufahrt abseits von Schotterstraßen:
 - a) alle Spuren von Erde werden beseitigt, erforderlichenfalls mit einer Bürste;
 - b) eine erste Reinigung mit Seifenwasser wird durchgeführt;
 - c) die Desinfektion als solche erfolgt dann durch Besprühen mit einer Lösung von Viruzidprodukten, die gemäß der Verordnung (EG) Nr. 528/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Mai 2012 über die Bereitstellung auf dem Markt und die Verwendung von Biozidprodukten zugelassen sind, und die sich als wirksam gegen das die Afrikanische Schweinepest verursachende Virus erwiesen haben;
 - d) Stiefel und Schuhe werden nicht nur gereinigt und desinfiziert, sondern auch im Fahrzeug in einem dafür vorgesehenen Kunststoffbeutel oder -behälter aufbewahrt; anschließend werden sie in einer Lösung aus reinem Natriumhypochlorit (NaClO) in einer wässrigen Lösung mit Salz (NaCl) (Typ Bleichmittel), die um 10 % verdünnt wird, über Nacht eingeweicht;
- 2° für die Personen:
 - a) eine Dusche ist so schnell wie möglich zu nehmen;
 - b) die getragene Kleidung wird bei hoher Temperatur gewaschen; wenn sich die Suche über mehrere Tage hintereinander erstreckt, können die Beteiligten die Kleidung am Ende dieses Zeitraums waschen, aber diese Kleidung wird nur für die Suche verwendet;
 - c) bei Kontakt mit einem Wildschwein wird die getragene Kleidung noch am selben Tag bei mindestens 60°C gewaschen.

Art. 14 - Nicht abgelaufene Genehmigungen, die auf der Grundlage des Ministeriellen Erlass vom 16. Januar 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen in seiner durch den Ministeriellen Erlass vom 24. März 2020 abgeänderten Fassung ausgestellt wurden, bleiben bis zu ihrem Ablauf gültig, ohne dass sie auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses verlängert werden müssen.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Er tritt am 15. September 2020 außer Kraft.

Namur, den 11. Mai 2020

C. TELLIER

Anhang I zum Ministeriellen Erlass vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

**NOTIFICATION DE TRAVAUX FORESTIERS
EN ZONE INFECTEE PAR LA PESTE PORCINE AFRICAINE**

(Article 7 de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020)

Das vorliegende Dokument ist an die Abteilung Natur und Forstwesen, in der Person des Leiters des örtlich zuständigen Forstamts, zu richten.

Gemäß Artikel 7 des Ministeriellen Erlasses vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, teilt der Unterzeichnete seine Absicht mit, sich zwecks der Durchführung von Forstarbeiten in das infizierte Gebiet abseits von Straßen, Wegen und Pfaden zu begeben:

| | | | |
|---|--|---------|--|
| NAME | | VORNAME | |
| GESELLSCHAFT | | | |
| UNTERNEHMENS- NUMMER | | | |
| HANDELSREGISTER- NUMMER | | | |
| ANSCHRIFT | | | |
| TELEFON | | | |
| E-MAIL | | | |
| <p>ART DER GEPLANTEN ARBEITEN, die ausschließlich manuell oder mit Handwerkzeugen durchgeführt werden:</p> <p> <input type="checkbox"/> Bestandsaufnahme und Kennzeichnung von Holz <input type="checkbox"/> Auflockerung <input type="checkbox"/> Anpflanzung <input type="checkbox"/> Schnitt und Ausästung <input type="checkbox"/> Auflichtung <input type="checkbox"/> Unterhalt einer Jagdinfrastruktur <input type="checkbox"/> Sonstiges (bitte angeben): </p> <p>Ich verpflichte mich dazu, dass weder ich noch meine möglichen Unterauftragnehmer mechanisierte Arbeiten wie das Kreiselbrechen oder Kämmen durchführen werden: <input type="checkbox"/></p> | | | |
| <p>BETREFFENDER UMKREIS:</p> <p> <input type="checkbox"/> Öffentlicher Wald Grundstück/Abschnitt/Parzelle: <input type="checkbox"/> Privater Wald Katasterparzelle/Gebiet abgegrenzt auf der beigefügten Karte (1/10.000): <input type="checkbox"/> </p> | | | |
| <p>STRECKE (direkteste befahrbare Verbindung):</p> | | | |
| <p>ZUGANGSZEITEN (mindestens 3 Werktage nach dem Versand der vorliegenden Mitteilung, und dies während eines Zeitraums von höchstens einem Monat ab diesem Versanddatum):</p> | | | |

Ich verpflichte mich, die folgenden Bedingungen zu beachten, und sicherzustellen, dass meine möglichen Unterauftragnehmer die folgenden Bedingungen beachten, die in dem verfügenden Teil des Erlasses angeführt werden:

- Der Zugang zu den Beständen erfolgt gemäß den Bestimmungen des Erlasses;
- Es wird keine Nachtarbeit (konkret eine Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang bis eine Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang - Ephemeriden) stattfinden, da die Maßnahmen zur Ausrottung der Wildschweine in dem infizierten Gebiet weitergeführt werden;
- Alle Beauftragten werden haben an einer vorherigen, von der Verwaltung organisierten Ausbildung für Biosicherheit teilzunehmen;
- Alle Beauftragten stellen sicher, dass täglich Desinfektionsmaßnahmen in Bezug auf Schuhe, Kleidung und Ausrüstung in Übereinstimmung mit den Anweisungen in Artikel 13 des Erlasses befolgt werden;
- Die verwendeten Fahrzeuge und Maschinen werden nach jeder Intervention gemäß den Anweisungen in Artikel 13 des Erlasses gereinigt und desinfiziert;
- Den Intervenierenden ist es strengstens untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach der Reinigung und der Desinfektion, die durch Artikel 13 vorgeschrieben sind, mit einem Schweinehaltungsbetrieb oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen, und kein Material (Schuhe, Kleidung, Ausrüstung, Fahrzeuge), das in dem infizierten Gebiet verwendet wird, darf in einen Schweinehaltungsbetrieb oder in ein Gebiet, in dem Hausschweine gehalten werden, gelangen;
- Wird ein Wildschweinkadaver gefunden, darf sich diesem unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden, und der Revierbedienstete (oder andernfalls die Telefonnummer **1718**) wird sofort benachrichtigt. Die Arbeiten werden bis zum Empfang der Ergebnisse der Analysen und bis auf Weiteres, falls sich der Kadaver als viropositiv erweist, ausgesetzt.

Ich bin mir bewusst, dass die Nichteinhaltung der oben genannten Verpflichtungen zur Folge haben wird, dass ich keine Ausnahmegenehmigung vom Verbot des Verkehrs abseits von Straßen, Wegen und Pfaden in dem von der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet mehr in Anspruch nehmen kann, bis Belgien seinen seuchenfreien Status für diese Krankheit wiedererlangt hat:

Ich erkenne an, dass die vorliegende Meldung mich nicht von der Einhaltung der geltenden Vorschriften befreit, insbesondere, wenn es sich um ein Natura 2000-Gebiet oder ein Gebiet handelt, in dem geschützte Arten aufgelistet sind, oder wenn eine Wasserdurchquerung erforderlich ist:

Geschehen zu, den

Unterschrift

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, beigelegt zu werden

Namur, den 11. Mai 2020

C. TELLIER

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

Anhang II zum Ministeriellen Erlass vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

**DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITATION FORESTIERE
EN ZONE INFECTEE PAR LA PESTE PORCINE AFRICAINE**

(Article 8 de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020)

Das vorliegende Dokument ist an die Abteilung Natur und Forstwesen, in der Person des Leiters des örtlich zuständigen Forstamts, zu richten.

Gemäß Artikel 8 des Ministeriellen Erlasses vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, beantragt der Unterzeichnete die Genehmigung, sich zwecks der Durchführung von Forstarbeiten in das infizierte Gebiet abseits von Straßen, Wegen und Pfaden zu begeben:

| | | | |
|--|--|---------|--|
| NAME | | VORNAME | |
| GESELLSCHAFT | | | |
| UNTERNEHMENS- NUMMER | | | |
| HANDELSREGISTER- NUMMER | | | |
| ANSCHRIFT | | | |
| TELEFON | | | |
| E-MAIL | | | |
| BETREFFENDER UMKREIS: | | | |
| <input type="checkbox"/> Öffentlicher Wald Grundstück/Abschnitt/Parzelle: <input type="checkbox"/> Privater Wald Katasterparzelle/Gebiet abgegrenzt auf der beigefügten Karte (1/10.000): <input type="checkbox"/> | | | |
| STRECKE (direkteste befahrbare Verbindung): | | | |
| ZUGANGSZEITEN (Zeitraum von höchstens einem Monat): | | | |
| <p><i>Vor der Ausstellung des Hauerlaubnisscheins kann eine Höchstfrist von 10 Werktagen ab dem Datum der Absendung des vorliegenden Genehmigungsantrags notwendig sein, um eine Untersuchung im Bewirtschaftungsbereich zu ermöglichen. Wir bitten Sie, diese Frist bei ihrem Antrag hinsichtlich der Zugangszeiten zu berücksichtigen. Wenn eine kürzere Frist in Anbetracht eines zwingenden Grunds gefordert wird, bitten wir Sie, vorher mit dem Leiter des örtlich zuständigen Forstamtes Kontakt aufzunehmen.</i></p> | | | |

Ich verpflichte mich, die folgenden Bedingungen zu beachten, und sicherzustellen, dass meine möglichen Unterauftragnehmer die folgenden Bedingungen beachten, die in dem verfügenden Teil des Erlasses angeführt werden:

- Der Zugang zu den Beständen erfolgt gemäß den Bestimmungen des Erlasses;
- Die von der Verwaltung, vor der Bewirtschaftung durchgeführte, spezifische Erkundung erfolgt in Anwesenheit einer vom Eigentümer oder Betreiber beauftragten Person, die über eine gute Kenntnis des betreffenden Gebiets verfügt;
- Es wird keine Nacharbeit (konkret eine Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang bis eine Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang - Ephemeriden) stattfinden, da die Maßnahmen zur Ausrottung der Wildschweine in dem infizierten Gebiet weitergeführt werden;
- Alle Beauftragten werden haben an einer vorherigen, von der Verwaltung organisierten Ausbildung für Biosicherheit teilzunehmen;
- Alle Beauftragten stellen sicher, dass täglich Desinfektionsmaßnahmen in Bezug auf Schuhe, Kleidung und Ausrüstung in Übereinstimmung mit den Anweisungen in Artikel 13 des Erlasses befolgt werden;
- Die für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung verwendeten Fahrzeuge, Maschinen sowie das Kleinmaterial werden nach jeder Intervention gemäß den Anweisungen in Artikel 13 des Erlasses gereinigt und desinfiziert;
- 8° Forstwirtschaftliche Maschinen und Geräte, die Zugang zu einem Waldgebiet hatten, dürfen eine Straße oder einen befestigten Weg nicht wieder befahren, es sei denn, sie überqueren diese Straße oder diesen befestigten Weg in der Breite, um zu einem anderen Bestand oder einer anderen Waldparzelle desselben Bestandes zu gelangen, die ebenfalls im Umkreis des Seuchengebiets liegt; In allen anderen Fällen müssen sie wieder auf den Maschinentransporter verladen werden; Die Desinfektion der forstwirtschaftlichen Maschinen und Geräte der Holzunternehmen und der gegebenenfalls zum Einsatz gelangten Maschinentransporter, um die Maschinen und Geräte innerhalb des Seuchengebiets zu transportieren ist Pflicht und wird auf Kosten der Wallonie auf der Grundlage des öffentlichen Vertrags, den die ÖDW mit einem spezialisierten Unternehmen abgeschlossen hat, vor dem Verlassen des Seuchengebiets durchgeführt; eine Bescheinigung über die Desinfektion der forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen wird von dem spezialisierten Unternehmen ausgestellt und am Ende des Desinfektionsverfahrens vom Intervenierenden an die Verwaltung übergeben;
- Den Intervenierenden ist es strengstens untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach der Reinigung und der Desinfektion, die durch Artikel 13 vorgeschrieben sind, mit einem Schweinehaltungsbetrieb oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen, und kein Material (Schuhe, Kleidung, Ausrüstung, Fahrzeuge), das in dem infizierten Gebiet verwendet wird, darf in einen Schweinehaltungsbetrieb oder in ein Gebiet, in dem Hausschweine gehalten werden, gelangen;
- Wird ein Wildschweinkadaver gefunden, darf sich diesem unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden, und der Revierbedienstete (oder andernfalls die Telefonnummer **1718**) wird sofort benachrichtigt. Die Arbeiten werden bis zum Empfang der Ergebnisse der Analysen und bis auf Weiteres, falls sich der Kadaver als viropositiv erweist, ausgesetzt.

Ich bin mir bewusst, dass die Nichteinhaltung der oben genannten Verpflichtungen zur Folge haben wird, dass ich keine Ausnahmegenehmigung vom Verbot des Verkehrs abseits von Straßen, Wegen und Pfaden in dem von der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet mehr in Anspruch nehmen kann, bis Belgien seinen seuchenfreien Status für diese Krankheit wiedererlangt hat:

Ich erkenne an, dass der vorliegende Genehmigungsantrag mich nicht von der Einhaltung der geltenden Vorschriften befreit, insbesondere, wenn es sich um ein Natura 2000-Gebiet oder ein Gebiet handelt, in dem geschützte Arten aufgelistet sind, oder wenn eine Wasserdurchquerung erforderlich ist:

| | |
|----------------------------|---|
| Der Verwaltung vorbehalten | Die Genehmigung wird erteilt /nicht erteilt (bitte angeben): Eventuelle Bemerkungen: |
|----------------------------|---|

Geschehen zu, den

Unterschrift

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 11. Mai 2020, durch den durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, beigefügt zu werden

Namur, den 11. Mai 2020

C. TELLIER

**Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,
Anhang III zum Ministeriellen Erlass vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald
vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu
begrenzen**

**ANTRAG AUF GENEHMIGUNG DES ZUGANGS ZU EINEM GEBIET, IN DEM DIE AFRIKANISCHE
SCHWEINEPEST PRÄSENT IST**

(Artikel 5, 9 und 10 des Ministeriellen Erlasses vom 11. Mai 2020)

Das vorliegende Dokument ist an die Abteilung Natur und Forstwesen, in der Person des Leiters des örtlich zuständigen Forstamts, zu richten.

Gemäß dem Ministeriellen Erlasses vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, beantragt der Unterzeichnete die Genehmigung, sich in das Seuchengebiet abseits von Straßen, Wegen und Pfaden zu begeben:

| | | | |
|---|--|---------|--|
| NAME | | VORNAME | |
| GESELLSCHAFT | | | |
| UNTERNEHMENS- NUMMER | | | |
| HANDELSREGISTER- NUMMER | | | |
| ANSCHRIFT | | | |
| TELEFON | | | |
| E-MAIL | | | |
| <p>BEGRÜNDUNG:</p> <p><input type="checkbox"/> Landwirtschaftliche Tätigkeit</p> <p><input type="checkbox"/> Tätigkeit im Bereich der Fischzucht</p> <p><input type="checkbox"/> Abbautätigkeit</p> <p><input type="checkbox"/> Bereich von kulturellem Interesse</p> <p><input type="checkbox"/> Campingplatz</p> <p><input type="checkbox"/> Sonstiges (<i>bitte angeben</i>):</p> | | | |
| <p>LOKALISIERUNG DER ZUGANGSSTELLE (Katasterparzelle, Ortslage, Gebiet abgegrenzt auf der beigefügten Karte (1/10.000):</p> | | | |
| <p>STRECKE (direkteste befahrbare Verbindung):</p> | | | |
| <p>ZUGANGSZEITEN (Zeitraum von höchstens einem Monat):</p> | | | |

Ich verpflichte mich, die folgenden Bedingungen zu beachten, und sicherzustellen, dass mein Personal oder meine eventuellen Berechtigten die folgenden Bedingungen beachten, die in dem verfügbaren Teil des Erlasses angeführt werden:

- Es wird kein Zugang nachts (konkret eine Stunde vor dem offiziellen Sonnenuntergang bis eine Stunde nach dem offiziellen Sonnenaufgang - Ephemeriden) in den Wäldern und Forsten stattfinden, da die Maßnahmen zur Ausrottung der Wildschweine in dem Seuchengebiet weitergeführt werden;
- Den Personen, die sich im Seuchengebiet außerhalb der Straßen, Wege und Pfade bewegt haben, ist es strengstens untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach diesem Zugang mit einem Schweinehaltungsbetrieb oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen;
- Kein Material (Schuhe, Kleidung, Ausrüstung, Fahrzeuge), das im Seuchengebiet verwendet wird, darf in einen Schweinehaltungsbetrieb oder einen Umkreis, in dem Hausschweine gehalten werden;
- Wird ein Wildschweinkadaver gefunden, darf sich diesem unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden, und der Revierbedienstete (oder andernfalls die Telefonnummer **1718**) wird sofort benachrichtigt.

Ich bin mir bewusst, dass die Nichteinhaltung der oben genannten Verpflichtungen zur Folge haben wird, dass ich keine Ausnahmegenehmigung vom Verbot des Verkehrs abseits von Straßen, Wegen und Pfaden in dem von der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet mehr in Anspruch nehmen kann, bis Belgien seinen seuchenfreien Status für diese Krankheit wiedererlangt hat:

Ich erkenne an, dass die vorliegende Meldung mich nicht von der Einhaltung der geltenden Vorschriften befreit, insbesondere, wenn es sich um ein Natura 2000-Gebiet oder ein Gebiet handelt, in dem geschützte Arten aufgelistet sind, oder wenn eine Wasserdurchquerung erforderlich ist:

| | |
|----------------------------|---|
| Der Verwaltung vorbehalten | Die Genehmigung wird erteilt /nicht erteilt (bitte angeben): Eventuelle Bemerkungen: |
|----------------------------|---|

Geschehen zu, den

Unterschrift

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, beigefügt zu werden

Namur, den 11. Mai 2020

C. TELLIER

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/20923]

11 MEI 2020. — Ministerieel besluit houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

De Minister van Bossen,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, en 84, § 1, lid 1, 3°;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is door het feit dat de sanitaire crisis die de Afrikaanse varkenspest is, een ernstige, zeer snel evoluerende crisis is, die vereist dat beslissingen onmiddellijk dienen te worden genomen rekening houdend met de situatie op het terrein;

Dat er, om de virale besmettelijke dierlijke ziekte doeltreffend te bestrijden, talrijke vroegtijdige maatregelen (uitgebreid net van omheiningen), proactieve maatregelen (intensieve prospectie in het geïnfecteerd gebied van 30.483 ha – vandaag goed voor 46.000 uren onderzoek, verwijdering van kadavers van gedode of dood aangetroffen dieren) en drastische maatregelen (intensieve inspanning voor vernietiging door het uitzetten van vallen en nachtschoten, intensivering van de jacht, installatie van aandrijf- en voederpunten, bioveiligheidsmaatregelen, gevoelige verhoging van het ter beschikking gesteld bestrijdings- en vernietigingsmateriaal : specifieke karabijnen, ontplooiing van een grootschalig net van uitgezette cameratraps, inzet van nachtkijkers) door het Waals Gewest zijn aangenomen zondra het primair geval van Afrikaanse varkenspest is vastgesteld en die ingezet zijn naarmate de tijd en de ziekte vorderden in twee gebieden die zijn vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 december 2019 en 18 december 2019, namelijk het besmette gebied en het versterkte observatiegebied;

Dat door de deskundigen, voor het nastreven van het einddoel, namelijk de uitroeiing van de ziekte op Waals grondgebied, geoordeeld wordt dat deze veelvuldige maatregelen onmogelijk gepaard kunnen gaan met het onbevoegd betreden van de bossen, omdat dit zowel de veiligheid van het personeel zou bedriegen dat de ziekte bestrijdt of helpt te bestrijden en de uitroeiing ervan beoogt, zowel als de veiligheid van degenen die recreatieve boswandelingen of maken of wegens andere doelen dan het beheer van de ziekte daar vertoeven;

Dat er bovendien is geoordeeld dat het behoud van vrij verkeer in de bossen bovendien de verspreiding van de ziekte buiten het geïnfecteerde gebied zou kunnen vergroten, hetzij naar niet-geïnfecteerde beboste gebieden, hetzij door de ziekte in varkenshouderijen en verwante bedrijven of bij gedomesticeerde varkens te introduceren;

Overwegende dat er bijgevolg, bij opeenvolgende ministeriële besluiten, een beslissing tot verbod op verkeer in de bossen is genomen en dat het laatste besluit het ministerieel besluit van 16 januari 2020 is, houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, zoals laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 24 maart 2020, waarbij evenwel bepaalde afwijkingen zijn voorzien voor een beperkt aantal rechthebbenden;

Dat de combinatie van de aangenomen en uitgevoerde bestrijdingsmaatregelen met de opeenvolgende verbodsbepalingen voor het verkeer in de bossen als doeltreffend wordt beschouwd en verder beschouwd blijft, zowel door de Europese deskundigen, gespecialiseerd terzake, als door het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV (Wetenschappelijk Comité van het FAVV - dringend advies nr. 09-2020 - Herbeoordeling van de risico's op verspreiding in de wilde fauna en op introductie van Afrikaanse varkenspest (AVP) in Belgische varkensbedrijven gebonden aan het voorwaardelijk hernemen van bosbouwwerkzaamheden in zone II) (dossier SciCom 2020/05);

Dat deze doeltreffendheid wordt aangetoond door enerzijds de massief dalende wilde zwijnenpopulatie in het geïnfecteerde gebied en anderzijds door de aanzienlijke afname van de schijnbare gevolgen van viropositieve gevallen bij wilde zwijnen sinds het aangetroffen primair geval van Afrikaanse varkenspest;

Dat sinds 11 augustus 2019 alleen beenderen worden aangetroffen van wilde zwijnen (de laatste dateren van 3 januari, 21 februari en 4 maart 2020 en wijzen op een sterfte 4 tot 6 maanden geleden door veterinaire deskundigen), waarvan de virologische analyses, uitgevoerd door het Belgisch referentielaboratorium Sciensano, aantonen dat ze positief reageren op het virus van de Afrikaanse varkenspest;

Dat deze vaststelling met name opgemaakt is kunnen worden na de periodes van intensievere opsporingen (prospectie) van kadavers, die plaatsvonden tussen 6 november 2019 en 10 december 2019 en vervolgens tussen 5 februari 2020 en 25 maart 2020. Deze tweede prospectieperiode werd in stand gehouden, met enkele aanpassingen wegens de COVID-19 pandemie en de aangenomen anti-verspreidingsmaatregelen;

Dat het, hoewel het om bemoedigende resultaten gaat, nog steeds een vaststaand feit is dat de Afrikaanse varkenspest aanwezig blijft in het geïnfecteerd gebied. De epidemie is nog niet helemaal uitgeroeid;

Dat deze resultaten bijdragen tot een nodige herevaluatie van de inperking van de ziekte voor de verschillende bosactiviteiten, die vorm hebben gekregen via de opeenvolgende tot nu aangenomen ministeriële besluiten houdende tijdelijke verkeersverboden in de bossen, waarbij niets afgedongen mag worden op het primair doel, namelijk de instandhouding van het algemeen belang en waarbij steeds voor ogen moet worden gehouden dat de ziekte, met name door de voorjaargeboortes, weer op kan duiken;

Dat deze evaluatie van de verschillende bosactiviteiten moet gebeuren in het licht van sneladvies 09-2020 dat het wetenschappelijk comité bij het FAVV op 20 maart 2020 (dossier SciCom 2020/05) overgemaakt en goedgekeurd heeft na de aanvraag door het Waals Gewest ingediend op 19 februari 2020, waarbij de verschillende bosactiviteiten beoordeeld worden op hun risico op verspreiding van het virus, en waarvan de inhoud besproken kon worden met de gewestelijke deskundigen op 10 april 2020, evenals op basis van advies 06-2020 dat het wetenschappelijk comité bij het FAVV op 20 maart 2020 (dossier SciCom 202019/11) overgemaakt en goedgekeurd heeft), waarbij een semi-kwantitatieve evaluatie opgemaakt wordt van de risico's in verband met de potentiële introductiewegen van Afrikaanse varkenspest van wilde fauna naar varkensfokkerijen en de verdere verspreiding, dan, in de varkensbedrijven;

Dat deze verschillende parameters, om redenen inherent aan de evolutie van de ziekte, aan de uitgestrektheid van het betrokken grondgebied, de recentste wetenschappelijke en epidemiologische gegevens ingezameld op 30 maart 2020 (voor de piek in de voorjaargeboortes) en onderzocht in de loop van de maand april 2020, aan de beoordeling van de

inzet met het oog op de vernietiging van 30 maart 2020 die recentelijk werden onderzocht, aan het recentste advies en sneladvies van het wetenschappelijk comité bij het FAVV op 20 maart 2020, op 25 maart 2020 medegedeeld aan de risicobeheerder en aan de lockdownmaatregelen voor de COVID-19 pandemie die het Waals beleid terzake enigszins afremmen, constant evalueren, waarbij een volledige anticipatie onmogelijk is;

Bijgevolg zouden de gegevens reeds voorbijgestreefd zijn bij het inacht nemen van een termijn van dertig dagen voor het aanvragen van het advies van de afdeling wetgeving van de raad van state;

Dat deze nieuwe elementen een aanpassing van de beslissingen en maatregelen aangenomen door het Waalse Gewest of de aanneming van nieuwe maatregelen vereisen;

De ingeroepen dringende noodzakelijkheid is vervuld;

Gelet op advies nr. 67.323/4 van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot gecontamineerde varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, sinds de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen het Waalse Gewest ertoe verplicht is, onmiddellijk meerdere drastische maatregelen in het geïnfecteerde gebied te nemen om, in de eerste plaats, de verspreiding van de ziekte naar niet-geïnfecteerde bosgebieden en het introduceren van de ziekte in varkensfokkerijen af te remmen en te voorkomen, en daarna, het virus op zijn grondgebied uit te roeien;

Dat deze maatregelen gestalte hebben gekregen en nog steeds worden uitgevoerd, met name door het uitvoeren en voortzetten van grootschalige vernietigingsverrichtingen bij het zetten van vallen en verrichten van nachtschoten, door het mobiliseren van een belangrijk personeelsmechanisme (aangepast ten gevolge van de COVID-19 pandemie) en materiële middelen (aankoop en terbeschikkingstelling van specifieke karabijnen, ontplooiing van een grootschalig net van cameratraps, verhoging van het aantal *spotters* van het type nachtlijkers) door het uitvoeren en voortzetten van intense opsporings- en afvoeringsverrichtingen van karkassen en beenderen van wilde zwijnen, het oprichten en het onderhoud van meer dan 300 km lange omheiningen, de bewustmaking en de uitvoering van bioveiligheidsmaatregelen, en de installatie van een afschietinstallatie met talrijke aandrijf- en voederpunten in de nabijheid van verharde wegen in het geïnfecteerd gebied;

Dat deze talrijke vroegtijdige, proactieve en drastische maatregelen tegen de ziekte worden aangepast en aangevuld naarmate de gezondheidstoestand evolueert en in overeenstemming met de aanbevelingen van regionale, nationale en Europese deskundigen en wetenschappers die gespecialiseerd zijn in het beheer van AVP;

Dat deze bestrijdingsmaatregelen niet mogen worden belemmerd door verstoringen die verband houden met het vrije verkeer in de bossen in de zin van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, waardoor de doeltreffendheid ervan aanzienlijk zou kunnen worden verminderd of zelfs in gevaar zou kunnen komen;

Overwegende dat het leefmilieu en het leefgebied van de soort wild zwijn, als enige wildsoort die besmet kan worden met het virus van de Afrikaanse varkenspest, hoofdzakelijk het bosmilieu is (zie GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 8);

Overwegende dat het virus dat de ziekte bij wilde zwijnen heeft teweeggebracht, niet alleen naar zijn of haar soortgenoten maar ook naar varkensfokkerijen kan overslaan;

Overwegende dat de bestaande wetenschappelijke documentatie over de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest aantoonde dat menselijke activiteit deze verspreiding tussen dieren die de ziekte zouden kunnen ontwikkelen, ook bevordert (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS en S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 7);

Overwegende dat er, bij toepassing van deze doctrine, van uit kan worden gegaan dat het behoud van het verkeer in het bosmilieu wegens enerzijds het verstoren van de zieke wilde dieren en anderzijds de (onrechtstreekse) mechanische virusoverdracht ten gevolge van een contact met een kadaver van wild zwijn of biologische stoffen uit geïnfecteerde wilde zwijnen een risico inhoudt op verspreiding van het virus naar niet-geïnfecteerde beboste gebieden en naar varkensfokkerijen;

Overwegende dat, om het risico op verspreiding van het virus maximaal te beperken, de menselijke activiteiten die volledig toegelaten of tijdelijk in de bossen verboden kunnen worden wegens het verspreidingsrisico dus beoordeeld dienen te worden op grond van wetenschappelijk onderzoek;

Overwegende dat een onaangepast beheer van de ziekte en een slechte beoordeling van het risico dat de ziekte overslaat naar varkensfokkerijen rampzalige en catastrofale economische gevolgen zouden hebben voor het gehele Waalse grondgebied en ruimer voor het Koninkrijk België en zelfs voor andere lidstaten;

Overwegende dat het, als de indamming van de ziekte dus niet gewaarborgd kan worden en de gevreesde verspreiding plaats vindt, weinig waarschijnlijk is dat de ziekte ondanks de aangenomen bestrijdingsmaatregelen kan worden beheerd;

Overwegende dat het Waalse Gewest om te handelen als normaal voorzichtige en naarstige beheerder van het algemeen nut, veiligheid en voorzichtigheid moet voorstaan door de epidemie in te sluiten en bestrijdingsmaatregelen in die zin aan te nemen;

Overwegende dat dit een zaak is van bescherming van het algemeen nut;

Overwegende dat er, bijgevolg, en om de doeltreffendheid en de bestendigheid van bovenvermelde bepalingen te waarborgen, met het oog op de bescherming van het algemeen belang, opeenvolgende ministeriële besluiten zijn genomen houdende een tijdelijk verbod op verkeer in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, w.o. de recentste het ministerieel besluit van 16 januari 2020 is tot tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 24 maart 2020;

Overwegende dat deze ministeriële besluiten evenwel bepaalde versoepelingen hebben voorzien voor de uitoefening van sommige met naam vermelde activiteiten, middels inachtneming van (bio)veiligheidsmaatregelen;

Overwegende dat de verschillende in het geding zijnde belangen en hun potentiële impact op de verspreiding van de ziekte in overweging zijn genomen om de versoepelingen te bepalen, met inbegrip van de particuliere belangen, maar dat de globale beoordeling van de potentiële risico's van elke activiteit in termen van waarschijnlijkheid dat de ziekte zich verspreidt volgens het kwestieus geval ertoe leidt dat ze ofwel geweigerd ofwel toegelaten worden volgens modaliteiten en voorwaarden die nu eens gelijkaardig en dan weer van elkaar verschillend zijn;

Overwegende dat de gelijktijdige uitvoering van de indamming van de epidemie door het verkeersverbod in de bossen en van de bestrijdings- en uitroeiingsbepalingen, tot dan aangenomen door het Waalse Gewest, door de gewestelijke, nationale en internationale deskundigen doeltreffend wordt geacht : niet alleen wordt de verspreiding van de ziekte beperkt tot het geïnfecteerd gebied, maar uit de laatste tellingen van levende wilde zwijnen, op het terrein

uitgevoerd via prospectieverrichtingen (zoals de prospectiekaarten van 9 maart 2020 uitwijzen) en de virologische analyses, uitgevoerd door het Belgisch referentielaboratorium Sciensano op de krenge van karkassen van, bij diezelfde verrichtingen, gedode of dood aangetroffen wilde zwijnen blijkt ook dat, in het geïnfecteerd gebied, sinds de ontdekking van het primair geval van Afrikaanse varkenspest de concentratie van op de ziekte positief reagerende wilde zwijnen gedaald is;

Dat het, hoewel het om bemoedigende resultaten gaat, nog steeds een vaststaand feit is dat de Afrikaanse varkenspest aanwezig blijft in het geïnfecteerd gebied;

Dat een terugkeer naar de volledige toepassing van de bepalingen vervat in het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek alsnog als voortijdig wordt beschouwd;

Overwegende dat bijgevolg geacht wordt dat het verkeersverbod in de bossen een doeltreffende, evenredige oplossing is die behouden moet worden, zowel om een overslaan van de ziekte naar onbesmette wilde fauna en naar varkensfokkerijen te voorkomen als om de bestrijdingsbepalingen en -beslissingen te garanderen die het Waals Gewest heeft aangenomen om de ziekte uit te roeien;

Overwegende dat het verkeersverbod in de bossen met het oog op de indamming van de ziekte en het voorkomen van de verspreiding ervan naar niet-besmette wilde fauna en van het overslaan ervan op varkensfokkerijen evenwel bepaalde inrichtingen vereist ten opzichte van de evolutie van de ziekte, van de terreingegevens ingezameld naar aanleiding van de opeenvolgende door het Waalse Gewest aangenomen bepalingen en beslissingen, evenals de risicobeoordeling door het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV, vorm gegeven door diens laatste adviezen (sneladvies 09-2020 en advies 06-2020) ten opzichte van sommige bosactiviteiten;

Overwegende dat het Waals Gewest aanvankelijk op 19 februari 2020 bij het Wetenschappelijk comité bij het FAVV de uitvaardiging van een sneladvies heeft aangevraagd voor de herbeoordeling van de verspreidingsrisico's bij wilde fauna en het overslaan van Afrikaanse varkenspest naar Belgische fokkerijen, gepaard gaand met een voorwaardelijke hervatting van verschillende bosactiviteiten, namelijk de activiteiten van de bossector, de activiteiten van de toeristische sector, de activiteiten van de jachtsector en de activiteiten van de landbouwsector;

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV de uitvaardiging van bedoeld advies heeft aangekondigd binnen een termijn van één maand te rekenen van de ingediende aanvraag;

Overwegende dat het Waals Gewest, rekening houdend met dat aspect, eveneens, op 24 februari 2020 dan, de uitvaardiging van een specifiek advies wegens hoogdringendheid (spoedeisend advies) heeft aangevraagd voor de herbeoordeling van de risico's op verspreiding naar wilde fauna en van het overslaan van Afrikaanse varkenspest naar Belgische fokkerijen, gepaard gaand met een voorwaardelijke hervatting van de boswerkzaamheden in geïnfecteerd gebied om te bepalen of de bosactiviteiten hervat zouden kunnen worden in geïnfecteerd gebied, en onder welke voorwaarden;

Overwegende dat deze dringende aanvraag geformuleerd werd ten gevolge van een overleg met de bossector en ten opzichte van de bijzondere situatie in deze sector, namelijk de verdere uitbreiding van de boomkever ondanks de toegekende afwijkingen, de sociaal-economische impact van de maatregelen nodig voor de bestrijding van het virus op de bosactiviteiten, de schade die de windworp heeft ondergaan door recent stormweer (januari en februari 2020), de schade aan de zaailingen en bosaanplantingen door de wilde dierenpopulaties andere dan everzwijnen en een semi-kwantitatieve evaluatie van de verschillende transmissiewegen van het virus;

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV op 2 maart 2020 een voorlopige versie heeft overgemaakt van zijn dringend advies (dringend advies 03-2020), rekening houdend met de gezamenlijke in het Waalse Gewest aangenomen en uitgevoerde maatregelen, dat een hervatting van de bosactiviteiten (boswerken en bosuitbatingen) gemachtigd kan worden, mits de naleving van technische en strikte (bio)veiligheidsmaatregelen. De definitieve versie van dit dringend advies werd door het Wetenschappelijk comité bij het FAVV goedgekeurd en aangenomen op 20 maart 2020;

Overwegende dat de voorwaardelijke hervatting voor de handmatige bosbouwwerkzaamheden of werkzaamheden met handgereedschap op basis van dit dringend advies vorm heeft aangenomen door het aannemen van het ministerieel besluit van 24 maart 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 januari 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen voor de beperking van de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat de conclusies en aanbevelingen, opgenomen in dit dringend advies, betreffende de activiteiten van de bosbouwsector, uitgebracht door het Wetenschappelijk comité bij het FAVV, in het sneladvies (09-2020) werden opgenomen, goedgekeurd op 20 maart 2020 betreffende de herbeoordeling van de risico's op verspreiding onder wilde fauna en overslaan van de Afrikaanse varkenspest op Belgische varkensfokkerijen, gepaard gaand met een voorwaardelijke hervatting van verschillende activiteiten in bos en woud (Dossier SciCom 2020/05);

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV overigens nog steeds op 20 maart 2020 een laatste advies heeft uitgebracht (advies 06-2020) betreffende de semi-kwantitatieve beoordeling van de risico's in verband met de potentiële wegen van introductie van Afrikaanse varkenspest van wilde fauna naar varkensfokkerijen en de verdere verspreiding naar de varkensbedrijven (Dossier SciCom 2019/11 : zelf ingesteld onderzoek);

Overwegende dat zowel het sneladvies (09-2020) als het zelf ingesteld onderzoek (06-2020) van het Wetenschappelijk comité bij het FAVV de risico's beoordelen van de verschillende transmissiewegen van Afrikaanse varkenspest zowel wat verspreiding betreft onder wilde fauna als via het overslaan ervan naar varkensbedrijven in functie van verschillende bosactiviteiten;

Overwegende dat er onder de onderzochte risicorelateerde activiteiten in deze adviezen verstaan worden, de hervatting van de boswerkzaamheden (boswerken met handgereedschap en de bosuitbatingen) in het geïnfecteerd gebied, de hervatting van de jachtactiviteiten in het geïnfecteerd gebied, de hervatting van de toeristische activiteiten in het geïnfecteerd gebied en de hervatting van de landbouwactiviteiten (met gebruik van graanopslagen) in geïnfecteerd gebied;

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV overigens meerdere aanbevelingen doet betreffende deze activiteiten, evenals voor het toezicht en het wetenschappelijk onderzoek voor de risicobeheerder, in dit geval het Waals Gewest, bij aanpassingen in verband met een hervatting van bosverkeer;

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV over het algemeen van mening is dat de epidemiologische situatie voor de Afrikaanse varkenspest bij wilde fauna in gunstige zin evolueerde en dat het acht dat de klaarblijkelijke impact van de gevallen op grond van de elementen in zijn bezit verlaagd zijn (geen verse viropositieve kadavers meer aangetroffen, geen afgeschoten wilde zwijnen meer of viropositieve gevallen voor het virus sinds augustus 2019);

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV, op grond van deze vaststelling en andere elementen in zijn bezit, het risico op verspreiding van het Afrikaanse varkenspestvirus onder de wilde fauna als « klein » labelt en het risico op overslaan ervan op varkensfokkerijen als « uiterst klein » (Wetenschappelijk comité bij het FAVV – sneladvies 09-2020 – Herbeoordeling van het risico op verspreiding van het Afrikaanse varkenspestvirus onder de wilde fauna als « klein » labelt en het risico op overslaan ervan op varkensfokkerijen door een voorwaardelijke hervatting van de verschillende bosactiviteiten – Dossier SciCom 2020/05, blz. 9);

Overwegende dat de conclusies en aanbevelingen die in deze adviezen te lezen staan in rekening worden genomen om de afweging van de in het geding zijnde belangen te herbeoordelen en de aanpassingen vast te stellen voor het verkeersverbod in de bossen;

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV in zijn sneladvies (09-2020) rekening houdend met de gezamenlijke drastische maatregelen die het Waals Gewest aangenomen en uitgevoerd heeft acht dat de verspreiding van de ziekte heden in geïnfecteerd gebied gestabiliseerd is;

Overwegende dat deze beoordeling, hoe correct ook, evenwel getemperd moet worden door het feit dat de toestand in geïnfecteerd gebied kritiek is en blijft, totdat de ziekte volledig zal zijn uitgeroeid : er worden nog steeds, via prospectief onderzoek, beenderen van wilde zwijnen aangetroffen, die positief reageren op het virus (recente data: 3 januari 2020, 21 februari 2020 en 4 maart 2020);

Overwegende dat het Waals Gewest, om de toestand onder volledige controle te houden, de gezamenlijke bestrijdingsmaatregelen die tot dan waren aangenomen, onder voorbehoud van de toestand toe te schrijven aan COVID-19, behoudt, daar zij doeltreffend zijn gebleken en een positief effect blijken te hebben op de ziektebeheersing;

Overwegende dat het dus op grond van de analyse en de overwegingen in het sneladvies (09-2020) van het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV (Dossier SciCom 2020/05) past, bij voorrang de depopulatie van wilde zwijnen in geïnfecteerd gebied in stand te houden om iedere nieuwe infectie in geïnfecteerd gebied, evenals daarbuiten, te voorkomen en te voorkomen dat de toestand in geïnfecteerd gebied endemisch wordt;

Overwegende dat het sanitair vacuüm door de jagers en de beamtten van de Waalse administratie (op ongewone uren, dagen en plaatsen) in stand gehouden dient te worden in het gezamenlijke geïnfecteerd gebied, en meer bepaald op plaatsen waar recent sporen zijn aangetroffen van rondlopende wilde zwijnen, om de uitroeiing van de ziekte te garanderen;

Overwegende dat dit tevens opgaat voor verrichtingen voor de prospectie en de afvoer van kadavers van wilde zwijnen, wat het dubbel voordeel oplevert dat de sylvatische cyclus onderbroken wordt en dat een datum gezet kan worden op de kadavers van wilde zwijnen;

Overwegende dat, hoewel de dichtheid in de wilde zwijnenpopulatie en dus de aanwezigheid van het virus in het geïnfecteerd gebied afgenomen is, de sporadische aanwezigheid van levende wilde zwijnen desalniettemin in geïnfecteerd gebied is bewezen, dankzij de rechtstreekse (nachtrondgangen en automatische fototoestellen) of onrechtstreekse (sporen) terreinwaarnemingen;

Overwegende dat de instandhouding van deze regeling, om overduidelijke redenen van veiligheid van personen en van verstoring van het wild, onverenigbaar is met niet-essentieel verkeer in de bossen in verband met het beheer van de ziele in geïnfecteerd gebied;

Overwegende dat het verkeer in de bossen bij nacht (meer bepaald één uur voor zonsondergang tot één uur na zonsopgang volgens de dagelijkse uren van zonsopgang en zonsondergang) in ieder geval met het oog op de veiligheid verboden moet worden;

Overwegende dat de uitvoering van iedere versoepelingsmaatregel inherent aan de hervatting van bosactiviteiten in geïnfecteerd gebied op voorhand onderworpen moet worden aan een onderzoek dat moet vaststellen of dit in overeenstemming is met de uitoefening van de bestrijdingsmaatregelen, aangenomen door het Waals Gewest;

Overwegende dat rekening houdend met het voorgaande, zelfs als de beoordeling van het wetenschappelijk comité van het FAVV bemoedigend van inhoud is, het evenwel niet mogelijk is te besluiten dat de ziekte verdwenen is;

Overwegende dat om die verschillende redenen de toegang tot geïnfecteerd gebied gemachtigd moet worden voor de personen belast met de bestrijding en uitvoering van maatregelen aangenomen tegen deze ziekte;

Dat deze talrijke vroegtijdige, proactieve en drastische maatregelen tegen de bepalend zijn in de uitroeiing van de ziekte en om van de EU-Commissie de status AVP-vrij terug te krijgen;

Overwegende dat er evenwel, mits enkele voorzorgs- en bioveiligheidsmaatregelen, voorzien kan worden in maatregelen ter tempering van dat algemeen verkeersverbod in de bossen voor een beperkt aantal rechthebbenden met het oog op de openbare veiligheid of de bereikbaarheid van bepaalde woonsten en tweede verblijven gelegen in de bossen en wouden van het geïnfecteerd gebied en die niet via de weg kunnen worden bereikt;

Overwegende dat deze inrichtingen personen en activiteiten beogen die niet verband houden met het beheer van Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat deze afwijking dus strikt beoordeeld moet worden ten opzichte van de potentiële risicograad van verspreiding van Afrikaanse varkenspest die zij zou kunnen tot gevolg zou kunnen hebben bij het overslaan naar niet-geïnfecteerde beboste gebieden en varkensfokkerijen;

Overwegende dat ten opzichte van de personen wier woonst gelegen is in geïnfecteerd gebied en die niet over de weg kunnen worden bereikt verboden is een varkensfokkerij te betreden behalve als ze een beroepsactiviteit kunnen bewijzen waarvoor ze een dergelijke fokkerij moeten betreden;

Overwegende dat ten opzichte van de personen wier tweede verblijf in geïnfecteerd gebied is gelegen en die ze niet kunnen betreden over de weg het verbod tot betreden van een varkensfokkerij beperkt is tot een duur van 72u volgend op het vertrek uit het tweede verblijf;

Overwegende dat dat verschil tussen een « absoluut » verbod en een « relatief » verbod uitgelegd wordt wegens het feit dat de personen die over een tweede woonst beschikken in geïnfecteerd gebied, onbereikbaar over de weg, van nature het geïnfecteerd gebied verlaten om terug te keren naar hun woonst, wat niet het geval is van de personen wier woonst gelegen is in geïnfecteerd gebied onbereikbaar over de weg;

Overwegende dat talrijke activiteiten type bosbouw landbouw, visteelt, ontginning (steengroeveproducten), cultuur en toerisme de impact ondergaan van het algemeen verkeersverbod in de bossen, nodig voor de indamming van de epidemie van Afrikaanse varkenspest en dus de uitroeiing ervan;

Overwegende dat de mogelijkheid tot toekenning van afwijkingen van individuele aard in dat opzicht geëvalueerd en beoordeeld wordt met de laatste adviezen van het Wetenschappelijk comité bij het FAVV en ten opzichte van de evolutie van de ziekte zoals aangetoond door de uitgevoerde prospectieverrichtingen met het oog op het mogelijk maken van een verderzetting of hervatting van deze activiteiten zonder dat dit nadelig mag zijn voor de door het Waalse Gewest aangenomen bepalingen en -beslissingen ter bestrijding van de verspreiding van het virus met het oog op de bescherming van het algemeen belang;

Overwegende dat de afweging van de in het geding zijnde belangen, rekening houdend met de risicograad, dus uitgevoerd dient te worden en dat resulteert in het toelaten van sommige activiteiten en andere niet, hoewel zij gelijkaardig zijn, of tenzij mits het uitvoeren van aanpassingen wegens het type omgeving (bosomgeving of open omgeving) waarin zij plaatsvinden;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité bij het FAVV in sneladvies 09-2020 (Dossier SciCom 2020/05) op blz. 4 aanstipt dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV acht dat de epidemiologische toestand voor de AFV bij wilde fauna in gunstige zin evolueerde sinds het laatste advies (sneladviezen 09-2019 en 10-2019), waaraan wordt

toegevoegd dat het wetenschappelijk Comité heden acht dat de verspreiding van het virus van de Afrikaanse varkenspest bij wilde fauna als "laag" wordt ingeschat en dat de waarschijnlijkheid da het virus overslaat naar varkensfokkerijen als "zeer laag" wordt ingeschat; *"De gevolgen van het voorkomen van een dergelijk geval zouden evenwel ernstig zijn gelet op de economische impact van het verlies van de officieel AVP-vrije status," aldus nog het advies;*

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV, om zijn herbeoordeling van het risico op een hervatting van verschillende bosactiviteiten in geïnfecteerd gebied te ondersteunen, zich gebaseerd heeft op de gezamenlijke geconsolideerde gegevens uit de intensieve verderzetting van de prospectie-activiteiten gevoerd van 6 november 2019 tot 10 december 2019 en vanaf 5 februari 2020, op de geconsolideerde gegevens van 17 februari 2020 voor de vernietiging van de wilde zwijnenpopulaties, de campagne van onderzoek van het fotografisch materiaal in het net vallen uitgezet in geïnfecteerd gebied, evenals op alle vroegtijdige, proactieve en drastische maatregelen tot dan aangenomen door het Waalse Gewest (Wetenschappelijk comité bij het FAVV, sneladvies 09-2020 – Herbeoordeling van de risico's op verspreiding onder wilde fauna en overslaan van Afrikaanse varkenspest naar varkensfokkerijen, gepaard gaan met een voorwaardelijke hervatting van verschillende bosactiviteiten, SciCom 2020/05, blz. 22-23);

Overwegende dat de hervatting van de verschillende activiteiten onderzocht door het Wetenschappelijk comité bij het FAVV in geïnfecteerd gebied bijgevolg, namelijk bosbouw, landbouw, opslaan van graanproducten, jacht en toerisme, enkel georganiseerd zullen kunnen worden voor zover de bestrijdingsmaatregelen aangenomen door het Waals Gewest strikt worden nageleefd door de verschillende actoren;

Overwegende dat er naast deze algemene maatregelen nog andere technische en specifieke in functie van de activiteit die in het bod doorgaat aanbevolen worden door het wetenschappelijk comité bij het FAVV;

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV, op grond van de gezamenlijke gegevens waarvan het kennis heeft gekregen en op voorwaarde dat de aanbevelingen uit sneladvies 09-2020 strikt worden nageleefd, met name acht dat een voorwaardelijke hervatting van de bosbouw- en toeristische activiteiten plaats kan vinden en dat er bijgevolg versoepelingen van de aangenomen verbodsmaatregelen uitgevoerd kunnen worden (Wetenschappelijk comité bij het FAVV – Sneladvies 09-2020 – Herbeoordeling van de risico's op verspreiding bij wilde faune en overslaan van Afrikaanse varkenspest op Belgische varkensfokkerijen gepaard gaand met een voorwaardelijke hervatting van verschillende bosactiviteiten, SciCom 2020/05, blz. 29);

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV, ten opzichte van de activiteiten in de bosbouwsector, met name aanbeveelt dat de plaats waar de hervatting van bosbouw en bosuitbatingen, overwogen door de beroepsexploitant en de boseigenaar voor uitvoering ervan aan een prospectie werden onderworpen tijdens één van de intensieve prospectieperiodes die plaats hebben gevonden tussen 6 november en 10 december 2019 en van 5 februari tot 25 maart 2020 door de beampten van de Waalse administratie (waarbij de laatste intensieve prospectieperiode ingekort en aangepast werd vanaf 18 maart 2020 wegens de maatregelen aangenomen ter bestrijding van het coronavirus – COVID-19), dat de bosbouwwerken en de bosuitbatingen niet ondernomen mogen worden in de gebieden waarin de resistentie van het virus in de biologische stoffen belangrijker zou zijn (poelen of andere vochtige gebieden), dat het perceel voor aanvang van een bosuitbating visueel onderzocht wordt op eventuele kadavers en dat de toegang tot de bestanden zowel voor de bosbouwwerken en voor de bosuitbating zover mogelijk via de verharde wegen plaatsvindt;

Overwegende dat eveneens wordt verplicht tot het nemen van (bio)veiligheidsmaatregelen (met inbegrip van die ter bestrijding van COVID-19) en ontsmettingsprocedures die volledig en strikt worden nageleefd door de professionele uitbaters en de boseigenaars;

Overwegende dat er na lezing van sneladvies 09-2020 van het Wetenschappelijk comité bij het FAVV op gewezen dient te worden dat er een onderscheid dient te worden gemaakt tussen de ligging van de bosactiviteiten enerzijds en de types bosactiviteiten anderzijds die hervat zouden kunnen worden in geïnfecteerd gebied;

Overwegende dat betreffende de lokalisering van de bosbouwactiviteiten daaraan moet worden gedacht dat, zoals door het wetenschappelijk comité van het FAVV aangestipt in zijn sneladvies 09-2020, ten eerste dat de waargenomen daling van de impact van Afrikaanse varkenspest op wilde zwijnen in geïnfecteerd gebied geen garantie biedt dat de druk te wijten aan de lokale infectie volledig gedaald is, ten tweede de resistentie van het virus hoog wordt gelabeld in de biologische stoffen, en ten derde dat het belang van het bereiken en behouden van het doel van de ontvolking van de wilde zwijnen in geïnfecteerd gebied de absolute prioriteit blijft om iedere nieuwe infectie te voorkomen;

Overwegende dat dus daaruit kan worden afgeleid dat de heropening van het geïnfecteerd gebied voor bosbouwwerken veralgemeend wordt naar het gehele geïnfecteerd gebied : in werkelijkheid is deze onderhevig aan de beoordeling door de houtvester van die verschillende elementen ten opzichte van de plaats waar de boswerken en bosuitbatingen overwogen worden door de professionele uitbater of de boseigenaar;

Overwegende dat de hervatting van sommige bosactiviteiten in deze omstandigheden en rekening houdend met de evolutie van de ziekte en de resultaten van wat bij georganiseerde prospectie aangetroffen wordt, opgeschort of afgekeurd wordt;

Overwegende dat dit des te meer verantwoording vindt in het feit dat het wetenschappelijk comité van het FAVV op blz 36 van zijn dringend advies acht dat iedere versoepeling van de beheersmaatregelen van een nog niet uitgeroeide epidemie de facto een lichte stijging van het risico inhoudt;

Overwegende dat de hervatting van de bosactiviteiten dus herzien zou kunnen worden bij het aantreffen van nieuwe verse kadavers te wijten aan het afschieten of uitzetten van vallen, die viropositief zou blijken op Afrikaanse varkenspest in geïnfecteerd gebied;

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV op blz 32 van zijn sneladvies 09-2020 de bosactiviteiten opdeelt in twee types categorieën, namelijk bosbouwwerken met een minder groot risico op verspreiding van Afrikaanse varkenspest of verstoring van de wilde zwijnen en de bosbouwwerken met een hoger risico;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV elk type overwogen werken in dit sneladvies 09-2020 gepaard laat gaan met de aanbevelingen van maatregelen die de beheerder van de crisis moet aannemen, nl. het Waals Gewest;

Dat op basis van dit sneladvies (09-2020) wordt geoordeeld dat de handmatige bosbouwwerkzaamheden of werkzaamheden met handgereedschap, alsook de gemechaniseerde bosuitbatingen in geïnfecteerd gebied kunnen worden hervat door reiniging en ontsmetting, aan het einde van elke interventie, door de betrokkenen die eerder de door Wallonië verstrekte opleiding in bioveiligheid hebben gevolgd, van het schoeisel, de kleding, het materiaal en de voertuigen (met inbegrip van de aanhangwagens, de quads, enz.) die voor deze verschillende bosactiviteiten worden gebruikt, en de ontsmetting door Wallonië van de enige gemotoriseerde tuigen die voor bosuitbatingen worden gebruikt op basis van de overheidsopdracht die de SPW (Waalse Overheidsdienst) met een gespecialiseerd bedrijf heeft gesloten.

Dat met handmatige bosbouwwerkzaamheden of met handgereedschap wordt bedoeld de verrichtingen van inventarisatie en markering van hout, vrijmaking, aanplantingen, snoeien, de uitvoering van dunningen alsook het onderhoud van de jachtvoorzieningen met alle conventionele handgereedschappen en, indien nodig, met gemechaniseerde handgereedschappen die uitsluitend beperkt zijn tot de bosmaaier en de kettingzaag;

Dat deze beperking gerechtvaardigd is omdat het gebruik van andere werktuigen of gemechaniseerde tuigen bij contact de aanwezige potentieel positieve beenderen of karkassen zou kunnen verspreiden;

Dat bijgevolg voorbereidings- en vrijmakingswerkzaamheden door het vermalen met een tolbreker en het schilderen verboden zijn;

Dat deze aanpak waarschijnlijk tegemoet komt aan de aanbeveling van het wetenschappelijk comité bij het FAVV in zijn sneladvies (09-2020), dat van mening is dat de interveniënt voor dit soort werkzaamheden een direct zicht op de bodem moet hebben en zo een ongelukkige verspreiding van het virus moet voorkomen door de vernietiging van een verrot lijk, een karkas, een bot of een mogelijk besmette biologische stof tijdens de handmatige bosbouwwerkzaamheden;

Dat de gemotoriseerde tuigen die voor bosbouwactiviteiten worden gebruikt evenals de eventuele diepladers gebruikt om de tuigen binnen het besmette gebied te verplaatsen, op kosten van Wallonië moeten worden ontsmet op basis van de overheidsopdracht die de Waalse overheidsdienst met een gespecialiseerd bedrijf heeft gesloten, voordat ze het besmette gebied verlaten. Ontsmetting van de diepladers is gerechtvaardigd, aangezien zij over het algemeen worden gebruikt voor het vervoer van bedrijfstuigen binnen en buiten het besmette gebied en het van essentieel belang is te voorkomen dat zij een vector zijn voor de verspreiding van de ziekte naar niet-besmette beboste gebieden. Bijgevolg mogen bedrijfstuigen die toegang hebben gehad tot bestanden niet opnieuw een weg of een verhard pad betreden, tenzij ze deze weg of dit pad in breedte doorkruisen om toegang te krijgen tot een ander bestand of een ander bosperceel in hetzelfde bestand, eveneens binnen de omtrek van het besmette gebied, totdat ze zijn ontsmet. Dit om te voorkomen dat bedrijfstuigen zich over vele meters over de weg bevinden met het risico op verspreiding van de ziekte;

Dat conventioneel handgereedschap, gemechaniseerd handgereedschap, voertuigen en apparatuur die voor de bosuitbating worden gebruikt, aan dezelfde regels voor reiniging en ontsmetting worden onderworpen als de regels voorzien voor de handmatige bosbouwwerkzaamheden of met handgereedschap;

Dat, om de hervatting van deze bosactiviteiten te waarborgen en om te voldoen aan de aanbevelingen van het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV in zijn sneladvies (09-2020), de bosbouwwerkzaamheden en de bosuitbatingen worden onderworpen aan een administratieve procedure voorafgaand aan de uitvoering ervan, namelijk de indiening van een kennisgeving voor bosbouwwerkzaamheden en de indiening van een vergunningsaanvraag voor bosuitbatingen, met het oog op controle, bij de territoriaal bevoegde houtvester en aan de uitoefening van een voorgaandelijke prospectie van het perceel of van de eigendom waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft.

Dat deze documenten specifieke informatie bevat die hem moeten worden overgemaakt en verlengbaar zijn, behoudens als de toegangsvoorwaarden en de (bio)veiligheidsmaatregelen door betrokkenen niet worden nageleefd;

Dat de aard van het over te leggen document gerechtvaardigd is in het licht van het soort risico dat verbonden is aan de uit te voeren bosbouwactiviteiten;

Dat bij de indiening van de kennisgeving en de vergunningsaanvraag, de professionele uitbater, de boseigenaar of de jager voor wat het onderhoud van de jachtvoorziening betreft, ook een attest van gevolgde opleiding inzake bioveiligheidsmaatregelen verstrekt door het Waals Gewest zullen toevoegen, alsook een verbintenis, op erewoord, om de voorziene veiligheids- en bioveiligheidsmaatregelen strikt toe te passen;

Dat aan het einde van de ontsmettingsoperatie die wordt uitgevoerd op de gemotoriseerde voertuigen die gebruikt worden voor de bosuitbating, het attest van uitvoering van de ontsmetting die door de gespecialiseerde firma wordt uitgevoerd, door de interveniënt aan de boswachter zal worden overhandigd.

Dat deze verschillende documenten, met uitzondering van het attest van uitvoering van de ontsmetting van het uitbatingmateriaal door de door Wallonië ingehuurd gespecialiseerde firma, dat moet worden voorgelegd aan de territoriaal bevoegde houtvester, en de inhoud ervan, zijn opgenomen in de bijlage bij dit ministerieel besluit;

Overwegende dat de bosuitbating in geïnfecteerde gebieden alleen is toegestaan voor professionele uitbaters en boseigenaren die een BTW-nummer hebben dat verband houdt met de bossector;

Dat om veiligheids- en bioveiligheidsredenen moet worden voorkomen dat particulieren of niet-professionelen in de houtsector in de bossector terechtkomen waar het risico bestaat dat de ziekte zich naar niet-geïnfecteerde beboste gebieden verspreidt of dat Afrikaanse varkenspest op varkensbedrijven terechtkomt;

Overwegende dat de activiteiten van de landbouwsector hoofdzakelijk betrekking hebben op landbewerking en runderteelt;

Overwegende dat de velden en weilanden waar deze activiteiten beoefend worden, in open milieu plaatsvinden, weg van het bosmilieu;

Overwegende dat daar niet de hoofdzakelijke habitat van wilde zwijnen ligt;

Overwegende dat het verspreidingsrisico inzake Afrikaanse varkenspest wegens uitwerpselen van zieke wilde zwijnen die potentieel aanwezig zouden zijn op veld en wei, bij een eenvoudige transit van deze dieren, als laag gelabeld wordt wegens de aard zelf van hun matrix en hun blootstelling aan klimaatgrillen buiten het bos;

Overwegende dat, van alle in het bos aangetroffen kadavers, een zeer beperkt aantal kadavers zijn aangetroffen in de nabijheid van met kassei en natuursteen verharde wegen en dat de waarschijnlijkheid dat het tot een contact komt beperkt is op deze ondergrond;

Overwegende dat het niet-bestaan van de parameters inzake verspreiding, namelijk het bosmilieu, alwaar de incubatie plaatsvindt, en de gradiënt in de resistentie tegen het virus aantonen dat het risico op verspreiding van Afrikaanse varkenspest voor het uitoefenen van de landbouwactiviteiten laag is voor zover toegang tot veld en wei verkregen wordt via verharde wegen in kassei of natuursteen;

Overwegende dat dit risico niet verhoogd wordt voor een veld of een weide, gelegen op een grondstuk toegankelijk via het bos over wegen in kassei of natuursteen;

Overwegende, ten slotte, dat de landbouwactiviteiten er niet op gericht zijn een verspreidingsrisico inzake Afrikaanse varkenspest in te houden, naar niet-gecontamineerde beboste gebieden;

Overwegende dat de eventuele wilde zwijnen, aanwezig in velden en weiden, net als de bosactiviteiten, verstoord zullen worden door storingsgeluiden van landbouw en dus zullen vluchten naar hun natuurlijke leefomgeving, namelijk het bos;

Overwegende dat om deze eventualiteit het hoofd te bieden, er verschillende (bio)veiligheidsmaatregelen, toegepast op de bosbouwsector (ontsmetting voertuigen, verschillende kavel voor productie in en buiten de zone, organisatie van de landbouwwerken) aangenomen zijn door de landbouwsector in overleg met het Waals Gewest om rekening te houden met de vereisten van het FAVV terzake;

Overwegende dat geen garantie gegeven kan worden op een nulrisico inzake verspreiding van Afrikaanse varkenspest door de uitoefening van dit soort activiteit, maar dat dit risico evenwel vermindert gelet op de persistentie en de resistentie van het virus in genoemd milieu, en op de verhoudingsgewijs genomen maatregelen ter voorkoming van de ziektespreiding;

Dat, om te voldoen aan de aanbevelingen van het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV in zijn sneladvies (09-2020), de ingesloten velden, vóór de oogst, worden onderworpen aan een administratieve procedure voorafgaand aan de uitvoering ervan, namelijk de indiening van een kennisgeving voor bosbouwwerkzaamheden en de indiening van een vergunningsaanvraag voor bosuitbatingen, met het oog op controle, bij de territoriaal bevoegde houtvester en aan de uitoefening van een voorgaandelijke prospectie door het landbouwer van het ingesloten veld waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft;

Overwegende dat deze machtiging specifieke informatie inhoud die hij moet krijgen;

Overwegende dat het daartoe, en in deze specifieke context, te overwegen valt en passend is, mits de inachtneming van vastgestelde voorwaarden af te wijken van het algemeen verkeersverbod in bos en woud om een snelle hervatting van deze activiteiten mogelijk te maken;

Overwegende dat de activiteiten zoals visteelt of visvangst, zoals alle activiteiten van het landbouwtype, buiten het bosmilieu plaatsvinden;

Overwegende dat er, hoewel bepaalde economische activiteiten zoals visteelt plaatsvinden in koel en vochtig gebied, sprake is van een gebeuren aan de rand van aangelegde watervlakken waar menselijk bezoek onder toezicht van de exploitant en menselijke activiteiten in verband met die activiteiten regelmatig en verstrend zijn, waardoor deze plekken niet bepaald geliefd zijn bij potentieel aangetaste wilde zwijnen, die het rustige bosmilieu als sterfplek zullen verkiezen;

Overwegende dat bewezen is dat de resistentie van het virus vanuit een gecontamineerd karkas aanzienlijk is ten opzichte van de fecaliën;

Overwegende dat het risico dat een kadaver van een aangetast wild zwijn aangetroffen wordt op plaatsen waar dit soort activiteiten uitgeoefend wordt ten opzichte van het bosmilieu laag is;

Overwegende dat de toegang tot dit soort activiteiten enkel via wegen en verharde wegen uit kassei en natuursteen gebeurt;

Overwegende dat de verspreiding van het virus in het water overigens geen bewijsdragende verspreidingsparameter is, gelet op de oplossing ervan in een omvangrijk waterlichaam;

Overwegende dat de garantie op een nulrisico voor de verspreiding van Afrikaanse varkenspest ten opzichte van de uitoefening van dit soort activiteit onmogelijk is, maar dat het risico wel bijna nul is door gereguleerde verplichtingen terzake;

Overwegende dat deze activiteiten daarnaast onderworpen zijn aan de inachtneming van dezelfde voorwaarden als voor landbouw inzake bereikbaarheid en machtigingsaanvraag;

Overwegende dat het rekening houdend met deze verschillende parameters te overwegen valt en passend is van het algemeen verkeersverbod in bos en woud af te wijken om de hervatting van visteelactiviteiten mogelijk te maken;

Overwegende dat de activiteiten van het type ontginningen (steengroeveproducten)t, zoals alle activiteiten van het land- of visbouwtype, buiten het bosmilieu plaatsvinden;

Overwegende dat het risico dat een kadaver van een aangetast wild zwijn aangetroffen wordt op plaatsen waar dit soort activiteiten uitgeoefend wordt ten opzichte van het bosmilieu laag is;

Overwegende dat menselijke activiteiten rondom gebieden van visvangst en visteelt de rust van het wild zwijn verstoren terwijl het wild zwijn eerder rustige vochtige gebieden zal opzoeken die gelegen zijn in zijn leefgebied;

Overwegende dat de toegang tot dit soort activiteiten enkel via wegen en verharde wegen uit kassei en natuursteen gebeurt;

Overwegende dat de garantie op een nulrisico voor de verspreiding van Afrikaanse varkenspest ten opzichte van de uitoefening van dit soort activiteit onmogelijk is, maar dat het risico wel bijna nul is door gereguleerde verplichtingen terzake;

Overwegende dat deze activiteiten daarnaast onderworpen zijn aan de inachtneming van dezelfde voorwaarden als voor landbouw inzake bereikbaarheid en machtigingsaanvraag;

Overwegende dat het rekening houdend met deze verschillende parameters te overwegen valt en passend is van het algemeen verkeersverbod in bos en woud af te wijken om de hervatting van ontginningsbedrijfsactiviteiten (steengroeveproducten) in geïnfecteerd gebied mogelijk te maken;

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV wat de activiteiten in de toeristische sector betreft (cultuur inbegrepen), de naleving van enkele essentiële voorwaarden voor de wandelaars (voetgangers) aanbeveelt, namelijk de bioveiligheidsmaatregelen zoals het wisselen van kleren en schoeisel na een boswandeling, niet afwijken van de verharde wegen en niet diep in het bos doordringen, behoudens op bebakende wegen en het verbod op de aanwezigheid van honden bij deze wandelingen in stand houden. Het Wetenschappelijk comité bij het FAVV beveelt voor de campings aan om deze activiteit te beperken tot de bestaande kampeerinstallaties, gelegen en ingesloten in geïnfecteerd gebied en de activiteiten die daar worden aangeboden te koppelen aan de naleving van de aanbevelingen voor de wandelaars (voetgangers) (Wetenschappelijk comité bij FAVV – sneladvies 09-2020 – Herbeoordeling van de risico's op verspreiding bij wilde fauna en overslaan van Afrikaanse varkenspest op Belgische varkensfokkerijen samen met een voorwaardelijke hervatting van verschillende bosactiviteiten, SciCom 2020/05, blz. 33);

Overwegende dat deze aanbevelingen in overweging genomen en beoordeeld worden, met name ten opzichte van de verplichtingen vastgesteld bij het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, om de maatregelen vast te leggen bepaald in dit besluit;

Overwegende dat een gelijkaardige redenering als die gesteld door het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV voortgezet kan worden voor wat valt onder de cultureel en of toeristisch waardevolle gebieden ingesloten in bossen en wouden van het geïnfecteerd gebied;

Overwegende dat deze machtiging specifieke informatie inhoud die hij moet krijgen;

Overwegende dat als deze culturele activiteiten outdoor plaatsvinden, dit niet in bosgebied mogelijk is;

Overwegende dat de bereikbaarheid, voor de bestaande campings gelegen en ingesloten in geïnfecteerd gebied, gewaarborgd kan worden voor zover dit gebeurt via verharde wegen en wegels en gepaard gaat met de overhandiging door de exploitant van een voorafgaande machtiging middels het model als bijlage bij dit besluit met het oog op controle door de territoriaal bevoegde houtvester;

Overwegende dat in deze omstandigheden blijkt dat een versoepeling van de verbodsmaatregelen inzake bosverkeer ten opzichte van deze activiteiten, evenals door de gebruikers bedoeld in de artikelen 20 en 21 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek niet tegen het doel van absolute prioriteit ingaat voorbehouden aan de uitroeiing van de ziekte middels inachtneming van de (bio)veiligheidsmaatregelen en voor zover de toegang tot deze activiteiten en het bosverkeer voor de gebruikers bedoeld in de artikelen 20 en 21 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek niet plaatsvinden voor het officiële uur voor zonsopgang tot één uur na zonsondergang volgens de dagelijkse uren van zonsopgang en zonsondergang;

Gelet op het significante risico op verspreiding van het virus van Afrikaanse varkenspest door binnendringen in het bos voor het plukken van bosproducten zoals omschreven in artikel 3, 18° en 19°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek zoals paddestoelen, bloemen, wilde aromatische en medicinale planten, waardoor het verbod ten opzichte van deze activiteiten in stand gehouden wordt;

Overwegende dat, als groepjes gebruikers zoals bedoeld in de artikelen 20 en 21 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek toegelaten kunnen worden, dit niet geldt voor de grotere groepen of voor tijdelijke activiteiten waarbij een groot aantal deelnemers aanwezig zijn, gelet op het risico op versterking van de wilde fauna die daardoor ontstaat; de grens wordt gelegd op groepen van 10 personen (bv twee gezinnen met kinderen);

Overwegende dat de maatregelen, aangenomen bij huidig ministerieel besluit, tot half september 2020 in werking blijven;

Overwegende dat dit verantwoord wordt door het feit dat het samenvallen van de aangenomen bestrijdingsmaatregelen met de bepalingen en beslissingen, aangenomen door het Waalse Gewest tijdens de winter en de lente en die in komende maanden verder van toepassing zullen zijn, regelmatig aan een beoordeling op het terrein worden onderworpen;

Overwegende dat de ziekte, hoewel deze minder aanwezig is door de aanzienlijke vermindering van het aantal wilde zwijnen in geïnfecteerd gebied, tot op heden actief blijft in het bosmilieu en onopgelost blijft;

Overwegende dat de huidige periode deze is waarin de worpen plaatsvinden, met het risico op een nieuwe verhoging van het aantal zieke dieren;

Overwegende dat de openingsdatum van het nieuwe jachtjaar overigens vastgesteld is op 15 september 2020;

Overwegende dat het Waalse Gewest op deze datum daarbovenop over alle zomergebonden vernietigings- en epidemiologische opvolgingsmaatregelen zal beschikken;

Overwegende dat het Waalse Gewest ten slotte op deze datum, behoudens nieuw aangetroffen verse geval, het dossier zou moeten hebben ingediend bij Europa om de status « vrij van Afrikaanse varkenspest » op 01/10/2020 terug te krijgen;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst een publieke voorlichtingscampagne heeft gevoerd en verder blijft voeren door informatiebrochures en -folders te verspreiden "La peste porcine africaine, agissons ensemble" en door een informatiecampagne langs de mediakanalen te voeren;

Overwegende dat die gekaderde, gerichte en beperkte toegangen niet meer dan een marginale impact zouden moeten hebben op de rust van het wild en de eventuele verspreiding van de zieke wilde zwijnen,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder:

- 1° handmatige bosbouwwerkzaamheden of met handgereedschap: de verrichtingen van inventarisatie en markering van hout, vrijmaking, aanplantingen, snoeien, de uitvoering van dunningen, alsook het onderhoud van de jachtinfrastructuur met alle conventionele handgereedschappen en, indien nodig, met gemechaniseerde handgereedschappen die uitsluitend beperkt zijn tot de bosmaaier en de kettingzaag;
- 2° bosuitbating : een deel van de uitbating in de zin van artikel 3, 10°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, en specifiek voor de toepassing van dit besluit, het omhakken, uitslepen en weghalen van rondhout of kruinen van naald- en loofbomen, met inbegrip van het beheer van windworp met behulp van bedrijfstuigen die voor dit soort activiteiten bestemd zijn;
- 3° bedrijfstuigen: mechanische tuigen die specifiek bestemd zijn voor de bosuitbating, zoals velmachines, uitsleepmachines, uitrijwagens, enz." ;
- 4° baan : de baan in de zin van artikel 3, 24°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;
- 5° weg : de weg in de zin van artikel 3, 7°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;
- 6° pad : het pad in de zin van artikel 3, 25°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;
- 7° Boswetboek : het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek.

Art. 2. In afwijking van de artikelen 19 tot 23 en 27 van het Boswetboek is het éénieder verboden zich in de bossen en wouden te verplaatsen buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek aan de binnenkant van de buitengrenzen van het buffergebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van het Waalse Gewest van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

De eventuele toegangsmachtigingen, verkregen op grond van voornoemde artikelen voor de datum van bevestiging van het eerste geval van Afrikaanse varkenspest in het Waalse Gewest, ofte 13 september 2018, worden opgeschort.

Gemachtigd tot afwijking van het verbod van lid 1 zijn enkel, binnen de perken van de handelingen die strikt nodig zijn voor de beheersing van Afrikaanse varkenspest, o.a. het opsporen van nieuwe haarden, de vernietiging van wilde zwijnen en het verwijderen van karkassen van dood of gedood aangetroffen wilde zwijnen, en op voorwaarde dat zij de aanbevolen bioveiligheidsmaatregelen in acht nemen als bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen en dat zij de ontsmetting uitvoeren zoals bedoeld in artikel 13 van dit besluit om de verspreiding van de ziekte te voorkomen : het personeel van het Departement Natuur en Bossen en van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst en iedere persoon, gemandateerd door deze departementen, de jachtrechthouders en hun beëdigde opzichters, de eigenaren, het personeel van het Sanitair toezichtnet voor Wild in Wallonië, het personeel van de burgerbescherming, het personeel van de diensten van de sanitaire ordehandhaving, het personeel van federale en lokale politie, het personeel van de administraties of van gespecialiseerde ondernemingen, belast met het installeren van een omheining om de verplaatsingen van wilde zwijnen in het gecontamineerde gebied te beperken. Het personeel van de ondernemingen belast met de ontsmetting van de bedrijfstuigen van de bosuitbaters gebruikt in besmet gebied wordt eveneens gemachtigd om binnen de perken van de enkele handelingen nodig voor het beheer van de Afrikaanse varkenspest af te wijken van het verbod uit het eerste lid.

Die personen is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op, al naar gelang, voor de personen bedoeld in lid drie, eerste volzin, de reinigings- en ontsmettingsmaatregelen en, voor de personen bedoeld in lid drie, tweede volzin, iedere interventie in het geïnfecteerd gebied. Voor al deze personen geldt dat geen enkel materiaal (schoeisel, kleding, uitrustingen, voertuigen) dat in het besmette gebied wordt gebruikt, een varkenshouderij of een gebied waar tamme varkens worden gehouden, mag binnenkomen.

Art. 3. In afwijking van artikel 2 worden de interventies die niet verband houden met de beheersing van Afrikaanse varkenspest en die een toegang, buiten de wegen om, tot de bossen en wouden in de omtrek van het gecontamineerde gebied vereisen, tegen volgende voorwaarden toegelaten:

- 1° de interventie wordt verricht in de uitoefening van hun ambt door de hulpdiensten, door de burgerbescherming, de politiediensten, de beambten en beheerders van de watertoevernetten of gas- of elektriciteitsnetten, door de beambten van Infrabel en door de werknemers van mobiele telefonie-operatoren, door de beambten of afgevaardigden van gemeenschapsinfrastructuren of infrastructuur van openbaar nut en door het personeel van het wegonderhoud;
- 2° behoudens spoedeisende gevallen waarbij mensenlevens in gevaar zijn, wordt van de interventie vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;
- 3° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;
- 4° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig, het schoeisel en de uitrustingen na gebruik uitgevoerd overeenkomstig artikel 13;
- 5° bij het aantreffen van een kadaver van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;
- 6° die personen is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen;
- 7° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, tuigen, enz. die in het besmet gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

Art. 4. In afwijking van artikel 2 worden de personen wier woonst of tweede verblijf gelegen is in de bossen en wouden in het geïnfecteerd gebied en die niet over een toegang via een weg beschikken gemachtigd om zich buiten de wegen om tegen de volgende voorwaarden te verplaatsen:

- 1° het verkeer buiten wegen om is enkel beperkt tot de toegang tot bedoelde woonst of bedoeld tweede verblijf;
- 2° de toegang gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;
- 3° van het gebruikte traject wordt schriftelijk kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;
- 4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;
- 5° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig en eventueel het schoeisel uitgevoerd overeenkomstig artikel 13;
- 6° bij het aantreffen van een kadaver van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;
- 7° voor de personen bedoeld bij dit artikel met een tweede verblijf in geïnfecteerd gebied is het verboden een varkensbedrijf te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de 72 uren volgend op hun vertrek uit hun tweede verblijf;
- 8° de personen bedoeld bij dit artikel wier woonst gelegen is in geïnfecteerd gebieden hebben een verbod tot betreden van een varkensfokkerij behoudens de personen wier beroepsactiviteit van aard is dat ze zich in varkensfokkerijen dienen te begeven; dan moeten ze de maatregelen vastgesteld in artikel 13 in acht nemen;
- 9° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, tuigen, enz. die in het besmet gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

Art. 5. De eigenaars en bezetters die een terrein hebben gebruikt voor landbouw-, visteelt- of winningdoeleinden (steengroeveproducten) omsloten door de bossen en wouden in het gecontamineerde gebied en die geen toegang hebben via een weg, maar via een verharde weg en die toegang ertoe wensen te hebben met het oog op uitbating, zonder dat voor hun interventie het einde van de verbodperiode afgewacht kan worden, dienen een vergunningsaanvraag die overeenstemt met het model van bijlage III in bij de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen. De volgende voorwaarden dienen nageleefd te worden:

- 1° de territoriaal bevoegde houtvester stelt de aanvrager zo spoedig mogelijk en uiterlijk tien werkdagen na de datum van verzending van de aanvraag in kennis van zijn beslissing over de ingediende aanvraag; de vergunning geldt voor een toegangperiode van maximaal één maand vanaf de datum van afgifte van de vergunning; vóór het einde van deze termijn kan een nieuwe vergunningsaanvraag worden ingediend met het oog op een verzoek om verlenging van het toegangsrecht;
- 2° de machtiging is beperkt tot de toegang tot dit omsloten terrein gebruikt voor landbouw-, visteelt- en winningdoeleinden;
- 3° de toegang gebeurt enkel via verharde wegen, en het is strikt verboden van de verharde weg af te gaan voor het omsloten terrein te hebben bereikt; op het omsloten terrein kan de verharde weg enkel worden verlaten in open milieu met inbegrip van de oevers van het watervlak;
- 4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;
- 5° een specifieke prospectie van het omsloten terrein waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, uitgevoerd door de uitbater, voorafgaand aan de exploitatie ervan, moet zo snel mogelijk en binnen de maximumtermijn van 10 werkdagen, bedoeld in 1°, plaatsvinden;
- 6° bij het aantreffen van een kadaver van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;
- 7° er is geen toegang toegestaan in de periode tussen een uur vóór de officiële zonsondergang en een uur na de officiële zonsopgang;

- 8° voor de betrokkenen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op iedere interventie op het omsloten terrein, gebruikt voor landbouw-, visteelt of winningdoeleinden;
- 9° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, bedrijfsstuigen, enz. die voor landbouw-, visteelt of winningdoeleinden op het omsloten terrein in het besmet gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

De niet-nakoming van de in dit artikel bedoelde verplichtingen heeft tot gevolg dat elke verdere afwijking van het verbod op het verkeer buiten de wegen en paden in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied wordt geweigerd totdat België zijn status als vrij van Afrikaanse varkenspest terugkrijgt.

Art. 6. In afwijking van artikel 2 wordt het verkeer op de verharde wegen toegelaten voor de voertuigen gebruikt bij nachtelijke abundantie-inventarissen met het oog op de evaluatie van de afschotplannen voor diersoort hert, georganiseerd door het Departement Natuur en Bossen.

Bij het aantreffen van een kadaver van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd.

Voor de betrokkenen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur na iedere interventie in het gecontamineerde gebied.

Materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, tuigen, enz. die in het besmet gebied voor in lid 1 bedoelde doeleinden worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

Art. 7. In afwijking van artikel 2 kan het verkeer buiten de wegen in de bossen en wouden in de zin van artikel 2 van het Boswetboek, voor het verrichten van handmatige bosbouwwerkzaamheden of werkzaamheden met handgereedschap tegen volgende minimumvoorwaarden toegelaten worden:

- 1° een voorafgaandelijke kennisgeving die overeenstemt met het model van bijlage 1 wordt door de professionele bosuitbater, de boseigenaar of diens gemachtigde overgemaakt aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen, minstens 3 werkdagen vóór aanvang van de handmatige bosbouwwerkzaamheden of werkzaamheden met handgereedschap; deze kennisgeving dekt een toegangsperiode van maximaal een maand vanaf de datum van toezending ervan; een nieuwe kennisgeving kan ten minste 3 werkdagen voor het einde van deze periode worden verzonden om het toegangsrecht te verlengen;
- 2° de toegang tot de plaats van de bosbouwwerkzaamheden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;
- 3° voorafgaand aan elke interventie in de besmette zone volgen de betrokkenen een specifieke door Wallonië verstrekte opleiding in bioveiligheid;
- 4° er is geen toegang toegestaan in de periode tussen een uur vóór de officiële zonsondergang en een uur na de officiële zonsopgang;
- 5° aan het einde van elke interventie worden de voertuigen, het materieel, het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen voor handmatige bosbouwwerkzaamheden die de verharde wegen hebben verlaten, gereinigd en ontsmet door de betrokkenen overeenkomstig artikel 13;
- 6° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;
- 7° voor de betrokkenen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de reinigings- en ontsmettingsmaatregelen of iedere interventie in geïnfecteerd gebied;
- 8° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, tuigen, enz. die tijdens handmatige bosbouwwerkzaamheden in het besmet gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

In ieder geval zijn voorbereidings- en vrijmakingswerkzaamheden door het vermalen met een tolbreker en het schilderen verboden.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet in acht worden genomen door de persoon die de kennisgeving heeft ingediend, kan de indiening van iedere nieuwe kennisgeving voor de uitvoering van de werken bedoeld in dit artikel verboden worden, en van iedere afwijking van het verkeersverbod buiten de wegen, paden en wegels in AVP-geïnfecteerd gebied bedoeld bij dit besluit tot dat België de status AVP-vrij teruggekregen heeft.

Art. 8. In afwijking van artikel 2 kan het verkeer buiten de wegen in de bossen en wouden in de zin van artikel 2 van het Boswetboek, voor de bosuitbating, tegen volgende minimumvoorwaarden toegelaten worden:

- 1° een voorafgaandelijke vergunningsaanvraag die overeenstemt met het model van bijlage II wordt door de professionele bosuitbater, de boseigenaar of diens gemachtigde overgemaakt aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;
- 2° de territoriaal bevoegde houtvester stelt de interveniënt zo spoedig mogelijk en uiterlijk tien werkdagen na de datum van verzending van de aanvraag in kennis van zijn beslissing over de ingediende aanvraag; de vergunning geldt voor een toegangsperiode van maximaal één maand vanaf de datum van afgifte van de vergunning; vóór het einde van deze termijn kan een nieuwe vergunningsaanvraag worden ingediend met het oog op een verzoek om verlenging van het toegangsrecht;

- 3° een specifieke prospectie van het perceel of de eigendom waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, uitgevoerd door de administratie, voorafgaand aan de exploitatie ervan, moet zo snel mogelijk en binnen de maximumtermijn van 10 werkdagen, bedoeld in 2°, plaatsvinden en moet onder toezicht staan van een persoon met een goede kennis van het terrein, afgevaardigd door de boseigenaar of de professionele bosuitbater;
- 4° de toegang tot de bestanden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;
- 5° voorafgaand aan elke interventie in de besmette zone volgen de betrokkenen een specifieke door Wallonië verstrekte opleiding in bioveiligheid;
- 6° er is geen toegang toegestaan in de periode tussen een uur vóór de officiële zonsopgang en een uur na de officiële zonsopgang;
- 7° na afloop van iedere interventie worden het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen, evenals de voertuigen en de uitrusting die de verharde wegen verlaten hebben, gebruikt voor de bosuitbating, gereinigd en ontsmet door de betrokkenen overeenkomstig artikel 13;
- 8° de bedrijfstuigen die toegang hebben gehad tot de bestanden, mogen niet opnieuw een weg of een verharde weg betreden, behalve om deze helemaal in de breedte over te steken om zich een toegang te verschaffen tot een andere bestand of een ander bosperceel die zich eveneens binnen de omtrek van het besmette gebied bevinden; in alle andere gevallen moeten die terug op de dieplader; de ontsmetting van de bedrijfstuigen van de bosuitbaters en van de eventuele diepladers gebruikt om bedrijfstuigen binnen het besmette gebied te verplaatsen, is verplicht en moet vóór het verlaten van het besmette gebied worden uitgevoerd op kosten van Wallonië, op basis van de openbare aanbesteding die de SPW met een gespecialiseerd bedrijf heeft gesloten; een attest voor de uitvoering van de ontsmetting van de bedrijfstuigen en, in voorkomend geval, van de diepladers, wordt door het gespecialiseerde bedrijf verstrekt en wordt door de betrokkene aan het einde van de ontsmettingsprocedure aan de Administratie overhandigd;
- 9° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;
- 10° voor de betrokkenen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de reinigings- en ontsmettingsmaatregelen of iedere interventie in geïnfecteerd gebied;
- 11° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, andere bedrijfstuigen, enz. die voor de bosuitbating in het besmette gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

Aangezien uitbatingen in vochtige gebieden als meer risicovol worden beschouwd, gelden voor hen de volgende aanvullende voorwaarden:

- 1° in een strook van vijftiwintig meter rondom bronnen en sijpelingszones, een strook van honderd meter rond winputten of een strook van honderd meter rond stuwdammeren, alsook op veenachtige en paraveenachtige bodems zoals bepaald op de bodemkundige kaart van Wallonië, kan alleen de uitbating van de door schorskevers aangetaste sparrenbestanden of windworp van sparrenbestanden worden toegestaan;
- 2° op een strook van vijftiwintig meter aan weerszijden van waterlopen, en op hydromorfe bodems met een permanente grondwatertafel zoals afgebakend op de pedologische kaart van Wallonië, kan elke uitbating worden toegestaan, ter beoordeling van de territoriaal bevoegde houtvester en onder de door hem bepaalde voorwaarden.

De niet-nakoming van de in dit artikel bedoelde verplichtingen heeft tot gevolg dat elke verdere aanvraag tot machtiging en afwijking van het verbod op het verkeer buiten de wegen en paden in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied wordt geweigerd totdat België zijn status als vrij van Afrikaanse varkenspest terugkrijgt.

Art. 9. In afwijking van artikel 2 kunnen de in de bossen en wouden van het besmette gebied omsloten cultureel waardevolle gebieden zoals musea, kastelen of erfgoedsites waarvan de hoofdactiviteiten binnen plaatsvinden, toegankelijk worden gemaakt na machtiging van de territoriaal bevoegde houtvester tegen volgende voorwaarden:

- 1° een voorafgaandelijke vergunningsaanvraag die overeenstemt met het model van bijlage II wordt door de uitbater van het cultureel waardevolle gebied of diens gemachtigde overgemaakt aan de territoriaal bevoegde houtvester;
- 2° de territoriaal bevoegde houtvester stelt de exploitant zo spoedig mogelijk en uiterlijk tien werkdagen na de datum van verzending van de aanvraag in kennis van zijn beslissing over de ingediende aanvraag;
- 3° de toegang gebeurt enkel via verharde wegen die onder geen enkel beding verlaten mogen worden door de uitbaters, het personeel, de bezoekers en gebruikers van de cultureel en/of toeristisch waardevolle gebieden;
- 4° in het cultureel waardevolle gebied zijn de buitenactiviteiten in bosmilieu verboden;
- 5° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;
- 6° er is geen toegang toegestaan in de periode tussen een uur vóór de officiële zonsopgang en een uur na de officiële zonsopgang;

- 7° de bezoekers van het cultureel en/of toeristisch waardevolle gebied, de uitbater, diens personeel en de voertuigen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op het bezoek van bedoelde gebieden.
- 8° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, andere bedrijfsstuigen, enz. die in het cultureel waardevolle gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

De exploitant van elke cultureel waardevol gebied waartoe de toegang gemachtigd wordt door de houtvester heeft de verplichting om aangepaste tekens aan te brengen om de verbodsbepaling van dit besluit een materiële omzetting te waarborgen. Er wordt aan zijn personeel, aan de bezoekers en de gebruikers van bedoeld gebied informatie verstrekt over de risico's in verband met de Afrikaanse varkenspest en met de maatregelen die uitgevoerd dienen te worden om genoemde ziekte zo goed mogelijk in te perken.

De niet-nakoming van de in dit artikel bedoelde verplichtingen heeft tot gevolg dat elke verdere aanvraag tot machtiging en afwijking van het verbod op het verkeer buiten de wegen en paden in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied wordt geweigerd totdat België zijn status als vrij van Afrikaanse varkenspest terugkrijgt.

Art. 10. In afwijking van artikel 2 kunnen de bestaande kampeerterrinen, gelegen in en omsloten door bossen en wouden van het besmette gebied, toegankelijk worden gemaakt tegen volgende voorwaarden :

- 1° een voorafgaandelijke vergunningsaanvraag die overeenstemt met het model van bijlage II wordt door de uitbater van het kampeerterrin of diens gemachtigde overgemaakt aan de territoriaal bevoegde houtvester;
- 2° de territoriaal bevoegde houtvester stelt de exploitant van het kampeerterrin zo spoedig mogelijk en uiterlijk tien werkdagen na de datum van verzending van de aanvraag in kennis van zijn beslissing over de ingediende aanvraag;
- 3° de toegang gebeurt enkel via wegen en verharde wegen die onder geen enkel beding verlaten mogen worden door de uitbaters, het personeel, de bezoekers en gebruikers van het kampeerterrin;
- 4° er worden aangepaste tekens aangebracht om dit verbod aanschouwelijk te maken;
- 5° er wordt door de uitbater van het kampeerterrin aan de bezoekers informatie verstrekt over de risico's in verband met de Afrikaanse varkenspest en met de maatregelen die uitgevoerd dienen te worden om genoemde ziekte zo goed mogelijk in te perken voor de bezoekers en de gebruikers van het kampeerterrin;
- 6° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;
- 7° er is geen toegang toegestaan in de periode tussen een uur vóór de officiële zonsondergang en een uur na de officiële zonsopgang;
- 8° voor de bezoekers, de exploitanten en het personeel van het kampeerterrin is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op het bezoek aan de gebieden waarvan sprake;
- 9° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, andere bedrijfsstuigen, enz. die in het kampeerterrin worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

De niet-nakoming van de in dit artikel bedoelde verplichtingen heeft tot gevolg dat elke verdere aanvraag tot machtiging en afwijking van het verbod op het verkeer buiten de wegen en paden in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied wordt geweigerd totdat België zijn status als vrij van Afrikaanse varkenspest terugkrijgt.

Art. 11. In afwijking van artikel 2 is het voetgangersverkeer over de enige wegen en paden die door bossen en wouden heen lopen, gelegen in de omtrek van het gecontamineerd gebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen toegelaten mits naleving van de volgende voorwaarden:

- 1° er is geen toegang toegestaan in de periode tussen een uur vóór de officiële zonsondergang en een uur na de officiële zonsopgang;
- 2° de groepen van meer dan 10 personen en de bewegwijzering van trajecten voor tijdelijke evenementen zijn niet toegelaten;
- 3° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;
- 4° voor de voetgangers is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op het bezoek aan het besmette gebied;
- 5° de honden, paarden en andere gezelschapsdieren die uitgelaten worden aan de leiband of teugel in het geïnfecteerd gebied, evenals de kleren en het schoeisel gebruikt voor het zich bewegen in de bossen mogen niet in een varkensfokkerij binnengebracht worden.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan bedoeld Departement de toegang van de betrokken personen in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied verbieden totdat België zijn status als vrij van deze ziekte terugkrijgt.

Art. 12. In afwijking van artikel 2 is het fietsersverkeer, het verkeer van trek- of lastdierbegeleiders, zadeldieren of fokdieren over de wegen en paden die door bossen en wouden heen lopen, gelegen in de omtrek van het gecontamineerd gebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen toegelaten mits de naleving van de volgende voorwaarden:

- 1° er is geen toegang toegestaan in de periode tussen een uur vóór de officiële zonsondergang en een uur na de officiële zonsopgang;

- 2° de groepen van meer dan 10 personen en de bewegwijzering van trajecten voor tijdelijke evenementen zijn niet toegelaten;
- 3° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;
- 4° voor de in dat artikel bedoelde gebruikers is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op het bezoek aan het besmette gebied;
- 5° trek, last, rij of fokdieren, materialen, machines, fietsen, aanhangwagens, uitrusting, kleding, schoeisel, voertuigen, gereedschap enz. die door de in dit artikel bedoelde gebruikers in het besmette gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan bedoeld Departant de toegang van de betrokken personen in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied verbieden totdat België zijn status als vrij van deze ziekte terugkrijgt.

Art. 13. Wanneer dit besluit een desinfectie oplegt, zijn volgende minimummaatregelen van toepassing :

- 1° voor het materieel en de voertuigen (met inbegrip van de autotapijten, de wielen en de zijafdichtingsplaten) bij toegang buiten de verharde wegen;
 - a) elk spoor van aarde wordt verwijderd, indien nodig met de borstel;
 - b) er wordt een eerste keer met zeepwater gereinigd;
 - c) de eigenlijke desinfectie gebeurt dan met een besproeiing met een oplossing met virusdodende middelen toegelaten volgens Verordening nr. 528/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2012 betreffende het op de markt aanbieden en het gebruik van biociden waarvan de doeltreffendheid in de bestrijding van het virus veroorzaker van de Afrikaanse varkenspest is bewezen;
 - d) laarzen en schoeisel worden, naast gereinigd en ontsmet, opgeslagen in het voertuig in een daartoe voorziene plastic zak of doos : daarna worden ze een hele nacht in een tegen 10% verdunde oplossing ondergedompeld van zuiver natriumhypochloriet (NaClO) in een zout/wateroplossing (NaCl) (type bleekwater);
- 2° voor de personen :
 - a) zo snel mogelijk wordt een douche genomen;
 - b) de gedragen kledij wordt op een hoge temperatuur gewassen : als de prospectie over meerdere opeenvolgende dagen gespreid wordt, kan het wassen van de kledij op het einde van de periode gebeuren, maar de kledij wordt enkel voor de prospectie gebruikt;
 - c) bij aanraking met een wild zwijn wordt de gedragen kledij de dag zelf op minstens 60° gewassen.

Art. 14. Niet vervallen vergunningen die zijn afgegeven op basis van het ministerieel besluit van 16 maart 2020 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 24 januari 2020 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 24 maart 2020, blijven geldig tot hun vervaldatum, zonder dat ze op basis van dit besluit hoeven te worden verlengd.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op 15 september 2020.

Namen, 11 mei 2020.

C. TELLIER

Bijlage I bij het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

**NOTIFICATION DE TRAVAUX FORESTIERS
EN ZONE INFECTEE PAR LA PESTE PORCINE AFRICAINE**

(Article 7 de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020)

Dit document dient te worden gericht aan het Department natuur en bossen, in de persoon van de territoriaal bevoegde houtvester.

Overeenkomstig artikel 7 van het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest te beperken, geef ik, ondergetekende, kennis van mijn voornemen om in het besmette gebied buiten de wegen, paden en wegen te rijden met het oog op de uitvoering van bosbouwwerkzaamheden:

| | | | |
|--|--|----------|--|
| NAAM | | VOORNAAM | |
| MAATSCHAPPIJ | | | |
| BEDRIJFSNR. | | | |
| HANDELS- REGISTERNR. | | | |
| ADRES | | | |
| TEL.: | | | |
| E-MAIL | | | |
| <p>AARD VAN DE OVERWOGEN WERKZAAMHEDEN, die enkel handmatig zullen worden uitgevoerd of met handgereedschap:</p> <p><input type="checkbox"/> Operaties met betrekking tot de inventaris en het merken van hout</p> <p><input type="checkbox"/> Vrijmakingen</p> <p><input type="checkbox"/> Aanplantingen</p> <p><input type="checkbox"/> Uitdunnen en snoeien</p> <p><input type="checkbox"/> Dunningen</p> <p><input type="checkbox"/> Onderhoud van een jachtinfrastructuur</p> <p><input type="checkbox"/> Andere (nader te bepalen):</p> <p>Ik verbind me ertoe, dat noch ik of mijn eventuele onderaannemers, gemechaniseerde werkzaamheden als vermalen met een tolbreker of kammen zullen uitvoeren: <input type="checkbox"/></p> | | | |
| <p>BETROKKEN OMTREK:</p> <p><input type="checkbox"/> Openbaar bos Eigendom/Afdeling/Perceel:</p> <p><input type="checkbox"/> Privé-bos Kadastraal perceel/afgebakend gebied op bijgaande kaart (1/10.000e):</p> <p><input type="checkbox"/></p> | | | |
| <p>GEBRUIKT TRAJECT (meest rechtstreekse berijdbare weg):</p> | | | |
| <p>TOEGANGSDATUM (minstens drie werkdagen na de datum van verzending van deze kennisgeving, en tijdens een periode van hoogstens één maand te rekenen van deze datum van verzending):</p> | | | |

Ik verbind me ertoe de volgende voorwaarden, die in het beschikkende gedeelte van het besluit worden opgenomen, na te leven en te doen naleven door mijn eventuele onderaannemers:

- De toegang tot de bestanden zal overeenkomstig de bepalingen van het besluit gebeuren;
- Er zal geen nachtarbeid verricht (in het bijzonder één uur vóór de officiële zonsondergang tot één uur na de officiële zonsopgang), gelet op de uitroeiingsmaatregelen die voor wilde zwijnen in het besmette gebied zullen worden voortgezet;
- Alle operatoren zullen ervoor zorgen dat ze een voorafgaande bioveiligheidsopleiding volgen die door de administratie wordt georganiseerd;
- Alle operatoren zullen ervoor zorgen dat de ontsmettingsmaatregelen met betrekking tot het schoeisel, kleding en uitrustingen dagelijks worden nageleefd, overeenkomstig de instructies in artikel 13 van het besluit;
- De gebruikte voertuigen en machines zullen na afloop van iedere interventie worden gereinigd en ontsmet, overeenkomstig de instructies in artikel 13 van het besluit;
- Het is formeel verboden voor de operatoren om in contact te komen met een varkenshouderij of tamme varkens binnen 72 uur na de bij artikel 13 opgelegde reiniging en ontsmetting, en geen materiaal (schoeisel, kleding, uitrustingen, voertuigen) dat in het besmette gebied wordt gebruikt, mag op een varkenshouderij of in een gebied waar tamme varkens worden gehouden, worden binnengebracht;
- Bij het aantreffen van een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester (of bij ontstentenis het telefoonnummer **1718**) zal onmiddellijk worden verwittigd; De werkzaamheden zullen worden opgeschort tot de ontvangst van de resultaten van de analyses, en tot nader order als het karkas viropositief blijkt te zijn.

Ik ben mij ervan bewust dat het niet-naleving van bovenvermelde verbintenissen ertoe zal leiden dat ik niet langer zal kunnen genieten van enige afwijking van het verbod van het verkeer buiten de wegen, paden en wegen in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied, totdat België zijn AVP-vrije status terugkrijgt:

Ik erken dat deze kennisgeving mij niet vrijstelt van de naleving van de geldende regelgeving, met name als het gaat om een Natura 2000-gebied, een gebied waar beschermde soorten zijn opgenomen, of als het oversteken van een waterloop noodzakelijk is:

Opgemaakt te ..., op/...../.....

Ondertekening

Bijlage I bij het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

Namen, 11 mei 2020.

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage II bij het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

**DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITATION FORESTIERE
EN ZONE INFECTEE PAR LA PESTE PORCINE AFRICAINE**

(Article 8 de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020)

Dit document dient te worden gericht aan het Department natuur en bossen, in de persoon van de territoriaal bevoegde houtvester.

Overeenkomstig artikel 8 van het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest te beperken, ik, ondergetekende, vraag toestemming om mij te verplaatsen in het besmette gebied buiten de wegen, paden en voetpaden, om een bosuitbating te kunnen uitvoeren:

| | | | |
|---|--|----------|--|
| NAAM | | VOORNAAM | |
| MAATSCHAPPIJ | | | |
| BEDRIJFSNR. | | | |
| HANDELS- REGISTERNR. | | | |
| ADRES | | | |
| TEL.: | | | |
| E-MAIL | | | |
| BETROKKEN OMTREK: | | | |
| <input type="checkbox"/> Openbaar bos Eigendom/Afdeling/Perceel: <input type="checkbox"/> Privé-bos Kadastraal perceel/afgebakend gebied op bijgaande kaart (1/10.000e): <input type="checkbox"/> | | | |
| GEBRUIKT TRAJECT (meest rechtstreekse berijdbare weg): | | | |
| TOEGANGSDATA (periode van maximaam één maand): <i>Een termijn van maximaal 10 werkdagen vanaf de datum van verzending van deze vergunningsaanvraag kan noodzakelijk zijn voordat de exploitatievergunning verleend kan worden, met het oog op de verwezenlijking van een prospectie in de omtrek van de exploitatie. Gelieve hiermee rekening te houden bij het aanvragen van toegangsdata. Als er om dwingende redenen een kortere termijn nodig is, gelieve dan vooraf contact op te nemen met de territoriaal bevoegde houtvester.</i> | | | |

Ik verbind me ertoe de volgende voorwaarden, die in het beschikkende gedeelte van het besluit worden opgenomen, na te leven en te doen naleven door mijn eventuele onderaannemers:

- De toegang tot de bestanden zal overeenkomstig de bepalingen van het besluit gebeuren;
- De specifieke prospectie voorafgaand aan de exploitatie uitgevoerd door de administratie zal worden begeleid door een persoon met een goede kennis van het terrein, gemachtigd door de eigenaar of exploitant;
- Er zal geen nachtarbeid verricht (in het bijzonder één uur vóór de zonsondergang tot één uur na de zonsopgang), gelet op de uitroeiingsmaatregelen die voor wilde zwijnen in het besmette gebied zullen worden voortgezet;
- Alle operatoren zullen ervoor zorgen dat ze een voorafgaande bioveiligheidsopleiding volgen die door de administratie wordt georganiseerd;
- Alle operatoren zullen ervoor zorgen dat de ontsmettingsmaatregelen met betrekking tot het schoeisel, kleding en uitrustingen dagelijks worden nageleefd, overeenkomstig de instructies in artikel 13 van het besluit;
- De gebruikte voertuigen, machines en klein materieel die voor de bosuitbating worden gebruikt, zullen na afloop van iedere interventie worden gereinigd en ontsmet, overeenkomstig de instructies in artikel 13 van het besluit;
- De bedrijfsvoertuigen die tot het bosmilieu toegang hebben gehad mogen een weg of een verharde weg niet opnieuw betreden, behalve om die over te steken om toegang te krijgen tot een ander bestand of een ander bosperceel van hetzelfde bestand, eveneens binnen de omtrek van het besmette gebied; in alle andere gevallen moeten ze worden ontsmet; de ontsmetting van de bedrijfsvoertuigen van de bosuitbaters, en van de eventuele transportvoertuigen die worden gebruikt om een bedrijfsvoertuig te verplaatsen binnen het besmette gebied, wordt uitgevoerd voordat het besmette gebied wordt verlaten op kosten van Wallonië, op basis van een overheidsopdracht die de Waalse overheidsdienst met een gespecialiseerd bedrijf heeft gesloten; een attest van voltooiing van de ontsmetting van de bedrijfsvoertuigen, en van de transportvoertuigen in voorkomend geval, wordt door het gespecialiseerde bedrijf verstrekt en wordt door de betrokkene aan het einde van de ontsmettingsprocedure aan de territoriaal bevoegde boswachter overhandigd;
- Het is formeel verboden voor de operatoren om in contact te komen met een varkenshouderij of tamme varkens binnen 72 uur na de bij artikel 13 opgelegde reiniging en ontsmetting, en geen materiaal (schoeisel, kleding, uitrustingen, voertuigen) dat in het besmette gebied wordt gebruikt, mag op een varkenshouderij of in een gebied waar tamme varkens worden gehouden, worden binnengebracht;
- Bij het aantreffen van een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester (of bij ontstentenis het telefoonnummer **1718**) zal onmiddellijk worden verwittigd; De werkzaamheden zullen worden opgeschort tot de ontvangst van de resultaten van de analyses, en tot nader order als het karkas viropositief blijkt te zijn.

Ik ben mij ervan bewust dat het niet-naleving van bovenvermelde verbintenissen ertoe zal leiden dat ik niet langer zal kunnen genieten van enige afwijking van het verbod van het verkeer buiten de wegen, paden en wegen in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied, totdat België zijn AVP-vrije status terugkrijgt:

Ik erken dat deze vergunningsaanvraag mij niet vrijstelt van de naleving van de geldende regelgeving, met name als het gaat om een Natura 2000-gebied, een gebied waar beschermde soorten zijn opgenomen, of als het oversteken van een waterloop noodzakelijk is:

| | |
|---|--|
| Vak voorbehoud en aan de administrati e | Vergunning / Geen Vergunning (nader te bepalen): Eventuele opmerkingen: |
|---|--|

Opgemaakt te ..., op/...../.....

Ondertekening

Bijlage I bij het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

Namen, 11 mei 2020.

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage III bij het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

VERGUNNINGSAANVRAAG OM TOEGANG TE KRIJGEN TOT EEN MET AFRIKAANSE VARKENSPEST BESMET GEBIED

(Artikelen 5, 9 en 10 van het ministerieel besluit van 11 mei 2020)

Dit document dient te worden gericht aan het Department natuur en bossen, in de persoon van de territoriaal bevoegde houtvester.

Overeenkomstig het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest te beperken, ik, ondergetekende, vraag toestemming om mij te verplaatsen in het besmette gebied buiten de wegen, paden en voetpaden:

| | | | |
|--|--|----------|--|
| NAAM | | VOORNAAM | |
| MAATSCHAPPIJ | | | |
| BEDRIJFSNR. | | | |
| HANDELS- REGISTERNR. | | | |
| ADRES | | | |
| TEL.: | | | |
| E-MAIL | | | |
| <p>REDEN:</p> <p><input type="checkbox"/> Landbouwactiviteit</p> <p><input type="checkbox"/> Visserijactiviteit</p> <p><input type="checkbox"/> Ontginningsactiviteit</p> <p><input type="checkbox"/> Cultureel waardevolle gebied</p> <p><input type="checkbox"/> Camping</p> <p><input type="checkbox"/> Andere (nader te bepalen):</p> | | | |
| <p>LIGGING VAN DE TOEGANGSPLAATS (Kadastraal perceel, gehucht, gebied afgebakend op een kaart op schaal 1/10.000e):</p> | | | |
| <p>GEBRUIKT TRAJECT (meest rechtstreekse berijdbare weg):</p> | | | |
| <p>TOEGANGSDATA (periode van maximaam één maand):</p> | | | |

Ik verbind me ertoe de volgende voorwaarden, die in het beschikkende gedeelte van het besluit worden opgenomen, na te leven en te doen naleven door mijn personeel of mijn eventuele rechthebbenden:

- Er zal geen nachtarbeid verricht (in het bijzonder één uur vóór de officiële zonsopgang tot één uur na de officiële zonsopgang), gelet op de uitroeiingsmaatregelen die voor wilde zwijnen in het besmette gebied zullen worden voortgezet;
- Het is formeel verboden voor elke persoon die toegang heeft gekregen om buiten de wegen en paden in het besmette gebied te rijden, in aanraking te komen met een varkenshouderij of tamme varkens binnen 72 uur na bedoelde toegang;
- Geen materiaal (schoeisel, kleding, uitrustingen, voertuigen) dat in het besmette gebied wordt gebruikt, mag op een varkenshouderij of in een gebied waar tamme varkens worden gehouden, worden binnengebracht;
- Bij het aantreffen van een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester (of bij ontstentenis het telefoonnummer 1718) zal onmiddellijk worden verwittigd;

Ik ben mij ervan bewust dat de niet-naleving van bovenvermelde verbintenissen ertoe zal leiden dat ik niet langer zal kunnen genieten van enige afwijking van het verbod van het verkeer buiten de wegen, paden en wegen in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied, totdat België zijn AVP-vrije status terugkrijgt:

Ik erken dat deze kennisgeving mij niet vrijstelt van de naleving van de geldende regelgeving, met name als het gaat om een Natura 2000-gebied, een gebied waar beschermde soorten zijn opgenomen, of als het oversteken van een waterloop noodzakelijk is

| | |
|---------------------------------------|--|
| Vak voorbehouden aan de administratie | Vergunning / Geen Vergunning (nader te bepalen): Eventuele opmerkingen: |
|---------------------------------------|--|

Opgemaakt te ..., op/...../.....

Ondertekening

Bijlage I bij het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

Namen, 11 mei 2020.

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER